

ANNEXE
COMPTES
CONSOLIDÉS
AU 31/12/2018



BOUYGUES

Donnons vie au progrès

SOMMAIRE

NOTE 1	FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE	5
NOTE 2	PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES DU GROUPE	9
NOTE 3	ACTIF NON COURANT	30
NOTE 4	ACTIF COURANT	43
NOTE 5	INFORMATION SUR LES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS	47
NOTE 6	PROVISIONS NON COURANTES ET COURANTES.....	50
NOTE 7	ACTIFS ET PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ.....	52
NOTE 8	DETTES FINANCIÈRES NON COURANTES ET COURANTES	54
NOTE 9	PRINCIPAUX ÉLÉMENTS DE VARIATION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	57
NOTE 10	PASSIF COURANT.....	58
NOTE 11	CHIFFRE D'AFFAIRES	59
NOTE 12	RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	61
NOTE 13	COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET ET AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS.....	62
NOTE 14	IMPÔT	63
NOTE 15	RÉSULTAT NET PART DU GROUPE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES ET RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION	64
NOTE 16	INFORMATION SECTORIELLE	65
NOTE 17	INSTRUMENTS FINANCIERS	70

NOTE 18	ENGAGEMENTS HORS BILAN	71
NOTE 19	ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL ET PARTICIPATION AU CAPITAL	76
NOTE 20	INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIÉES ET LES AVANTAGES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION	79
NOTE 21	INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LE TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE ET VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT LIÉ À L'ACTIVITÉ	80
NOTE 22	HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	83
NOTE 23	IMPACTS LIÉS À LA PREMIÈRE APPLICATION DES NORMES IFRS 15 "PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DES CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS" ET IFRS 9 "INSTRUMENTS FINANCIERS"	84
NOTE 24	IMPACTS LIÉS À LA PREMIÈRE APPLICATION DE LA NORME IFRS 16 "CONTRATS DE LOCATION" ET DE L'INTERPRÉTATION IFRIC 23 "INCERTITUDE RELATIVE AUX TRAITEMENTS FISCAUX"	90
NOTE 25	Liste des principales sociétés du périmètre au 31 décembre 2018	104

Déclaration de conformité :

Au 31 décembre 2018, les comptes consolidés de Bouygues et de ses filiales ("le Groupe") ont été établis en conformité avec les IFRS telles qu'adoptées dans l'Union européenne.

Les comptes présentent en millions d'euros (sauf mention contraire) : le bilan, le compte de résultat, l'état des charges et produits comptabilisés, le tableau de variation des capitaux propres, le tableau des flux de trésorerie et l'annexe.

Ils sont présentés comparativement avec les comptes consolidés établis au 31 décembre 2017 retraités de l'application des normes IFRS 9 et IFRS 15.

NOTE 1 FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

1.1 Périmètre au 31 décembre 2018

Au 31 décembre 2018, Bouygues SA consolide 1 229 entités contre 1 110 à fin 2017. L'augmentation nette de 119 résulte principalement des acquisitions d'Alpiq Engineering Services, de Miller McAsphalt et d'aufeminin.

au 31 décembre	2018	2017
Sociétés contrôlées	846	776
Activités conjointes	178	163
Coentreprises et entités associées	205	171
	1 229	1 110

1.2 Faits significatifs

1.2.1 Faits significatifs de l'exercice 2018

Les principales opérations et acquisitions de l'exercice 2018 sont présentées ci-après :

- Le 12 janvier 2018, le gouvernement et le régulateur, d'une part, les quatre opérateurs mobiles, d'autre part, ont signé un accord (dit *New Deal Mobile*) visant à généraliser la couverture mobile de qualité pour l'ensemble des français. C'est ainsi l'objectif d'aménagement numérique du territoire qui a été retenu, en imposant aux opérateurs de fortes obligations de couverture, en contrepartie du renouvellement de leurs autorisations d'utilisation de fréquences dans les bandes 900 MHz, 1800 MHz, et 2100 MHz pour une durée de dix ans. Etant donné que les autorisations actuelles de Bouygues Telecom arrivaient à échéance respectivement en 2022 pour le 2100 MHz et 2024 pour le 900 MHz et le 1800 MHz, l'Arcep a, via la décision n° 2018-0680 du 3 juillet 2018, modifié les autorisations d'utilisation de fréquences actuelles pour y intégrer les nouvelles obligations de déploiements. Elle a par la suite, dans le cadre de la décision n° 2018-1390 du 15 novembre 2018, acté du renouvellement des fréquences 900 MHz, 1800 MHz et 2100 MHz pour une durée de dix ans. Bouygues Telecom se voit donc être titulaire de l'autorisation d'utiliser les fréquences 900 MHz et 1800 MHz jusqu'au 8 décembre 2034 et les fréquences 2100 MHz jusqu'au 11 décembre 2032. L'ensemble des bandes de fréquences sont désormais neutre technologiquement, et peuvent donc être utilisées indépendamment pour la 2G/3G/4G. Concomitamment, le gouvernement a publié le 28 septembre 2018 le nouveau décret Redevances auquel sont dorénavant assujetties les fréquences et qui acte une stabilisation du niveau des redevances. En conséquence, Bouygues Telecom a annulé la charge à payer enregistrée de 2014 à 2017 sur la part fixe des redevances fréquences 1 800 Mhz pour couvrir un risque de hausse de leur niveau. Cette charge à payer a été reprise au troisième trimestre 2018 pour 110 millions d'euros et comptabilisée en "Autres produits opérationnels" (note 12 de l'annexe).
- Le 17 janvier 2018, un accord relatif à l'acquisition par TF1 de la participation majoritaire du groupe Axel Springer (78,07 % du capital) dans le groupe aufeminin a été signé. Le groupe aufeminin a réalisé au titre de son exercice clos le 31 décembre 2017 un chiffre d'affaires de 113 millions d'euros et un résultat opérationnel de 12 millions d'euros. La réalisation de cette opération est intervenue le 27 avril 2018 pour un prix de 39,47 euros par action, soit 294 millions d'euros. TF1 a déposé le 22 mai 2018 une offre publique d'achat obligatoire simplifiée au même prix sur le solde du capital qui s'est terminée le 4 juillet 2018, puis une offre publique de retrait le 3 octobre 2018. À la suite de son approbation le 16 octobre 2018, cette offre de retrait a été lancée le 19 octobre 2018 et s'est terminée le 1^{er} novembre 2018, conférant ainsi au groupe TF1 100 % des actions et des droits de vote du groupe aufeminin. À la date de prise de contrôle, un *goodwill* provisoire de 204 millions d'euros a été enregistré après allocation du prix et l'endettement net a augmenté de 332 millions d'euros.

- Le 28 février 2018, Colas a réalisé l'acquisition de 100 % des titres du groupe Miller McAsphalt, conformément au protocole d'accord signé le 30 août 2017. Particulièrement présent en Ontario, le groupe Miller McAsphalt est un acteur majeur des travaux routiers et de la distribution de bitume au Canada. Il réalise un chiffre d'affaires annuel moyen sur les trois derniers exercices d'environ 1,3 milliard de dollars canadiens et emploie 3 300 salariés. Le prix d'acquisition des titres payé à la date de réalisation de l'opération s'élève à 953 millions de dollars canadiens, soit 611 millions d'euros. L'acquisition a été financée à hauteur de 410 millions d'euros par emprunt. L'endettement net augmente de 555 millions d'euros et le *goodwill* après allocation du prix s'élève à la date de prise de contrôle à 90 millions d'euros.
- Le 26 mars 2018, Bouygues Construction et Colas ont annoncé l'acquisition de 100 % des titres d'Alpiq Engineering Services, spécialisée dans les activités de services multi-techniques pour le bâtiment et pour les infrastructures d'énergie, industrielles et de transport. Elle compte près de 7 650 collaborateurs et a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 1,7 milliard de francs suisses en 2017, essentiellement en Suisse (57 %), en Allemagne (24 %) et en Italie (12 %). Après obtention le 11 juillet 2018 de l'aval des autorités de concurrence européenne et suisse, la réalisation de cette opération est intervenue le 31 juillet 2018, sur la base d'une valeur d'entreprise de 850 millions de francs suisses (700 millions de francs suisses pour Bouygues Construction et 150 millions de francs suisses pour Colas Rail). À la date de prise de contrôle, un *goodwill* provisoire a été comptabilisé après allocation du prix pour 563 millions d'euros, et l'endettement net augmente de 619 millions d'euros.
- Dans le cadre de l'accord du 31 janvier 2017 signé entre Bouygues Telecom et Cellnex (groupe espagnol), la cession des 1 800 sites télécoms existants s'est poursuivie au cours de l'année 2018. Au 31 décembre 2017, 715 sites étaient présentés au bilan en "Actifs ou activités détenus en vue de la vente" pour 38 millions d'euros. Au cours de l'année 2018, 964 sites ont été cédés, dont ceux visés par l'accord pré-cité, pour 273 millions d'euros et il n'y a plus d'actifs détenus en vue de la vente au 31 décembre 2018. Une plus-value de 196 millions d'euros a été comptabilisée en "Autres produits opérationnels" (note 12 de l'annexe). La vente des 1 200 nouveaux sites s'effectue sur cinq ans au rythme de leur construction.
- Le 5 avril 2018, le groupe TF1 et les actionnaires minoritaires de Newen Studios, filiale à 70 % de TF1, ont signé un accord en vue de l'acquisition par TF1 de 30 % du capital et des droits de vote de la société lui conférant au total 100 % de Newen Studios. Cette opération est intervenue le 5 juillet 2018, suite à l'approbation de l'Autorité de la concurrence obtenue le 3 juillet 2018. Cette acquisition complémentaire d'un montant de 96 millions d'euros figurait déjà en dette financière au 31 décembre 2017.
- Le 28 mai 2018, Bouygues Construction a annoncé l'acquisition de 100 % des titres de la société AW Edwards, acteur majeur de la construction en Australie, spécialisée dans le secteur du bâtiment. Par cette acquisition qui a été finalisée le 5 juillet 2018, le Groupe poursuit sa stratégie de développement en Australie et se renforce sur le marché de la construction. Cette société a réalisé un chiffre d'affaires de 277 millions de dollars australiens en 2017 et emploie 250 personnes. À la date de prise de contrôle, dans l'attente de l'allocation du prix, un *goodwill* provisoire a été comptabilisé pour 43 millions d'euros et l'impact sur l'endettement net n'était pas significatif.
- Le 17 juillet 2018, les actionnaires d'Alstom ont approuvé les résolutions relatives au projet de rapprochement d'Alstom avec les activités de Siemens Mobility qui reste soumis à l'autorisation de la concurrence (note 1.3 de l'annexe). Les actionnaires d'Alstom ont également approuvé le renouvellement des mandats d'Olivier Bouygues et de Bouygues SA (dont le représentant est Philippe Marien). Par ailleurs le 17 juillet 2018, l'engagement pris par Bouygues – décrit dans les comptes consolidés au 31 décembre 2017 – de conserver ses titres Alstom a pris fin.
- Le 25 octobre 2018, Bouygues Telecom a annoncé être entrée en négociations exclusives en vue du rachat de 43,6 % du capital de l'opérateur dédié au marché des entreprises Keyyo. Keyyo avait réalisé en 2017 un chiffre d'affaires de 24 millions d'euros avec un EBITDA de 4 millions d'euros.
- Le 19 novembre 2018, une promesse d'achat des titres de Smac, activité étanchéité de Colas représentant environ 600 millions de chiffre d'affaire, a été signée. La durée maximale de cette promesse est de sept mois.

Au 31 décembre 2018, les actifs et passifs de Smac sont présentés au bilan en "Actifs ou activités détenus en vue de la vente" pour 332 millions d'euros et en "Passifs liés aux activités détenues en vue de la vente" pour 325 millions d'euros (notes 1.3 et 21 de l'annexe).

- Le 12 décembre 2018, Axione, filiale de Bouygues Construction et son partenaire financier Mirova ont signé à la suite d'un appel d'offres lancé par Bouygues Telecom un nouveau contrat de déploiement et d'exploitation de la fibre optique (FTTH) en zone très dense. Dans le cadre de cet accord Axione et Mirova ont créé CityFast, un opérateur de services d'accès à qui Bouygues Telecom a cédé ses infrastructures existantes en fibre optique en zone très dense pour 46 millions d'euros. Cette opération a généré une plus-value de 34 millions d'euros comptabilisée en "Autres produits opérationnels" (note 12 de l'annexe).
- Le 31 décembre 2018, Bouygues Construction a cédé 49% de la société Axione. Le pacte d'actionnaires prévoit un contrôle conjoint d'Axione qui est désormais comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence. Le résultat de cession (hors frais et impôts) s'élève à 106 millions, dont 52 millions relatifs à la plus-value de cession de 49% des titres et 54 millions relatifs à la revalorisation des 51% des titres conservés.

1.2.2 Rappel des faits significatifs de l'exercice 2017

Les principales opérations et acquisitions de l'exercice 2017 sont présentées ci-après :

- Le 30 janvier 2017, TF1 a accepté l'offre sous conditions suspensives de Mediawan SA, relative à l'acquisition de sa participation de 33,5 % dans Groupe AB. Au 31 décembre 2017, les conditions suspensives ayant été levées et la détermination du prix définitif ayant été finalisée, la plus-value définitive de 14 millions d'euros a été comptabilisée dans le résultat consolidé de l'exercice 2017 en "Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées" (note 3.2 de l'annexe).
- Le 31 janvier 2017, Bouygues Telecom a signé avec Cellnex (groupe espagnol) un accord portant sur 3 000 sites télécoms en France pour un montant total de 854 millions d'euros. L'opération s'effectue dans un premier temps par la cession sur deux ans par Bouygues Telecom d'un lot de 1 800 sites existants (500 millions d'euros), puis se fera par la construction commune de 1 200 nouveaux sites sur cinq ans (354 millions d'euros). Un contrat de prestations d'accueil et de service entre Bouygues Telecom et Cellnex sur quinze ans renouvelable a également été signé. Au 31 décembre 2017, 1 085 sites ont été cédés pour 307 millions d'euros ramenant les "Actifs ou activités détenus en vue de la vente" à 38 millions d'euros, après ajustement du périmètre des sites concernés. La plus-value de 223 millions d'euros a été comptabilisée dans le résultat consolidé de l'exercice 2017 en "Autres produits opérationnels" (note 12 de l'annexe).
- Le 25 juillet 2017, un élargissement de l'accord du 31 janvier 2017 a été signé entre Bouygues Telecom et Cellnex, portant sur l'ajout d'un maximum de 600 sites télécoms, pour un prix de cession pouvant atteindre 170 millions d'euros. Au 31 décembre 2017, ces sites ne répondent pas à la définition des "Actifs ou activités détenus en vue de la vente", le volume de sites qui sera effectivement cédé étant incertain à date.
- Le 25 juillet 2017, Bouygues Immobilier et AccorHotels ont annoncé la création d'une coentreprise, détenue à 50/50, avec pour objectif d'accélérer le développement de Nextdoor en France et en Europe. Cette opération a généré une plus-value de 28 millions d'euros au titre de la cession de 50 % de Nextdoor et de la réévaluation de la participation conservée comptabilisée dans le résultat consolidé de l'exercice 2017 en "Autres produits et charges d'exploitation".
- Le 30 août 2017, Colas Canada a signé à Toronto un protocole d'accord visant à acquérir 100 % des titres du groupe Miller McAsphalt.
- Le 26 septembre 2017, Siemens et Alstom ont signé un protocole d'accord comportant un engagement réciproque d'exclusivité pour combiner leurs activités ferroviaires. En rémunération de l'apport à Alstom de ses activités "Mobilité" et "Traction", Siemens recevrait des actions nouvellement émises représentant 50 % du capital d'Alstom sur une base entièrement diluée. De leur côté, les actionnaires d'Alstom recevraient un

dividende de 4 euros correspondant à une prime de contrôle et un autre dividende de 4 euros au maximum versé grâce au produit d'options permettant à Alstom de vendre sa part de coentreprises avec General Electric.

Dans le cadre de cette opération, l'État français a mis fin le 17 octobre 2017 au prêt de titres Alstom que lui avait consenti le Groupe et n'a pas exercé les options d'achat que Bouygues lui avait octroyées en 2014.

Bouygues soutient pleinement l'opération et votera en sa faveur au conseil d'administration d'Alstom et à l'assemblée générale extraordinaire décidant de la transaction. Bouygues s'est engagé à conserver ses actions jusqu'à cette assemblée générale extraordinaire et au plus tard jusqu'au 31 juillet 2018.

La réalisation définitive de la transaction (*closing*) est soumise à la condition suspensive de l'obtention des autorisations de plusieurs autorités, notamment celle de la Commission européenne, ainsi qu'à la confirmation par l'Autorité des marchés financiers qu'aucune offre publique d'achat ne devra être lancée par Siemens après la réalisation de l'apport.

À l'issue de cette opération, le groupe Bouygues serait détenteur d'environ 14 % du capital de la nouvelle entité.

- Le 6 octobre 2017, le Conseil constitutionnel a déclaré inconstitutionnelle dans son intégralité la taxe de 3 % sur les dividendes versés par les entreprises françaises. Un produit d'impôt de 90 millions d'euros et les intérêts moratoires de 9 millions d'euros liés à cet événement ont été pris en compte au quatrième trimestre 2017.

1.3 Faits significatifs et variations de périmètre postérieurs au 31 décembre 2018

- Le 18 janvier 2019, Bouygues Telecom a finalisé l'acquisition de 43,6 % du capital de Keyyo au prix de 34 euros par action, soit un investissement d'un peu plus de 29 millions d'euros. Une offre publique d'achat volontaire au prix unitaire identique a été déposée le 21 janvier 2019 sur l'ensemble du capital restant, portant ainsi l'investissement à un maximum de 61 millions d'euros. Le 5 février 2019, l'Autorité des marchés financiers a fait connaître qu'elle a déclaré conforme cette offre publique.
- Le 6 février 2019, la Commission européenne a rejeté le rapprochement entre Alstom et Siemens, qui ont décidé de ne pas contester cette décision. Le projet de fusion est ainsi abandonné.
- Le 12 février 2019, Bouygues Construction a introduit une procédure d'arbitrage contre Alpiq Engineering Services qui fait suite aux divergences de vue sur le montant d'ajustement final du prix d'achat payé établi dans le cadre de la vente des activités de services et d'ingénierie conclue en 2018. À ce titre Bouygues Construction réclame un montant de 205,1 millions de francs suisses, soit 180 millions d'euros, tandis qu'Alpiq Engineering Services réclame un paiement de 12,9 millions de francs suisses, soit 11 millions d'euros.
- Le 14 février 2019, Colas a annoncé avoir signé un accord pour la cession de Smac à une filiale d'OpenGate Capital. Cette cession réduira le chiffre d'affaires de Colas d'environ 600 millions d'euros mais ne devrait pas avoir d'impact significatif sur le résultat opérationnel. Sa réalisation effective est soumise à l'accord des autorités de concurrence, notamment en France.

NOTE 2 PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES DU GROUPE

2.1 Les activités du groupe Bouygues

Le groupe Bouygues est un groupe de services diversifié et ses métiers s'organisent autour des trois pôles d'activités :

- Construction :
 - Construction et services (Bouygues Construction) ;
 - Promotion immobilière (Bouygues Immobilier) ;
 - Infrastructures de transport (Colas).
- Médias :
 - Le groupe TF1 ("TF1") ;
- Télécoms :
 - Téléphonie fixe/mobile, services de télévision et internet (Bouygues Telecom).

Le groupe Bouygues détient également au 31 décembre 2018 une participation de 27,79 % dans Alstom (Transport).

2.2 Principes de préparation des états financiers

Les comptes consolidés du groupe Bouygues intègrent les comptes de Bouygues SA et de ses cinq métiers. Ils sont présentés en millions d'euros – devise dans laquelle est traitée la majorité des opérations du Groupe – et intègrent les recommandations de présentation de l'ANC n° 2013-03 du 7 novembre 2013 et n° 2016-01 du 2 décembre 2016 en matière d'états financiers.

Ils ont été arrêtés par le conseil d'administration en date du 20 février 2019 et seront soumis pour approbation à la prochaine assemblée générale ordinaire du 25 avril 2019.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2018 sont établis selon les normes et principes du référentiel IFRS, sur la base du coût historique, à l'exception de certains actifs et passifs financiers évalués à leur juste valeur lorsque cela est requis par les normes IFRS. Ils sont présentés comparativement avec les états au 31 décembre 2017 qui ont été retraités pour tenir compte de l'adoption au 1^{er} janvier 2018 des normes IFRS 9 et IFRS 15 (note 23 de l'annexe).

Au 31 décembre 2018, le groupe Bouygues a appliqué les normes, interprétations, principes et méthodes comptables existant dans les comptes consolidés de l'exercice 2017 à l'exception des évolutions obligatoires édictées par les normes IFRS mentionnées ci-après, applicables au 1^{er} janvier 2018.

- Principales normes IFRS en vigueur au sein de l'Union européenne, d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2018

- **IFRS 9 :**

Le 24 juillet 2014, l'IASB a publié une nouvelle norme sur les instruments financiers appelée à remplacer la plupart des dispositions existantes en IFRS, notamment IAS 39. La nouvelle norme, adoptée par l'Union européenne le 22 novembre 2016, est applicable de manière obligatoire au 1^{er} janvier 2018. Le Groupe n'avait pas appliqué cette norme par anticipation.

Les dispositions de la norme sur le classement, l'évaluation et la dépréciation des instruments financiers sont appliquées par le Groupe de manière rétrospective sans ajustement des comparatifs. Quant aux

dispositions spécifiques à la comptabilité de couverture, le Groupe les applique également au 1^{er} janvier 2018, avec une approche prospective conformément aux dispositions édictées par IFRS 9.

Les impacts de l'application de cette norme au 1^{er} janvier 2018 ne sont pas matériels et sont présentés en note 23 de l'annexe.

▪ **IFRS 15 : Produits des activités ordinaires issus des contrats clients**

Le 28 mai 2014, l'IASB a publié une nouvelle norme sur la comptabilisation du chiffre d'affaires, appelée à remplacer la plupart des dispositions existantes en IFRS, notamment IAS 11 et IAS 18. La nouvelle norme, adoptée par l'Union européenne le 22 septembre 2016, est applicable au 1^{er} janvier 2018. Le Groupe n'avait pas appliqué cette norme par anticipation. Il l'a appliquée au 1^{er} janvier 2018 de manière rétrospective et l'exercice 2017 a également été retraité des impacts IFRS 15.

Les impacts de l'application d'IFRS 15 sur les états financiers au 31 décembre 2017 sont présentés en note 23 de l'annexe.

- Norme IFRS et interprétation en vigueur au sein de l'Union européenne, d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2019

▪ **IFRS 16 : Contrats de location**

Le 13 janvier 2016, l'IASB a publié la norme IFRS 16 "Contrats de location" appelée à remplacer IAS 17, ainsi que les interprétations IFRIC et SIC associées. La nouvelle norme, adoptée par l'Union européenne le 31 octobre 2017, est applicable au 1^{er} janvier 2019. Le Groupe n'a pas appliqué cette norme par anticipation et a retenu l'approche rétrospective avec présentation d'une année comparative pour sa première application.

Les travaux de recensement et de collecte des contrats de location se sont déroulés sur 2017 et 2018. Les impacts estimés de l'application d'IFRS 16 sur le bilan au 31 décembre 2017 retraité d'IFRS 15 et d'IFRS 9, les périodes intermédiaires 2018 et l'exercice 2018 sont présentés en note 24 de l'annexe.

▪ **IFRIC 23 : Incertitude relative aux traitements fiscaux**

Le 7 juin 2017, l'IFRS IC a publié l'interprétation IFRIC 23. Cette interprétation contient des dispositions relatives aux modalités comptables de reconnaissance des conséquences fiscales liées au caractère incertain de l'impôt. Le Groupe n'a pas choisi d'appliquer cette interprétation par anticipation et a entrepris une évaluation des conséquences éventuelles de son application. La nouvelle interprétation, adoptée par l'Union européenne le 23 octobre 2018, est applicable au 1^{er} janvier 2019.

Les impacts de l'application de cette interprétation au 1^{er} janvier 2019 ne sont pas matériels et sont présentés en note 24 de l'annexe.

- Jugements et recours à des estimations

Lors de la préparation des comptes consolidés, conformément aux normes et interprétations, le Groupe procède à des estimations et des hypothèses. Elles ont pu concerner les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des comptes consolidés et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice.

Ces estimations et appréciations sont évaluées de façon continue sur la base d'une expérience passée, ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement des appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Celles-ci concernent pour l'essentiel l'appréciation des tests de dépréciation des *goodwill* et des participations, de l'évaluation des actifs et des passifs identifiables dans le cadre de l'exercice d'allocation

du prix lors de l'acquisition, des avantages du personnel (indemnités de fin de carrière, pensions, etc.), de la juste valeur des instruments financiers non cotés, de la recouvrabilité des impôts différés actifs, des provisions (litiges et contentieux, etc.) et des marges à fin d'affaires des opérations de construction et immobilières (note 2.13.2 de l'annexe).

Enfin, en l'absence de norme ou d'interprétation applicable à une transaction spécifique, à un autre événement ou une condition, le Groupe a fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes, donnant une image fidèle et comparable d'une période à l'autre afin que les comptes consolidés :

- présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie du Groupe ;
- traduisent la réalité économique des transactions ;
- soient neutres, prudents et complets dans tous leurs aspects significatifs.

Dès lors, une information circonstanciée figure dans les notes annexes aux comptes consolidés.

- Actifs détenus en vue de la vente et activités arrêtées ou détenues en vue de la vente

Un actif immobilisé ou un groupe d'actifs et de passifs directement liés est considéré comme détenu en vue de la vente quand sa valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une vente et non d'une utilisation continue. Pour que tel soit le cas, l'actif doit être disponible en vue de sa vente immédiate et sa vente doit être hautement probable. Ces actifs ou groupes d'actifs destinés à être cédés sont évalués au plus bas de la valeur comptable et du prix de cession estimé, nets des coûts relatifs à la cession.

Une activité arrêtée ou classée comme détenue en vue de la vente représente une activité significative pour le Groupe, ayant été une unité génératrice de trésorerie (UGT) et faisant l'objet, soit d'une cession, soit d'un classement en actif détenu en vue d'une vente. Les éléments du résultat et du tableau de flux de trésorerie relatifs à ces activités arrêtées ou détenues en vue de la vente sont présentés sur des lignes spécifiques des comptes consolidés pour toutes les périodes présentées.

2.3 Méthodes de consolidation

2.3.1 Sociétés contrôlées

Les sociétés sur lesquelles Bouygues exerce le contrôle sont consolidées.

- Appréciation du contrôle sur TF1 :

Au 31 décembre 2018, Bouygues détient directement ou indirectement 43,80 % du capital et des droits de vote de TF1. Le groupe Bouygues détient le contrôle sur TF1 dans la mesure où tous les éléments ci-après sont réunis :

- Il détient le pouvoir de diriger les activités pertinentes. Le groupe Bouygues :
 - détient de façon continue et régulière une forte majorité des droits de vote en assemblée générale des actionnaires de TF1 et aucun autre actionnaire ne détient directement ou indirectement une fraction de droits de vote supérieure à celle détenue par le groupe Bouygues,
 - détermine seul les décisions en assemblée générale sur une période d'au moins deux exercices successifs,
- Il est exposé ou a droit à des rendements variables. Avec 43,80 % de détention, le groupe Bouygues est fortement exposé aux rendements variables de TF1 (dividendes).

- Il a la capacité d'exercer son pouvoir de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient. En effet, le groupe Bouygues :
 - détient cinq postes d'administrateurs au sein du conseil d'administration de TF1 sur les onze postes d'administrateurs,
 - joue un rôle prépondérant dans la nomination des principaux dirigeants de TF1, les deux membres du comité de sélection sont des représentants du groupe Bouygues.

2.3.2 Sociétés contrôlées conjointement

Une coentreprise ou une activité conjointe est issue d'un accord contractuel en vertu duquel deux parties ou plus conviennent d'exercer une activité économique sous contrôle conjoint. Pour les activités conjointes, qui confèrent à chacun des co-participants des droits directs dans les actifs et des obligations au titre des passifs, les actifs et passifs, charges et produits, sont comptabilisés selon les intérêts dans l'activité conjointe. Les coentreprises qui confèrent des droits dans l'actif net sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

2.3.3 Sociétés sous influence notable

Une société associée est une société non contrôlée mais sur laquelle le Groupe exerce une influence notable. Cette dernière est présumée lorsque le Groupe dispose directement ou indirectement d'une fraction au moins égale à 20 % des droits de vote de la société.

Les résultats, les actifs et passifs des sociétés associées sont appréciés selon la méthode de la mise en équivalence.

2.4 Regroupements d'entreprises

Depuis le 1^{er} janvier 2010, les regroupements d'entreprises sont traités dans le cadre de la norme IFRS 3 révisée.

Dans le cadre d'un regroupement d'entreprises à la date d'acquisition, le *goodwill* correspond à la somme de la contrepartie transférée (prix d'acquisition) et des participations ne donnant pas le contrôle, minorée du montant net comptabilisé (généralement à la juste valeur) au titre des actifs identifiables acquis et passifs repris et, le cas échéant, de la réévaluation en juste valeur de la part antérieurement détenue. Lors de chaque regroupement d'entreprises, la norme IFRS 3 révisée offre le choix entre une évaluation des participations ne donnant pas le contrôle :

- à la juste valeur (c'est-à-dire avec un *goodwill* alloué à ces derniers, selon la méthode dite du "*goodwill* complet") ;
- à leur quote-part dans la juste valeur des seuls actifs et passifs identifiables de la société acquise (c'est-à-dire sans *goodwill* affecté aux participations ne donnant pas le contrôle, selon la méthode dite du "*goodwill* partiel").

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

Le *goodwill* est affecté à l'unité génératrice de trésorerie (UGT) correspondante bénéficiant du regroupement d'entreprises ou au regroupement d'UGT au niveau duquel est apprécié le retour sur investissement des acquisitions (métier pour le groupe Bouygues).

Le délai d'affectation est limité à la période requise pour identifier et évaluer les actifs et passifs de l'acquise, les participations ne donnant pas le contrôle, le prix payé et la juste valeur de la quote-part antérieurement acquise, sans toutefois pouvoir excéder douze mois.

Les *goodwill* négatifs sont rapportés au compte de résultat au cours de l'exercice d'acquisition.

Ultérieurement, le *goodwill* est évalué annuellement, à son coût, diminué des éventuelles dépréciations représentatives des pertes de valeur déterminées comme indiqué au chapitre ci-après intitulé "Suivi de la valeur des actifs immobilisés, des coentreprises et des entités associées", conformément à la norme IAS 36. En cas de diminution de valeur, la dépréciation est inscrite au compte de résultat, en résultat opérationnel.

Conformément à la norme IFRS 3 révisée, à la date de prise de contrôle par étape, la quote-part antérieurement détenue est réévaluée à la juste valeur en contrepartie du résultat. En cas de perte de contrôle avec conservation d'une participation, en complément du résultat de cession, la quote-part conservée est également réévaluée à la juste valeur en contrepartie du résultat.

En cas de variation de pourcentage, sans incidence sur le contrôle, l'écart entre la contrepartie transférée et la valeur comptable des participations ne donnant pas le contrôle est constaté directement en capitaux propres part du Groupe. En conséquence, il n'y a pas de constatation de *goodwill* complémentaire.

Les coûts directs liés au regroupement sont comptabilisés en résultat opérationnel courant.

En cas de cession partielle des activités constitutives d'une UGT, le Groupe retient généralement le principe d'allocation du *goodwill* affecté à l'activité cédée, à proportion de sa valeur relative dans l'UGT à la date de cession, sauf s'il peut être démontré qu'une autre méthode reflète mieux le *goodwill* lié à l'activité cédée, conformément à l'IAS 36.86.

Les *goodwill* déterminés antérieurement au 1^{er} janvier 2004 restent appréciés selon la méthode de la réestimation partielle. Les droits des participations ne donnant pas le contrôle sont pris en compte sur la base de la valeur comptable des éléments, telle qu'elle ressort du bilan de l'entreprise acquise.

2.5 Méthode de conversion des éléments en devises

2.5.1 Transactions en devises

Les transactions en devises sont converties en euro en appliquant le taux moyen de change du jour de la transaction. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères à la date de clôture sont convertis au cours de clôture. Les écarts de conversion sont comptabilisés en résultat net. Les actifs et passifs non-monétaires libellés dans une devise étrangère, comptabilisés au coût historique, sont convertis au cours de change à la date de la transaction.

2.5.2 États financiers des entités dont la monnaie de fonctionnement n'est pas l'euro

Tous les actifs et passifs des entités consolidées dont la monnaie de fonctionnement n'est pas l'euro sont convertis au cours de clôture. Les produits et les charges sont convertis au cours de change moyen de l'exercice clôturé. Les écarts de change résultant de ce traitement et ceux résultant de la conversion des capitaux propres des filiales à l'ouverture de l'exercice en fonction des cours de clôture sont inclus sous la rubrique "Écarts de conversion" des capitaux propres consolidés. Les différences de change dégagées lors de la conversion de l'investissement net dans les filiales et dans les entreprises associées étrangères sont comptabilisées dans les capitaux propres.

2.6 Méthode d'appréciation des impositions

Les impositions différées sont constatées pour les différences entre les valeurs comptables et fiscales des éléments d'actif et de passif. Elles résultent :

- des différences temporelles apparaissant lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'un passif est différente de sa valeur fiscale. Elles sont soit :

- des sources d'impositions futures (impôts différés passifs) : il s'agit essentiellement de produits dont l'imposition est différée,
- des sources de déductions futures (impôts différés actifs) : sont concernées principalement les provisions fiscalement non déductibles temporairement. Ces actifs sont comptabilisés dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible et sur lequel les différences temporelles pourront s'imputer. Ces derniers sont revus à chaque clôture ;
- des reports fiscaux déficitaires (impôts différés actifs) dont il est probable qu'ils seront récupérés sur les exercices futurs.

Les impôts différés sont évalués aux taux d'impôts nationaux dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé et le passif réglé, sur la base des taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date d'arrêté des comptes, selon les pays. Ainsi, au 31 décembre 2018, les différences temporelles et les reports fiscaux déficitaires des entités françaises ont été comptabilisés aux taux votés par l'Assemblée nationale selon les échéanciers de retournement suivants :

- 32,02 % pour 2019 ;
- 28,92 % pour 2020 ;
- 27,37 % pour 2021 ;
- 25,83 % pour 2022 et au-delà.

Les impôts différés ne font pas l'objet d'actualisation et sont présentés en actif ou passif non courant.

2.7 Actif non courant

2.7.1 Immobilisations corporelles

Elles sont valorisées au coût de revient de l'acquisition sous déduction des amortissements et dépréciations cumulés. L'amortissement est comptabilisé selon le mode linéaire sur la durée prévisible d'utilisation des actifs.

2.7.1.1 Principales durées d'utilisation retenues par secteur d'activité

	CONSTRUCTION	MÉDIAS	TÉLÉCOMS
• Terrains de gisements (carrières)	a		
• Constructions hors exploitation	10 à 40 ans	25 à 50 ans	
• Constructions industrielles	10 à 20 ans		30 ans
• Installations techniques, matériels et outillages ^b	3 à 15 ans	3 à 7 ans	10 à 30 ans
• Autres immobilisations corporelles (matériels de transport et de bureau) ^b	3 à 10 ans	2 à 10 ans	3 à 10 ans

(a) Ces terrains sont amortis selon le rythme d'épuisement du gisement sans que la durée totale d'amortissement ne puisse excéder quarante ans (Colas).

(b) selon le type de matériels

Conformément à la norme IAS 16, lorsqu'une immobilisation est structurée par composants à durée d'utilisation différente, ceux-ci sont comptabilisés et amortis comme des éléments distincts en actifs corporels.

Les profits et pertes sur cession(s) sont calculés par différence entre le produit de cession et la valeur nette comptable ainsi déterminée. Ils sont inclus en "Autres produits et charges d'exploitation", sauf lorsqu'ils répondent aux critères de classification en "Autres produits et charges opérationnels" (note 2.13.3 de l'annexe).

Les durées d'amortissement sont revues annuellement et peuvent être modifiées si les attentes d'utilisation diffèrent des estimations précédentes.

2.7.1.2 Contrats de location

Les contrats de locations d'immobilisations corporelles, pour lesquels le groupe Bouygues supporte en substance la quasi-totalité des avantages et des risques inhérents à la propriété des biens, sont considérés comme des contrats de location-financement et font, à ce titre, l'objet d'un retraitement (comptabilisation d'un actif corporel et d'une dette financière).

Les actifs détenus en location-financement sont comptabilisés au plus bas de leur juste valeur et de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location, moins les amortissements cumulés et les pertes de valeur. Ces actifs sont amortis sur leur durée prévue d'utilisation.

Le montant des locations simples pour lesquelles le Groupe est engagé est présenté dans les engagements hors bilan (note 18.3 de l'annexe).

2.7.1.3 Subventions reçues

Les subventions d'investissement reçues (notamment de l'État) sont affectées au bilan en diminution de la valeur des immobilisations concernées et amorties au rythme de ces actifs dès lors qu'elles sont définitivement acquises.

2.7.2 Immobilisations incorporelles

La norme IAS 38 définit l'immobilisation incorporelle comme étant un actif non monétaire identifiable, sans substance physique, et contrôlé par l'entité. Un actif est identifiable :

- s'il est séparable (loué, vendu, échangé de manière indépendante) ;
- ou s'il est issu d'un droit contractuel ou légal, que ce droit soit séparable ou non.

Un actif est contrôlé si l'entité a le pouvoir d'en retirer les bénéfices économiques futurs et d'en restreindre l'accès aux tiers.

Lorsque l'immobilisation incorporelle a une durée de vie définie, elle est amortissable. Les immobilisations à durée de vie indéfinie ne sont pas amortissables mais font l'objet d'un test de dépréciation annuel ; le caractère indéfini est revu à chaque clôture.

Les immobilisations incorporelles comprennent les :

- frais de développement ;
 - Les frais de développement sont activés lorsqu'ils satisfont aux critères de la norme IAS 38 (génération d'avantages économiques futurs et coût évalué de façon fiable).
 - Conformément aux principes IFRS, les frais d'établissement et les frais de recherche figurent en charges dans l'exercice de leur engagement.
- concessions, brevets et droits assimilés.

Ils incluent notamment chez Bouygues Telecom :

Nature des immobilisations	Mode d'amortissement	Durée
Licence UMTS	Linéaire	17,5 ans ^a
Activité FAI-IRU (et <i>front-fees</i>) (droits d'usage irrévocables)	Linéaire	25 ans
Logiciels, développements informatiques et bureautiques, frais d'accès au service client (FAS)	Linéaire	3 à 8 ans
Autorisation d'utilisation de fréquences 2,6 GHz, 800 MHz et 700 MHz	Linéaire	20 ans ^b

(a) licence UMTS attribuée en 2002 : amortissement depuis l'ouverture du réseau haut débit le 26 mai 2005

(b) Les licences acquises en 2011 – fréquence 2,6 GHz – et 2012 – fréquence 800 MHz – (respectivement pour 228 et 683 millions d'euros) ont été attribuées pour une durée de vingt ans et sont amorties à compter de leur mise en service le 1^{er} octobre 2013, respectivement sur 18 et 18,3 ans. La mise en service des fréquences 700 MHz se fait en fonction des dates de transfert de la diffusion de la télévision numérique terrestre au secteur des télécommunications, des ouvertures commerciales et du taux de couverture de la population.

La redevance de la licence UMTS, délivrée pour une durée de vingt ans, comporte :

- une part fixe de 619 millions d'euros qui, dès l'attribution de l'autorisation du 12 décembre 2002, a été inscrite en immobilisation incorporelle ;
- une part variable de 1 % calculée sur le chiffre d'affaires généré par l'exploitation du réseau mobile de troisième génération et comptabilisée en charge de période à compter de l'ouverture du réseau UMTS (novembre 2007).

2.7.3 Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles du Groupe concernent notamment le droit au bail et les droits audiovisuels chez TF1.

Droits audiovisuels

Dans cette rubrique figurent les parts de films et de programmes audiovisuels produits ou coproduits par TF1 SA, TF1 Films Production, TF1 Vidéo et TF1 Production, les droits audiovisuels de distribution et de négoce de TF1 Droits Audiovisuels et TF1 Entertainment, les droits audiovisuels produits par Newen Studios, ainsi que les droits musicaux détenus par Une Musique.

Les droits audiovisuels sont comptabilisés à l'actif à leur coût historique.

Les modalités d'amortissement des différentes catégories de droits audiovisuels sont les suivantes :

- les parts de producteurs de fictions françaises acquises par les diffuseurs sont amorties au minimum de façon linéaire sur la durée prévisionnelle de leur exploitation en fonction de la baisse des avantages économiques futurs liés à ces parts ;
- les parts de producteurs de fictions françaises produites par TF1 sont amorties de façon dégressive en tenant compte de la baisse de la valeur économique de ces parts attendue ;

- les parts de coproductions cinématographiques et droits audiovisuels de distribution sont amortis de façon dégressive en fonction de la baisse de la valeur économique attendue ;
- les droits audiovisuels de négoce sont amortis de façon linéaire sur la durée du contrat ou sur la durée prévisionnelle d'exploitation ;
- les droits musicaux sont amortis sur une durée de deux ans et l'amortissement comptabilisé la première année correspond à 75 % de leur valeur brute, les 25 % restant étant amortis au cours de la deuxième année.

Une dépréciation des droits audiovisuels est comptabilisée individuellement le cas échéant, le calcul de la dépréciation des droits audiovisuels étant notamment fondé sur une analyse des avantages économiques futurs liés à ces droits au regard de leur valeur nette comptable.

2.7.4 Suivi de la valeur des actifs immobilisés, des coentreprises et des entités associées

Des tests de dépréciation de la valeur nette comptable des actifs immobilisés et de la participation dans les coentreprises et entités associées sont réalisés lorsqu'il existe un indice de perte de valeur.

Au moins une fois par an (lors de la clôture annuelle), la valeur au bilan des actifs incorporels à durée de vie indéfinie et des *goodwill* est comparée à leur valeur recouvrable.

2.7.4.1 Tests de dépréciation de TF1, Colas, Bouygues Telecom et Bouygues Construction

Afin de déterminer la valeur recouvrable, les actifs incorporels auxquels il n'est pas possible de rattacher directement des flux de trésorerie indépendants sont regroupés au sein de l'unité génératrice de trésorerie (UGT) à laquelle ils appartiennent, ou dans le groupe d'UGT au niveau duquel est apprécié le retour sur investissement des acquisitions (métiers pour le groupe Bouygues). La valeur recouvrable de l'UGT est déterminée comme suit :

- Pour TF1 et Colas, métiers cotés en Bourse : à partir du cours de Bourse si celui-ci est supérieur à la valeur comptable des actifs après prise en compte, le cas échéant, d'une prime de contrôle, ou par application de la méthode des flux de trésorerie actualisés (DCF) telle que décrite ci-après et prenant en compte les spécificités de la participation.
- Pour Bouygues Telecom et Bouygues Construction : par application de la méthode des flux de trésorerie actualisés (DCF) prenant en compte les spécificités de chacune des deux participations.
 - Les flux de trésorerie sont issus du plan d'affaires à trois ans élaboré par la direction du métier concerné et présenté aux conseils d'administration de l'entité et de Bouygues.
 - Le taux d'actualisation est déterminé en prenant pour base le coût moyen pondéré du capital, en utilisant pour les capitaux propres un panel de sociétés comparables et pour l'endettement donné deux hypothèses : une structure d'endettement 1/3 dette - 2/3 fonds propres (H1) et une structure d'endettement 2/3 dette - 1/3 fonds propres (H2).
 - La valeur terminale est calculée par sommation à l'infini des flux de trésorerie actualisés, déterminés sur la base d'un flux normatif et d'un taux de croissance à l'infini.

La valeur recouvrable des actifs de l'unité génératrice de trésorerie ainsi déterminée est ensuite comparée à leur valeur au bilan consolidé :

- Dans le cas où la valeur recouvrable est supérieure à la valeur comptable sur les deux hypothèses, sont analysées les sensibilités aux différents paramètres sur la base des deux hypothèses.
- Dans le cas où la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable sur au moins une des deux hypothèses, une estimation plus fine est effectuée, par exemple en ayant recours à un évaluateur indépendant, afin de déterminer la valeur recouvrable.

Une dépréciation est comptabilisée, le cas échéant, si la valeur au bilan consolidé s'avère supérieure à la valeur recouvrable. Elle est imputée en priorité sur le *goodwill* existant et ne peut pas faire l'objet d'une reprise.

2.7.4.2 Test de dépréciation de la participation dans les coentreprises et entités associées

Le *goodwill* inclus dans la valeur comptable d'une coentreprise ou d'une entité associée n'étant pas présenté séparément, il ne fait pas l'objet d'un test individuel de dépréciation en application des dispositions d'IAS 36. Une dépréciation est comptabilisée, le cas échéant, si la valeur comptable s'avère supérieure à la valeur recouvrable. Elle est imputée sur la valeur de la participation et peut faire l'objet d'une reprise.

Le test de dépréciation de la participation dans Alstom est réalisé par principe en retenant la plus haute des valeurs entre le cours de Bourse et la valeur d'utilité déterminée selon la méthode des flux de trésorerie actualisés (DCF) établis par le management de Bouygues, issus des prévisions d'un panel d'analystes financiers.

2.7.5 Autres actifs financiers non courants

Les autres actifs financiers non courants incluent notamment les prêts et créances rattachés ou non aux participations et des immobilisations financières diverses : dépôts et cautionnements, participations diverses dans lesquelles le Groupe n'exerce ni contrôle, ni influence notable.

Les titres de participation non consolidés sont évalués à leur juste valeur et les variations de valeur sont enregistrées soit dans les capitaux propres en "Éléments non recyclables en résultat net", soit au compte de résultat en "Autres produits et charges financières", selon l'option retenue par le Groupe pour chacun de ces titres.

La juste valeur correspond au prix de marché pour les titres cotés ou à une estimation de la valeur d'utilité pour les titres non cotés, déterminée en fonction des critères financiers les plus appropriés à la situation particulière de chaque titre.

Les créances rattachées à des participations, les autres prêts et créances sont comptabilisés au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE).

Concernant les prêts et créances à taux variable, une réestimation périodique des flux de trésorerie traduit l'évolution des taux d'intérêt du marché et modifie le taux d'intérêt effectif, et donc la valorisation du prêt ou de la créance.

Les prêts et créances sont comptabilisés au coût amorti. Conformément à la norme IFRS 9, une dépréciation est constatée dès la comptabilisation initiale, reflétant le risque de défaut attendu dans les douze prochains mois. Cette dépréciation est enregistrée en compte de résultat (note 3.2.4 de l'annexe).

Contrats de concession et PPP (partenariat public-privé)

Le Groupe détient des participations titulaires de contrats de concessions/PPP (partenariat public-privé) qui sont traités conformément à l'interprétation IFRIC 12. Ces contrats sont signés chez Bouygues Construction et Colas, et sont analysés au cas par cas.

Dans le cas de la méthode de la créance financière, la créance initiale représente la juste valeur des travaux réalisés et elle est ensuite comptabilisée au coût amorti selon la méthode définie par la norme IFRS 9.

Elle représente donc le montant des travaux réalisés, augmenté des intérêts cumulés calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif, et diminué des paiements reçus du concédant.

2.8 Actif courant

2.8.1 Stocks

Les stocks sont évalués à leur coût de revient (premier entré, premier sorti ou prix moyen pondéré selon les activités) ou au prix du marché s'il est inférieur.

Lorsque la valeur de réalisation des stocks est inférieure à leur prix de revient, les dépréciations nécessaires sont comptabilisées.

2.8.2 Programmes immobiliers

Les stocks de programmes immobiliers sont évalués à leur coût de revient qui comprend le prix d'acquisition des terrains, les taxes, le coût de construction et d'aménagement, le coût des voiries et réseaux divers, les honoraires et frais annexes.

L'ensemble des charges de publicité est traité en charges de période.

Les études préalables au lancement des opérations de promotion sont comptabilisées en stocks. Lorsque la probabilité de réalisation des opérations est faible, notamment en cas de risque de désistement ou de recours sur permis de construire, ces frais sont dépréciés par le biais de provisions.

2.8.3 Programmes et droits de diffusion

Afin de sécuriser les grilles de programmes pour les années futures, TF1 souscrit des contrats fermes, parfois pluriannuels, d'acquisition de programmes et de droits de retransmissions sportives en vertu desquels les contreparties s'engagent à fournir les programmes et droits correspondants.

Un programme est considéré comme diffusable et inscrit en stocks dès lors que les deux conditions suivantes sont réunies : l'acceptation technique (pour la production propre et la production externe) et l'ouverture des droits (pour la production externe).

Concernant les droits et les programmes pour lesquels les deux critères ci-avant ne sont pas réunis (œuvres non livrées, droits sportifs dont le droit de diffusion n'est ouvert que le jour de la réalisation de l'événement, etc.), TF1 considère qu'il ne contrôle pas l'actif car il ne dispose pas du droit et de la capacité de diffuser l'œuvre. Ces droits ne sont pas, en conséquence, inscrits au bilan.

En revanche, les acomptes éventuels versés au titre de l'acquisition de ces droits sont enregistrés en acomptes fournisseurs.

La rubrique "Stocks" intègre les programmes et droits de diffusion suivants :

- la production propre, constituée des émissions réalisées par les sociétés de TF1 pour ses antennes ;
- la production externe, constituée des droits de diffusion acquis par les chaînes de TF1.

Les principes de valorisation des programmes et droits de diffusion sont les suivants :

- la production propre est valorisée à son coût global de production (coûts directs augmentés d'une quote-part de frais indirects de production) ;
- les droits de diffusion et les coproductions sont valorisés à leur coût d'acquisition diminué, à la clôture de chaque exercice, des consommations de l'exercice.

Les programmes de TF1 SA sont réputés consommés lors de leur diffusion. Lorsqu'ils sont acquis pour une diffusion unique, ils sont consommés intégralement lors de cette diffusion. Lorsqu'ils sont acquis pour deux

diffusions ou davantage, ils sont, sauf valorisation particulière dans les contrats d'acquisition, consommés de la manière suivante, selon le type de programme :

Règles par type de programme

	Fictions d'une durée au moins égale à 52 minutes	Films, téléfilms, séries, dessins animés	Autres programmes et droits de diffusion
1 ^{re} diffusion	80 %	50 %	100 %
2 ^{ème} diffusion	20 %	50 %	-

Les "Autres programmes et droits de diffusion" du tableau ci-avant comprennent des programmes jeunesse (hors dessins animés), des variétés, du théâtre, des magazines, des documentaires, de l'information, des sports et des fictions d'une durée unitaire inférieure à cinquante-deux minutes.

Un programme fait l'objet d'une dépréciation lorsqu'il est probable qu'il ne sera pas diffusé, ou si sa valeur contractuelle d'entrée en stocks excède la valeur qui lui est attribuable en application des règles Groupe ci-avant. La probabilité de diffusion s'apprécie en fonction des dernières grilles prévisionnelles de programmes validées par la direction des programmes de TF1. De plus, si ce droit fait l'objet d'une revente, l'éventuel écart défavorable entre sa valeur d'entrée en stock (ou, le cas échéant, le montant des acomptes versés) et le prix de vente obtenu ou estimé est provisionné dès que la cession est probable.

Les programmes non diffusés dont les droits ont expiré font l'objet d'une mise au rebut comptabilisée dans le résultat opérationnel courant ; les provisions éventuellement constituées sont reprises.

Les droits commandés dans le cadre de contrats fermes mais qui ne sont pas encore diffusables sont recensés dans la note 4.1 de l'annexe et sont valorisés à hauteur des montants contractuels ou du montant estimé des décaissements futurs (cas des *output deals*), sous déduction des acomptes versés.

2.8.4 Clients et comptes rattachés

Les créances clients sont évaluées à leur valeur nominale, sous déduction des dépréciations tenant compte des possibilités effectives de recouvrement ; ces créances sont le plus souvent, à court terme, sans taux d'intérêt déclaré, et sont évaluées au montant de la facture d'origine, sauf si l'application d'un taux d'intérêt implicite a un effet significatif.

Dans le cadre des contrats comptabilisés selon la méthode de l'avancement, les clients et comptes rattachés incluent les facturations ou situations émises au fur et à mesure de l'exécution des travaux ou des prestations (situations acceptées par le maître d'ouvrage).

Chez Bouygues Telecom, lors de la vente d'un abonnement et d'un terminal subventionné (soit deux obligations de performance), la subvention est comptabilisée en créances clients et étalée sur la durée de vie moyenne du contrat (note 2.13.1 de l'annexe).

2.8.5 Actifs sur contrats clients

Les actifs sur contrats clients (note 4.4 de l'annexe) comprennent :

- les actifs représentant le chiffre d'affaires comptabilisé à l'avancement et dont la facturation est subordonnée à la fourniture d'autres biens et services et/ou à la réalisation de jalons ou d'étapes définies au contrat ;

- les coûts d'obtention ou d'exécution des contrats clients, principalement chez Bouygues Telecom.
 - Les coûts d'obtention des contrats clients sont les coûts de commercialisation, engendrés pour l'acquisition d'un nouveau contrat, activables au regard de la norme IFRS 15. Ils correspondent aux coûts marginaux que l'entreprise n'aurait pas encourus si le contrat n'avait pas été signé. Il s'agit essentiellement de la part variable de la rémunération des distributeurs versée pour l'acquisition de nouveaux clients. L'étalement se fait sur la durée de vie moyenne du contrat client.
 - Les coûts d'exécution des contrats clients correspondent aux coûts de raccordement activables au regard de la norme IFRS 15 et étalés sur la durée de vie moyenne du contrat client.

2.8.6 Autres créances courantes

Les autres créances sont évaluées à leur valeur nominale, sous déduction des dépréciations tenant compte des possibilités effectives de recouvrement.

2.9 Instruments financiers

Certaines structures du Groupe sont amenées à utiliser des instruments financiers de couverture dans le but de limiter l'incidence, sur leur compte de résultat, des variations de change et de taux d'intérêt. L'utilisation de ces instruments s'inscrit dans le cadre ci-après.

2.9.1 Nature des risques auxquels le Groupe est exposé

2.9.1.1 Exposition au risque de change

Globalement, le Groupe est faiblement exposé au risque de change sur les opérations commerciales courantes, dans la mesure où l'activité à l'international (Bouygues Construction et Colas principalement) ne donne pas lieu à exportation. Selon possibilités, les contrats facturés en devises donnent lieu à des dépenses dans la même devise. C'est le cas notamment pour la plupart des chantiers exécutés à l'étranger, dont la part de dépenses de sous-traitance et de fournitures en monnaie locale est prépondérante sur la part de dépenses en euros. L'exposition au risque de change se résume à la marge sur les marchés et aux études éventuelles réalisées en France. Par ailleurs, une vigilance particulière est portée aux risques relatifs aux avoirs du Groupe en monnaies non convertibles et, plus généralement, aux risques pays.

2.9.1.2 Exposition au risque de taux

La charge financière du Groupe est peu sensible à la variation des taux d'intérêt car l'essentiel de son endettement est à taux fixe grâce à des emprunts obligataires à taux fixe et à un portefeuille d'instruments de couverture de taux permettant de transformer la dette à taux variable en dette à taux fixe.

La charge financière du Groupe ne serait que peu affectée par une fluctuation des taux d'intérêts européens ou par une évolution divergente de ceux-ci par rapport aux taux d'intérêt dans les principales devises hors de la zone euro.

Enfin, les dettes financières à taux variable figurant au bilan sont, en moyenne sur l'exercice, inférieures à la trésorerie disponible placée également à taux variable.

2.9.1.3 Exposition au risque sur matières premières

Globalement, le Groupe est faiblement exposé au risque sur matières premières. La principale exposition relève de l'activité routière qui a une sensibilité aux variations du coût des matières premières principalement liées aux produits pétroliers, ainsi qu'à certains métaux dans les activités de Sécurité signalisation, Étanchéité et Ferroviaire. Des opérations de couverture peuvent être mises en place ponctuellement dans le cadre de contrats spécifiques.

2.9.2 Principes communs relatifs aux instruments financiers de couverture

Les instruments utilisés sont limités aux produits suivants : achats et ventes à termes de devises, swaps de devise, achats d'options de change dans le cadre de la couverture du risque de change ; swaps de taux d'intérêt, *future rate agreements*, achat de *caps* et de *tunnels* dans le cadre de la couverture du risque de taux ; achats et vente à terme de contrats, swaps et options sur matières premières dans le cadre de la couverture du risque sur matières premières.

Ils ont pour caractéristiques :

- de n'être utilisés qu'à des fins de couverture ;
- de n'être traités qu'avec des banques françaises et étrangères de premier rang ;
- de ne présenter aucun risque d'illiquidité en cas de retournement éventuel.

L'utilisation de ces instruments, le choix des contreparties et, plus généralement, la gestion de l'exposition au risque de change, au risque de taux et au risque sur matières premières, font l'objet d'états de *reporting* spécifiques à destination des organes de direction et de contrôle des sociétés concernées.

2.9.3 Règles de couverture

2.9.3.1 Risque de change

Le principe appliqué au sein du Groupe est de couvrir systématiquement les risques de change résiduels découlant des opérations commerciales. Lorsque les flux sont certains, le risque de change est couvert par des achats ou des ventes à terme, ou par des swaps de devises. Pour certains contrats importants, une couverture optionnelle peut être mise en place préalablement à l'obtention définitive de l'affaire ; si le sous-jacent de la couverture disparaît (prestation non réalisée, commande annulée, etc.), l'opération de couverture est immédiatement dénouée.

Dans un souci de rationalisation, les positions de change de certaines entités du Groupe peuvent être gérées de façon centralisée et, le cas échéant, les positions symétriques peuvent être compensées (les produits dérivés de change ne sont utilisés qu'aux seules fins de couverture).

2.9.3.2 Risque de taux

Le principe est de couvrir, au niveau de chaque métier, tout ou partie des actifs ou des passifs financiers dans la mesure où ces derniers présentent un caractère prévisible et récurrent.

L'objectif est de sécuriser le résultat financier futur en fixant le coût de la dette par des swaps, des *future rate agreements* ou en le limitant par des *caps*, pour une durée liée à celle des passifs financiers à couvrir.

Comme pour le risque de change, toujours dans un but de rationalisation, les positions de taux de certaines entités du Groupe peuvent être gérées de façon centralisée et partiellement compensées.

2.9.3.3 Risque sur matières premières

Le principe est de couvrir au niveau de chaque métier, tout ou partie de l'exposition de contrats spécifiques aux variations du coût des matières premières (notamment dans le cadre de l'activité routière).

2.9.4 Méthodes de comptabilisation

En règle générale, les instruments financiers utilisés par le Groupe font l'objet d'une comptabilité de couverture. Ainsi, ils donnent lieu à la mise en place d'une documentation de relation de couverture conformément aux dispositions de la norme IFRS 9. Le Groupe procède alors, suivant le cas, à deux types de comptabilisation :

- comptabilisation dans le cadre d'une relation de couverture de juste valeur dans laquelle la variation de juste valeur de l'instrument de couverture et celle de l'élément couvert sont comptabilisées de manière symétrique dans le compte de résultat ;
- comptabilisation dans le cadre d'une relation de couverture de flux de trésorerie dans laquelle la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est comptabilisée en compte de résultat pour la partie non efficace et en capitaux propres (jusqu'au dénouement de l'opération) pour la partie efficace.

Comme requis par la norme IFRS 9, il est tenu compte pour évaluer la juste valeur des instruments financiers dérivés du risque de crédit pour les instruments dérivés actifs et du risque de crédit propre pour les instruments dérivés passifs. Ces composantes n'ont pas d'effet significatif sur les comptes consolidés du Groupe.

2.10 Capitaux propres consolidés

Les actions propres détenues sont imputées en déduction des capitaux propres consolidés et celles auto-détenues par les filiales du Groupe augmentent le pourcentage d'intérêt du Groupe sur celles-ci.

2.10.1 Réserve de conversion

La réserve de conversion représente les écarts de change intervenus depuis le 1^{er} janvier 2004, date de remise à zéro de la réserve par virement à la rubrique "Report à nouveau".

2.10.2 Information sur la gestion du capital

L'objectif de la direction générale de Bouygues est de maintenir un niveau de capitaux propres consolidés permettant :

- de conserver un ratio endettement net (note 2.15.4 de l'annexe) sur capitaux propres raisonnable ;
- de distribuer un dividende régulier aux actionnaires.

Ce niveau peut toutefois varier sur une période limitée, en particulier si un investissement ayant un intérêt stratégique fort pour le Groupe se présentait.

À cette fin, le plan d'affaires constitue l'un des outils de pilotage du Groupe, permettant à la société mère d'appréhender la situation de chacun des métiers comme de l'ensemble du Groupe, et son incidence sur les capitaux propres consolidés.

Dans la ligne des principes énoncés ci-avant, le Groupe laisse une certaine autonomie aux filiales de ses cinq métiers et à leur société mère pour gérer leurs capitaux propres en fonction de leurs objectifs et besoins, dans la mesure où les activités variées des métiers nécessitent des niveaux de capitaux propres qui peuvent être différents.

2.11 Passif non courant

2.11.1 Dettes financières non courantes

À l'exception des instruments dérivés constituant des passifs qui sont évalués à la juste valeur (intégrant une composante de risque de contrepartie qui est non significative), les emprunts et autres passifs financiers sont évalués au coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE).

Les frais de transaction qui sont directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission d'un passif financier viennent en diminution de ce passif financier. Ces frais sont ensuite amortis actuariellement sur la durée de vie du passif selon la méthode du TIE.

La fraction à moins d'un an des dettes financières est présentée en passif courant.

2.11.2 Provisions non courantes

Conformément à la norme IAS 37, des provisions sont comptabilisées à la clôture de l'exercice lorsqu'il existe une obligation du Groupe à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé dont il est probable que le règlement se traduise pour l'entreprise par une sortie nette de ressources représentatives d'avantages économiques.

Le montant figurant en provisions correspond à la meilleure estimation par le Groupe de la sortie nette de ressources.

En général, ces provisions ne sont pas liées au cycle normal d'exploitation des entreprises.

Les provisions non courantes incluent pour l'essentiel :

- les provisions constituées dans le cadre des garanties biennales et décennales relatives aux marchés de travaux de construction, pour la quote-part de risques, non couverte par les assurances, restant à la charge des entreprises ; ces provisions sont constituées au fur et à mesure de la prise en compte des produits, selon des données statistiques déterminées par référence à l'expérience acquise en ce domaine sur une longue durée ;
- les provisions relatives aux risques fiscaux, amendes du Conseil de la concurrence ;
- les provisions destinées à couvrir les litiges, contentieux et aléas prévisibles des activités du Groupe, notamment à l'étranger, tels que le repli définitif des chantiers, les risques et charges divers ;
- les provisions pour frais de remise en état des sites et coûts de démantèlement (carrières, etc.).

Les coûts encourus du fait de l'obligation contractuelle incombant à l'entreprise en raison d'une dégradation immédiate de l'environnement font l'objet d'une provision.

- Les provisions pour avantages du personnel, qui comprennent :
 - les provisions pour médailles du travail ;
 - les provisions créées au titre des indemnités de fin de carrière, à percevoir par les salariés le jour de leur départ en retraite.

Le calcul de la provision est établi selon la méthode rétrospective en droits projetés à la date prévisionnelle de départ en retraite, avec salaire de fin de carrière. L'évaluation sur la base conventionnelle à chaque métier tient compte :

- du statut, de l'âge et de l'ancienneté acquise par les différentes catégories de personnel,

- du taux de rotation calculé selon la moyenne des sorties (démissions) par métier, tranches d'âge et catégories,
 - des salaires et appointements moyens incluant primes, gratifications et avantages en nature, majorés d'un coefficient de charges sociales patronales en vigueur,
 - d'un taux de revalorisation du salaire de fin de carrière,
 - d'un taux d'actualisation de l'engagement de fin de carrière, projeté à la date de départ en retraite,
 - d'un calcul d'espérance de vie déterminé par référence aux tables de survie.
- les provisions pour pensions à verser (selon pays et modalités applicatives).

Pour couvrir leurs engagements en matière de pensions à percevoir par les salariés après leur départ en retraite, les sociétés du Groupe effectuent des versements réguliers auprès d'organismes externes : caisses de retraite publiques ou privées, et fonds de pension indépendants (régimes à cotisations définies). Il subsiste toutefois, dans le groupe Colas notamment, quelques régimes à prestations définies (Royaume-Uni, Irlande, Canada). Ces régimes (fonds de pension) sont gérés par des fonds indépendants et ne concernent qu'un nombre limité de salariés puisqu'il a été décidé, il y a quelques années, que ces fonds n'accueilleraient plus de nouveaux cotisants du Groupe. À fin d'exercice, la juste valeur des actifs de couverture de ces régimes de pension n'a pas entraîné de dépréciation significative dans les comptes du Groupe.

Les hypothèses actuarielles utilisées pour évaluer la valeur actuelle de l'obligation et le coût des services rendus au cours de l'exercice, au titre des prestations définies, reflètent la meilleure estimation des variables qui détermineront le coût final des avantages évalués ; elles sont cohérentes entre elles. Le taux d'actualisation et de rendement des actifs est déterminé par rapport au taux de marché attendu, en considérant le calendrier estimé des versements de prestations. Le taux d'actualisation de l'engagement est déterminé par référence au taux de marché, à la date de clôture, fondé sur les obligations d'entreprises de première catégorie.

Le Groupe affecte en capitaux propres consolidés la variation des droits résultant des évolutions sur hypothèses actuarielles au titre des indemnités de fin de carrière et des pensions à verser.

2.12 Passif courant

2.12.1 Provisions courantes

Les provisions courantes, liées au cycle normal d'exploitation des métiers, comprennent pour l'essentiel :

- les provisions pour risques chantiers travaux, sociétés en participation (SEP), etc. ;
- les provisions pour pertes à terminaison de fin de contrats qui concernent les chantiers en cours de réalisation et prennent en compte notamment les réclamations acceptées par le client ; elles sont évaluées chantier par chantier, sans compensation.

2.12.2 Fournisseurs et autres créditeurs courants

En raison de leur caractère à court terme, les valeurs comptables retenues dans les comptes consolidés sont des estimations raisonnables de leur valeur de marché.

2.12.3 Passifs sur contrats clients

Les passifs sur contrats clients représentent l'obligation pour le Groupe de transférer des biens ou des services pour lesquels un paiement a déjà été reçu de la part du client, ou lorsque le droit inconditionnel au paiement est déjà acquis. Ils incluent les avances et acomptes reçus sur commandes et les écarts liés à l'avancement d'un contrat (note 10.2 de l'annexe).

2.13 Compte de résultat

Comme le permet la norme IAS 1, le Groupe présente un compte de résultat par nature. Le Groupe a appliqué les recommandations de l'ANC n° 2013-03 du 7 novembre 2013 et n° 2016-01 du 2 décembre 2016 pour la présentation du compte de résultat.

2.13.1 Définition des produits de l'activité

Les produits de l'activité du Groupe sont reconnus dès lors que :

- un contrat client et ses différentes obligations de performance sont identifiés ;
- un prix de transaction est déterminé et affecté aux différentes obligations de performance ;
- les obligations de performance distinctes du contrat sont satisfaites ;
- les avantages économiques résultant de la transaction bénéficieront au Groupe de manière probable ;
- le montant du chiffre d'affaires peut être mesuré de manière fiable ;
- à la date de la transaction, il est probable que le montant de la vente sera recouvré.

La majorité des contrats du Groupe ne comprennent qu'une seule obligation de performance. Comme décrit ci-après, certains contrats chez Bouygues Telecom sont séparés en deux obligations de performance.

Bouygues Telecom

Le chiffre d'affaires de Bouygues Telecom est constitué de prestations de services sans ventes de terminaux, de ventes de terminaux nus et accessoires et de prestations de services avec ventes de terminaux subventionnés.

- Prestations de services sans ventes de terminaux :

La facturation des forfaits et des services commerciaux (mobile et fixe) est établie "terme à échoir", soit avec un mois d'avance, et est constatée en chiffre d'affaires *pro rata temporis*.

Le chiffre d'affaires relatif aux communications hors forfait, au *roaming* et à l'interconnexion est enregistré sur la période de consommation, sur la base de la meilleure estimation de la consommation de la prestation.

Le chiffre d'affaires généré par les cartes prépayées est enregistré lors de la vente des cartes aux distributeurs et différé jusqu'à l'activation des cartes, puis corrigé des réserves non utilisées.

Les prestations effectuées pour le compte des éditeurs de contenu concernant les services SMS+ et les numéros spéciaux ne figurent pas dans les produits et charges de l'exercice. Seule la marge, représentant les peines et soins, figure en chiffre d'affaires.

- Ventes de terminaux nus et accessoires :

Les ventes de terminaux et de cartes SIM sont comptabilisées au fur et à mesure des ventes aux distributeurs et la marge correspondante est neutralisée jusqu'à l'activation de la ligne du client. Depuis août 2013, les clients "Grand public" et "Pros" peuvent bénéficier d'un étalement de paiement pour acquérir leur téléphone ; l'intégralité de la vente du téléphone est constatée lors de la souscription.

- Prestations de services avec ventes de terminaux subventionnés :

Lorsque la vente d'un terminal est accompagnée de la souscription d'un forfait, la comptabilisation du chiffre d'affaires sur la vente du terminal se traduit par la reconnaissance d'un actif sur contrat au bilan pour le montant de la subvention (différence entre le prix payé par le client lors de la souscription et le prix de la transaction retenu). Cet actif sur contrat sera repris sur la durée de vie moyenne du contrat. Cet actif est comptabilisé dans la rubrique "Clients et comptes rattachés".

2.13.2 Comptabilisation des contrats de construction

2.13.2.1 Activités de construction

L'ensemble des activités relatives à des contrats de construction est traité selon la méthode dite à "l'avancement".

Le chiffre d'affaires pris en compte à l'avancement correspond au prix de vente avancé, calculé sur la base de la dernière estimation du prix de vente total du contrat multiplié par le taux d'avancement réel du chantier. Ce taux d'avancement est déterminé en fonction de l'avancement physique des travaux ou par référence aux travaux exécutés. La dernière estimation du prix de vente total du contrat prend en compte notamment les réclamations acceptées par le client ou hautement probables.

Les contrats dégagant une perte finale probable font l'objet d'une provision pour perte à terminaison, inscrite au passif du bilan sous la rubrique "Provisions courantes". La perte est provisionnée en totalité dès qu'elle est connue et estimée de manière fiable, quel que soit le degré d'avancement.

2.13.2.2 Activité immobilière

Le chiffre d'affaires et le résultat sont appréhendés selon la méthode de l'avancement lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- permis de construire purgé de tout recours ;
- vente notariée ou contrat de promotion, signé(e) avec le client ;
- marché Travaux signé avec l'entrepreneur (ordre de service donné).

Le taux d'avancement est déterminé sur la base du coût des travaux comptabilisé, y compris les coûts liés aux terrains, rapporté aux coûts prévisionnels de l'opération, prenant en compte l'avancement de la notariation pour les ventes immobilières.

Des charges à payer pour finition de programmes immobiliers sont prises en compte, sur ce type de transactions, en fonction de leur stade d'avancement ; les dépenses résiduelles des opérations livrées figurent également en "Dettes fournisseurs et comptes rattachés".

Les coûts de structure (y compris la force de vente et l'ensemble des charges de publicité) sont traités en charge de période.

2.13.3 Autres produits et charges opérationnels

Il s'agit de produits ou de charges en nombre très limité, inhabituels et peu fréquents – de montant particulièrement significatif – que le Groupe présente de manière distincte dans son compte de résultat pour faciliter la compréhension de la performance opérationnelle courante.

La nature de ces éléments est décrite dans la note 12 de l'annexe.

Pour toute acquisition d'activité réalisée à compter du 1^{er} janvier 2018, les amortissements des actifs incorporels reconnus dans le cadre de l'allocation du prix d'acquisition sont constatés en résultat opérationnel courant, comme ceux portant sur les actifs corporels.

2.13.4 Paiement en actions

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 2, les options de souscription d'actions consenties aux mandataires sociaux ou à des salariés du Groupe sont comptabilisées dans les états financiers selon les modalités suivantes : la juste valeur des options attribuées (correspondant à la juste valeur des services rendus par les employés en contrepartie des options reçues) est comptabilisée en charge de personnel sur la durée d'acquisition des droits en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres.

Cette charge de personnel est évaluée à la date d'attribution des options à partir du modèle de Black & Scholes.

2.14 Tableau des flux de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie est présenté selon IAS 7 amendée et les recommandations ANC n° 2013-03 du 7 novembre 2013 (en méthode indirecte) et n° 2016-01 du 2 décembre 2016.

Le résultat net des sociétés intégrées est corrigé des effets des transactions sans incidence sur la trésorerie, et des éléments de produits ou charges liés aux flux d'investissement ou de financement.

La capacité d'autofinancement se définit comme le résultat net consolidé des sociétés intégrées avant dotations nettes aux amortissements, ainsi qu'aux dépréciations et provisions non courantes, avant résultat sur cessions d'actifs, avant coût de l'endettement financier net (CEFN) et charge d'impôt de l'exercice (le CEFN figure en flux des opérations de financement sur le tableau des flux).

La trésorerie du Groupe, dont la variation est analysée dans le tableau des flux, est définie comme étant le solde net des rubriques du bilan ci-après :

- trésorerie et équivalents de trésorerie ;
- concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque.

2.15 Autres indicateurs financiers

2.15.1 EBITDA

L'EBITDA correspond au résultat opérationnel courant corrigé des dotations nettes aux amortissements, aux provisions et dépréciations ainsi que des effets liés aux prises de contrôle et aux pertes de contrôle. Ces derniers concernent l'impact lié aux réévaluations des lots antérieurement détenus ou des lots conservés.

Le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE), dont bénéficient les sociétés françaises, est comptabilisé en résultat opérationnel courant, en minoration des charges de personnel.

Les principaux éléments du résultat opérationnel courant entrant dans la composition des autres produits et autres charges d'exploitation concernent essentiellement les différences de change nettes relatives à des opérations commerciales, les résultats de cessions sur immobilisations, le résultat net des opérations faites en commun, les redevances pour concessions de brevets ainsi que, chez Colas, les produits de cessions de matières premières (bitume) aux sociétés en participation (SEP) et aux groupements d'intérêt économique (GIE) d'enrobage et d'émulsions, qui revendent ultérieurement ces enrobés et émulsions à Colas.

Le résultat net des opérations faites en commun correspond à la quote-part de résultats provenant de sociétés non consolidées (sociétés en participation, etc.), par exemple ceux liés à l'exploitation des postes de fabrication d'enrobés ou de liants.

2.15.2 Cash-flow libre

Le cash-flow libre est égal à la capacité d'autofinancement (déterminée après coût de l'endettement financier et après charge nette d'impôt, et avant variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité) diminuée des acquisitions d'exploitation nettes de cessions de la période.

2.15.3 Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité

La variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité présentée dans le tableau des flux de trésorerie résulte de :

- la variation des stocks et encours ;
- la variation des avances et acomptes versés ;
- la variation des créances clients et comptes rattachés ;
- la variation des actifs sur contrats clients ;
- la variation des dettes fournisseurs et comptes rattachés ;
- la variation des passifs sur contrats clients ;
- la variation des provisions courantes ;
- la variation des autres éléments d'actif et de passif courants (hors impôts, hors trésorerie et dettes financières courantes, hors instruments de couverture et hors créances et dettes sur immobilisations).

2.15.4 Endettement/Excédent financier net

L'endettement/excédent financier net résulte des rubriques ci-après :

- trésorerie et équivalents de trésorerie ;
- soldes créditeurs de banque ;
- dettes financières non courantes et courantes ;
- instruments financiers (couverture des dettes financières appréciées en juste valeur).

Selon que ce solde est positif ou négatif, il s'agit respectivement d'un excédent financier net ou d'un endettement financier net.

À compter du 1^{er} janvier 2019, le Groupe publiera un endettement/excédent financier net ajusté des obligations locatives courantes et non courantes dans le cadre de l'application de la norme IFRS 16.

NOTE 3 ACTIF NON COURANT

L'actif non courant détaillé par métier figure en note 16 de l'annexe.

3.1 Synthèse des investissements consolidés nets de l'exercice (exploitation et financier)

	2018	2017 retraité
Immobilisations corporelles	1 880	1 630
Immobilisations incorporelles	298	301
Investissements bruts d'exploitation	2 178	1 931
Actifs financiers non courants (titres consolidés, participations non consolidées et autres titres immobilisés)	1 599 ^a	234
Investissements consolidés bruts	3 777	2 165
Cessions d'actifs non courants	(783) ^b	(663) ^c
Investissements consolidés nets	2 994	1 502

(a) dont 807 millions d'euros d'acquisitions réalisées chez Colas (dont Miller McAsphalt 611 millions d'euros et Alpiq Engineering Services 127 millions d'euros), 455 millions d'euros d'acquisitions réalisées chez Bouygues Construction (dont Alpiq Engineering Services 316 millions d'euros et AW Edwards 120 millions d'euros) et 329 millions d'euros chez TF1 (principalement groupe aufeminin 294 millions d'euros)

(b) Les désinvestissements intègrent notamment la cession de sites, de pylones et d'infrastructures en fibre optique par Bouygues Telecom pour (344) millions d'euros.

(c) Les désinvestissements intègrent notamment la cession de 1 085 sites par Bouygues Telecom pour (307) millions d'euros et la cession de Groupe AB pour (90) millions d'euros.

3.2 Actif non courant : analyse des variations nettes de l'exercice

3.2.1 Immobilisations corporelles

	Terrains et Constructions	Installations, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et avances versées sur commandes	Total
Brut					
31/12/2016 retraité	2 380	12 880	3 159	338	18 757
Flux 2017					
Écarts de conversion	(55)	(203)	(35)	(3)	(296)
Changements de périmètre	45	37	(5)	(1)	76
Investissements de l'exercice	49	984	292	305	1 630
Cessions, virements de rubriques et autres mouvements	(17)	(643)	(188)	(214)	(1 062)
31/12/2017 retraité	2 402	13 055	3 223	425	19 105
dont location-financement	9	50	16		75
Flux 2018					
Écarts de conversion	6	20	2	(1)	27
Changements de périmètre	238	244	198	6	686
Investissements de l'exercice	61	1 094	366	359	1 880
Cessions, virements de rubriques et autres mouvements	(26)	(1 243)	(410)	(276)	(1 955)
31/12/2018	2 681	13 170	3 379	513	19 743
dont location-financement	11	63	28		102
Amortissements, dépréciations et pertes de valeur					
31/12/2016 retraité	(945)	(9 044)	(2 356)		(12 345)
Flux 2017					
Écarts de conversion	20	144	31		195
Changements de périmètre	3	1	(2)		2
Dotations et reprises	(76)	(928)	(300)		(1 304)
Cessions, virements de rubriques et autres mouvements	26	782	197		1 005
31/12/2017 retraité	(972)	(9 045)	(2 430)		(12 447)
dont location-financement	(7)	(34)	(14)		(55)
Flux 2018					
Écarts de conversion	(4)	(19)	(3)		(26)
Changements de périmètre	(19)	(127)	(115)		(261)
Dotations et reprises	(83)	(923)	(304)		(1 310)
Cessions, virements de rubriques et autres mouvements	28	1 305	400		1 733
31/12/2018	(1 050)	(8 809)	(2 452)		(12 311)
dont location-financement	(8)	(32)	(12)		(52)
Net					
31/12/2017 retraité	1 430	4 010	793	425	6 658
dont location-financement	2	16	2		20
31/12/2018	1 631	4 361	927	513	7 432
dont location-financement	3	31	16		50

Engagements d'exploitation (avec contrepartie) non encore comptabilisés

	Échéances			Total 2018	Total 2017 retraité
	À moins d'un an	Un à cinq ans	À plus de cinq ans		
Immobilisations corporelles					
Colas : commandes en cours de matériels	20			20	24
Bouygues Telecom : commandes en cours d'équipements de réseau	470	50		520	490
TOTAL	490	50		540	514

3.2.2 Immobilisations incorporelles

	Frais de développement ^a	Concessions, brevets et droits assimilés	Autres immobilisations incorporelles	Total
Brut				
31/12/2016 retraité	239	2 636	3 176	6 051
Flux 2017				
Écarts de conversion		(3)	(4)	(7)
Changements de périmètre		(14)	13	(1)
Investissements de l'exercice	58	34	210	302
Cessions, virements de rubriques et autres mouvements		174	(139)	35
31/12/2017 retraité	297	2 827	3 256	6 380
Flux 2018				
Écarts de conversion		(1)	(2)	(3)
Changements de périmètre		83	4	87
Investissements de l'exercice	67	33	198	298
Cessions, virements de rubriques et autres mouvements	(7)	202	(137)	58
31/12/2018	357	3 144	3 319	6 820
Amortissements, dépréciations et pertes de valeur				
31/12/2016 retraité	(165)	(1 341)	(2 365)	(3 871)
Flux 2017				
Écarts de conversion		3	3	6
Changements de périmètre		14	(7)	7
Dotations et reprises	(16)	(161)	(249)	(426)
Cessions, virements de rubriques et autres mouvements		5	31	36
31/12/2017 retraité	(181)	(1 480)	(2 587)	(4 248)
Flux 2018				
Écarts de conversion		1		1
Changements de périmètre		(2)	62	60
Dotations et reprises	(25)	(173)	(271)	(469)
Cessions, virements de rubriques et autres mouvements		32	2	34
31/12/2018	(206)	(1 622)	(2 794)	(4 622)
Net				
31/12/2017 retraité	116	1 347	669	2 132
31/12/2018	151	1 522 ^b	525 ^c	2 198

(a) Les frais de développement sur logiciels sont généralement activés (Bouygues Telecom pour l'essentiel) et ceux ayant un caractère permanent et récurrent et ne répondant pas aux conditions d'activation imposées par IAS 38, sont pris en charges (principalement Colas). Conformément aux normes IFRS, les frais de recherche sont pris en charge au moment de leur engagement. Le coût de recherche et développement pris en charge s'élève à 74 millions d'euros en 2018 et à 72 millions d'euros en 2017.

(b) dont Bouygues Telecom : 141 millions d'euros au titre de la licence UMTS, 736 millions d'euros au titre de l'autorisation d'utilisation des fréquences 2,6 GHz et 800 MHz, et 326 millions d'euros au titre de l'autorisation d'utilisation de fréquences bande 700 MHz

(c) dont 149 millions d'euros au titre de l'acquisition en 2015 des fréquences 700 MHz classés en immobilisations en cours pour la part non mise en service et 144 millions d'euros de droits audiovisuels chez TF1

Engagements d'exploitation (avec contrepartie) non encore comptabilisés

Au titre de la sécurisation chez TF1 de la grille des programmes des années futures, l'échéancier des contrats d'acquisition de droits audiovisuels à immobiliser est le suivant :

Immobilisations incorporelles	Échéances			Total 2018	Total 2017 retraité
	À moins d'un an	Un à cinq ans	À plus de cinq ans		
Droits audiovisuels	44	5		49	30
TOTAL	44	5		49	30

3.2.3 Goodwill

	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
31/12/2016 retraité	5 443	(76)	5 367
Flux 2017			
Changements de périmètre	47	3	50
Pertes de valeur			
Autres mouvements (écarts de conversion et autres)	(33)	1	(32)
31/12/2017 retraité	5 457	(72)	5 385
Flux 2018			
Changements de périmètre	902	5	907
Pertes de valeur			
Autres mouvements (écarts de conversion et autres)	9		9
31/12/2018	6 368	(67)	6 301

Les changements de périmètre 2018 concernent essentiellement l'acquisition du groupe Alpiq Engineering Services (489 millions d'euros chez Bouygues Construction et 74 millions d'euros chez Colas), 90 millions d'euros de *goodwill* suite à l'acquisition du groupe Miller McAsphalt chez Colas, 204 millions d'euros suite à l'acquisition du groupe aufeminin chez TF1 et 43 millions d'euros suite à l'acquisition de AW Edwards chez Bouygues Construction.

Les *goodwill* provisoires d'aufeminin, de Miller McAsphalt et d'Alpiq Engineering Services, valorisés au taux du jour de la prise de contrôle, ont été déterminés de la manière suivante :

	aufeminin	Miller McAsphalt	Alpiq Engineering Services
Prix d'acquisition	294	611	443
Actif non courant	(88)	(417)	(200)
Actif courant	(100)	(384)	(532)
Passif non courant	64	61	78
Passif courant	9	219	774
Actifs nets	(115)	(521)	120
Part non acquise	25		
Actifs nets acquis	(90)	(521)	120
Goodwill provisoire	204	90	563

Les *goodwill* des sociétés mises en équivalence sont présentés en note 3.2.5 de l'annexe.

3.2.3.1 Valeur comptable consolidée des actions cotées au 31 décembre 2018

en euros	Valeur comptable consolidée par action	Cours de clôture de l'action au 31/12/2018
TF1	13,64	7,08
Colas	104,42	140,00

3.2.3.2 Répartition du goodwill par unité génératrice de trésorerie (UGT)

UGT	31/12/2018		31/12/2017 retraité	
	Total	Bouygues ou filiales (%)	Total	Bouygues ou filiales (%)
Bouygues Construction ^a	975	99,97	457	99,97
Colas ^b	1 292	96,65	1 131	96,60
TF1 ^b	1 386	43,80	1 149	43,81
Bouygues Telecom ^b	2 648	90,53	2 648	90,53
TOTAL	6 301		5 385	

(a) goodwill sur filiales acquises par le métier uniquement

(b) goodwill sur acquisitions par le métier et sur acquisitions réalisées au niveau Bouygues SA sur l'UGT

Informations sur les tests de dépréciation du goodwill pratiqués au 31 décembre 2018

- Les valeurs recouvrables de Bouygues Construction, Bouygues Telecom, TF1 et Colas ont été déterminées selon la méthode décrite en note 2.7.4.1 de l'annexe, sur la base de projection des flux de trésorerie sur une période de trois ans correspondant au plan d'affaires de chacune des quatre filiales, présenté au conseil d'administration de l'entité et de Bouygues SA ;
 - les flux de trésorerie appréciés au-delà de l'horizon de la prévision ont été extrapolés en utilisant un taux de croissance à l'infini,
 - les taux d'actualisation (coût moyen pondéré du capital) et de croissance retenus à fin 2018 sont les suivants :

	Taux d'actualisation		Taux de croissance à l'infini (%)
	H1 (%) ^a	H2 (%) ^a	
Bouygues Construction	4,79	4,61	2
Bouygues Telecom	4,44	4,29	2
TF1	5,96	5,67	2
Colas	4,96	4,76	2

(a) selon deux hypothèses de structure d'endettement : 1/3 dette - 2/3 fonds propres (H1) / 2/3 dette - 1/3 fonds propres (H2)

Dans la mesure où, pour Bouygues Construction et Colas, aucun scénario raisonnablement possible ne fait passer la valeur recouvrable sous la valeur comptable des actifs, les hypothèses retenues pour les plans d'affaires et l'analyse de sensibilité sont présentées uniquement pour Bouygues Telecom et TF1.

- Hypothèses retenues dans le plan d'affaires de Bouygues Telecom :
 - Le flux normatif de trésorerie de Bouygues Telecom a été déterminé en retenant les hypothèses suivantes :
 - une poursuite des investissements dans le Très Haut Débit mobile et fixe se traduisant par :
 - 1,2 milliard d'euros d'investissements d'exploitation bruts en 2018 pour maintenir durablement le leadership en 4G et préparer l'arrivée de la 5G, et par l'accélération du déploiement du réseau FTTH pour accompagner la demande croissante des foyers en très haut débit fixe,
 - une gestion pragmatique des infrastructures avec des investissements en propre dans les infrastructures clés et un partage, location ou cession des infrastructures les moins "différenciantes".
 - une marge d'EBITDA sur chiffre d'affaires Services (calculée avant application d'IFRS 16) de l'ordre de 30% avec un chiffre d'affaires Services lui-même en croissance de plus de 3 % ;
 - une dynamique de croissance rentable pour atteindre un cash-flow libre (calculé avant application d'IFRS 16) de 300 millions d'euros en 2019.
- Les plans d'affaires utilisés pour TF1 ont été établis sur la base de taux de croissance du chiffre d'affaires et de taux de marge opérationnelle en cohérence avec ceux constatés lors des cinq exercices précédents. Ces plans d'affaires intègrent notamment :
 - les impacts de la situation économique, concurrentielle et des modes de consommation de contenus sur les investissements publicitaires ;
 - l'accélération de la transformation de TF1 et le développement organique de ses activités ;
 - un coût moyen annuel des programmes, y compris événements sportifs majeurs, en moyenne de 990 millions d'euros sur la période 2019-2020 pour les cinq chaînes en clair contre 1 014 millions d'euros en 2018 ;
 - la prise en compte des effets des événements sportifs majeurs à venir ;
 - pour 2019, une marge opérationnelle courante à deux chiffres et des activités hors publicité des cinq chaînes en clair qui devraient représenter au moins un tiers du chiffre d'affaires consolidé ;
 - la poursuite de la mise en œuvre d'une stratégie résolument multi-chaînes, multimédia et multi-métiers, alliant puissance et ciblage sur tous les supports, le développement des activités de production, ainsi que des nouveaux modes de monétisation, qui se traduit par :
 - la sécurisation du *Core Business* TV contenus (dont info) et publicité,
 - l'exploitation d'une offre digitale performante,
 - la poursuite du *build-up* de Newen pour se renforcer dans la production,
 - l'élargissement des canaux de distribution (plateformisation, *Over The Top*) et de l'exploitation des données.

Test de sensibilité aux hypothèses retenues

Pour les UGT Bouygues Telecom et TF1, des analyses de sensibilité du calcul aux hypothèses clés (taux d'actualisation, taux de croissance, flux de trésorerie normatif) ont été réalisées. Ces hypothèses ont été prises individuellement ou en utilisant des scénarii de variations combinées du taux d'actualisation et des flux de trésorerie normatifs, incluant des changements raisonnablement possibles de ces dernières.

Pour ces UGT, la valeur recouvrable serait égale à la valeur comptable des actifs testés en retenant les deux hypothèses suivantes (H1, H2), prises individuellement :

	Variation du taux d'actualisation		Variation du flux normatif	
	H1 ^a	H2 ^a	H1 (%) ^a	H2 (%) ^a
Bouygues Telecom	+160 bp	+175 bp	(42) %	(46) %
TF1	+367 bp	+ 396 bp	(53) %	(57) %

(a) selon hypothèse de structure d'endettement : 1/3 dette - 2/3 fonds propres (H1) / 2/3 dette - 1/3 fonds propres (H2)

Pour Bouygues Telecom, dans le cas d'une baisse du flux de trésorerie normatif de 20 % combinée à une hausse du taux d'actualisation de cent points de base, la valeur recouvrable serait inférieure à la valeur comptable de 322 millions d'euros en H1 et supérieure à la valeur comptable de 10 millions d'euros en H2. Par ailleurs, dans le cas d'une baisse de moitié du taux de croissance à l'infini du flux normatif, en considérant toutes les autres hypothèses décrites ci-avant constantes, la valeur recouvrable serait supérieure à la valeur comptable de 1 511 millions d'euros en H1 et supérieure de 1 932 millions d'euros en H2.

Pour TF1, dans le cas d'une baisse du flux de trésorerie normatif de 20 %, combinée à une hausse du taux d'actualisation de cent points de base, la valeur recouvrable serait supérieure à la valeur comptable de 779 millions d'euros en H1 et supérieure à la valeur comptable de 1 005 millions d'euros en H2. Par ailleurs, dans le cas d'une baisse de moitié du taux de croissance à l'infini du flux normatif, en considérant toutes les autres hypothèses décrites ci-avant constantes, la valeur recouvrable serait supérieure à la valeur comptable de 1 646 millions d'euros en H1 et supérieure de 1 933 millions d'euros en H2.

Conclusion des tests de dépréciation

Pour toutes les UGT testées, les valeurs recouvrables déterminées dans les deux hypothèses de structure d'endettement restent supérieures à la valeur comptable des actifs. Par conséquent, nous n'avons pas été conduits à procéder à une estimation plus fine de la valeur recouvrable des UGT.

3.2.4 Actifs financiers non courants

Au 31 décembre 2018, ils incluent :

- les coentreprises et entités associées (mises en équivalence) pour 2 633 millions d'euros ;
- les autres actifs financiers non courants (prêts, créances, participations non consolidées, etc.) pour 536 millions d'euros ;
- les actifs d'impôt différé pour 317 millions d'euros.

	Coentreprises et entités associées	Participations non consolidées	Autres actifs non courants	Total	Amortissements et dépréciations	Valeur nette	Actifs d'impôts différés
31/12/2016 retraité	2 467	329	433	3 229	(277)	2 952	348
Flux 2017							
Écarts de conversion	(43)	(11)	(13)	(67)	1	(66)	(2)
Changements de périmètre	(41)	(5)	(1)	(47)		(47)	
Investissements et augmentations diverses		38	5	43		43	
Dotations et reprises					4	4	
Cessions et réductions diverses		(34)	(2)	(36)		(36)	
Virements de rubriques et autres mouvements	159	5	41	205	1	206	(23)
Impact de l'application d'IFRS 9 au 31/12/2017		(165)	(5)	(170)	184	14	
31/12/2017 retraité	2 542	157	458	3 157	(87)	3 070	323
AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS	(40)		(47)	(87)			
VALEUR NETTE AU 31/12/2017 retraité	2 502	157	411	3 070			323

	Coentreprises et entités associées ^a	Participations non consolidées	Autres actifs non courants	Total	Amortissements et dépréciations	Valeur nette	Actifs d'impôts différés ^b
31/12/2017 retraité	2 542	157	458	3 157	(87)	3 070	323
Flux 2018							
Écarts de conversion	(21)		1	(20)		(20)	(1)
Changements de périmètre	11		23	34	6	40	(1)
Investissements et augmentations diverses		24	7	31		31	
Dotations, reprises et variations juste valeur		(1)		(1)	2	1	
Cessions et réductions diverses		(75)		(75)		(75)	
Virements de rubriques et autres mouvements	136	5	(24)	117	5	122	(4)
31/12/2018	2 668 ^c	110	465	3 243	(74)	3 169	317
AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS	(35)		(39)	(74)			
VALEUR NETTE AU 31/12/2018	2 633	110	426	3 169			317

(a) y compris *goodwill* sur entités associées : 1 019 millions d'euros au 31 décembre 2018

(b) cf. note 7 de l'annexe

(c) dont Alstom 2 087 millions d'euros

3.2.5 Coentreprises et entités associées

	Quote-part de capitaux propres	Quote-part de résultat exercice ^a	Goodwill sur entités associées	Valeur nette
31/12/2016 retraité	1 165	274	990	2 429
Flux 2017				
Écarts de conversion	(41)		(2)	(43)
Investissements et augmentations de capital				
Résultat de l'exercice		165		165
Perte de valeur			(2)	(2)
Affectation du résultat N-1, cessions, virements de rubriques et autres mouvements	257	(274)	(30)	(47)
31/12/2017 retraité	1 381	165	956	2 502
Flux 2018				
Écarts de conversion	(22)		1	(21)
Investissements et augmentations de capital				
Résultat de l'exercice		305		305
Perte de valeur			(2)	(2)
Affectation du résultat N-1, cessions, virements de rubriques et autres mouvements	(51)	(165)	65	(151) b
31/12/2018	1 308	305	1 020	2 633

(a) hors perte de valeur

(b) dont (152) millions d'euros liés à l'impact chez Alstom de la première application le 1^{er} avril 2018 des normes IFRS 9 et IFRS 15

Le groupe Bouygues détient des participations dans des coentreprises et entités associées dont les principales sont citées en note 25 de l'annexe.

Au 31 décembre 2018, la valeur nette de 2 633 millions d'euros se décompose en 361 millions d'euros de coentreprises (note 3.2.5.1 de l'annexe) et 2 272 millions d'euros de participations dans les entités associées (note 3.2.5.2 de l'annexe).

3.2.5.1 Coentreprises

	31/12/2017 retraité	Flux nets 2018	31/12/2018	dont quote-part de résultat et perte de valeur
Diverses participations	287	(2)	285	61 ^a
Axione		76	76	
TOTAL	287	74	361	61

(a) concerne principalement la cession de SCI Batignolles chez Bouygues Immobilier

Les diverses participations concernent majoritairement des sociétés industrielles chez Colas (carrières, usines d'émulsion) exploitées en commun avec des partenaires hors-groupe.

3.2.5.2 Participations dans les entités associées

Principales entités associées :

	31/12/2017 retraité	Flux nets 2018	31/12/2018	dont quote-part de résultat et perte de valeur
Alstom	2 028	59	2 087	230
Bouygues Construction				
Sociétés concessionnaires d'ouvrages	21	(1)	20	5
Entités associées	2		2	
Colas				
Tipco Asphalt (Thaïlande)	111	(2)	109	4
Entités associées	46		46	3
TF1				
Entités associées	2	(1)	1	
Autres filiales	5	2	7	
TOTAL	2 215	57	2 272	242

Alstom :

La contribution aux résultats d'Alstom dans les comptes du quatrième trimestre 2018 de Bouygues est nulle compte tenu du décalage des dates de clôture des exercices annuels d'Alstom (31 mars) et de Bouygues (31 décembre).

La contribution d'Alstom au résultat net de l'exercice 2018 inclut 230 millions d'euros liés à la prise en compte du résultat publié par Alstom au titre de son second semestre 2017/2018 et de son premier semestre 2018/2019.

La valeur comptable consolidée de la participation au 31 décembre 2018 s'élève à 2 087 millions d'euros, dont 865 millions d'euros de *goodwill* et 120 millions d'euros d'écarts d'évaluation non amortissables portant principalement sur la marque Alstom. Cette valeur est en hausse de 59 millions d'euros par rapport au montant comptabilisé au 31 décembre 2017. Elle tient compte d'une réduction des capitaux propres d'Alstom liée à l'application par cette dernière des normes IFRS 9 et IFRS 15 à compter du 1^{er} avril 2018. En quote-part Bouygues, cette réduction s'élève à 152 millions d'euros, dont un effet résultat de 10 millions d'euros sur le premier semestre 2017/2018 d'Alstom, et de 21 millions d'euros sur le second semestre 2017/2018 d'Alstom. Cette réduction des capitaux propres a été comptabilisée dans les capitaux propres du Groupe au 31 décembre 2018, y compris la part non significative affectant le compte de résultat de l'exercice 2017/2018 d'Alstom, au sein de la ligne "Autres opérations (changements de périmètre et divers)" dans la variation des capitaux propres consolidés.

La valeur comptable consolidée par action au bilan au 31 décembre 2018 s'élève à 33,61 euros, niveau inférieur au cours de bourse de l'action au 31 décembre 2018, soit 35,27 euros.

Les montants globalisés des principaux actifs, passifs, produits et charges au titre de la participation du groupe Bouygues dans Alstom sont les suivants :

Montants exprimés à 100 %	Alstom	
	30/09/2018 ^a	31/03/2018 ^a
Actif non courant	3 974	3 857
Actif courant	7 086	6 918
Actifs destinés à la vente	2 602	2 390
TOTAL ACTIF	13 662	13 165
Capitaux propres	4 021	3 479
Passif non courant	1 955	2 184
Passif courant	7 680	7 495
Passifs liés à des actifs destinés à la vente	6	7
TOTAL PASSIF	13 662	13 165
CHIFFRE D'AFFAIRES	4 010	7 951
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	219	381
RÉSULTAT NET	567	485
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	563	475

(a) états financiers publiés par Alstom au 30 septembre 2018 : comptes annuels clos au 31 mars 2018 retraités d'IFRS 9 et 15 et comptes semestriels clos au 30 septembre 2018

Réconciliation des informations relatives aux principales participations avec les valeurs comptables des intérêts du Groupe :

	31/12/2018	31/12/2017 retraité
Capitaux propres part Groupe publiés d'Alstom	3 965	3 726
Quote-part Bouygues (27,79 % au 31/12/2018)	1 102	1 043
Écarts d'évaluation et <i>goodwill</i> de niveau Bouygues	985	985
Montant de l'actif net comptabilisé dans les comptes consolidés de Bouygues	2 087	2 028

Compte tenu du décalage de publication, les données publiées par Alstom au 30 septembre 2018 servent de base à la comptabilisation du 31 décembre 2018.

Informations sur le test de dépréciation de la participation dans Alstom pratiqué au 31 décembre 2018

Le test de dépréciation est réalisé par principe en retenant la plus haute des deux valeurs entre le cours de bourse et la valeur déterminée selon la méthode des flux de trésorerie actualisés (DCF). À la clôture 2018, dans la mesure où le cours de Bourse au 31 décembre 2018 de 35,27 euros est supérieur de 5 % à la valeur comptable consolidée de 33,61 euros, la valorisation selon la méthode DCF n'a pas été calculée. Cette approche est confortée par le consensus du 18 février 2019 d'un objectif de cours médian à trois mois d'Alstom de 40,71 euros.

Conclusion du test de dépréciation

La valeur recouvrable déterminée à partir du cours de Bourse au 31 décembre 2018 est supérieure à la valeur comptable de la participation de Bouygues dans Alstom.

3.2.6 Participations non consolidées et autres actifs financiers non courants

Le tableau ci-après détaille les informations relatives aux principales participations non consolidées nettes au 31 décembre.

Participations	31/12/2018		31/12/2017 retraité	
	Juste Valeur	% de détention	Juste Valeur	% de détention
Sociétés françaises				
Colas				
Sociétés d'enrobés, de liants et de carrières ^a	15		15	
TF1				
Studio71	28	6%	35	6%
SOUS-TOTAL	43		50	
Sociétés étrangères				
Bouygues Construction				
Cross Yarra Partnership (Australie)	14	10%		
Lumesa (Suisse)	3	47%		
Hong-Kong IEC Limited (Hong-Kong)		Cession	58	15%
VSL Corporation (États-Unis)		100%		100%
TF1				
Wibbitz (Israël)	4	7,84%	4	7,84%
Colas				
Sociétés d'enrobés, de liants et de carrières ^a	1		1	
SOUS-TOTAL	22		63	
Filiales et participations diverses ^a	45		44	
TOTAL	110		157	

(a) Les informations sur les "Sociétés d'enrobés, de liants et de carrières" et "Filiales et participations diverses" regroupent un grand nombre de sociétés individuellement non significatives.

La baisse des participations non consolidées est de 47 millions d'euros sur l'exercice 2018. Les principaux mouvements concernent la cession d'Hong-Kong IEC Limited et l'acquisition de Cross Yarra Partnership (Australie) chez Bouygues Construction.

	31/12/2018	31/12/2017 retraité
• Créances rattachées à des participations	103	114
• Prêts	175	159
• Dépôts et cautionnements versés nets	106	105
• Fonds communs de placement	24	17
• Autres titres immobilisés dont les montants unitaires sont inférieurs à 2 millions d'euros	18	16
• Autres immobilisations financières	148	138
Autres actifs financiers non courants	426	411

Répartition par nature des participations non consolidées et autres actifs financiers non courants (hors coentreprises et entités associées)

	Actifs financiers à la juste valeur par OCI ^{a b}	Actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat ^c	Actifs financiers au coût amorti ^d	Total
31/12/2017 retraité	129	57	382	568
Flux 2018	(62)	28	2	(32)
31/12/2018	67	85	384	536
Échéance à moins d'1 an			13	13
Échéance entre 1 et 5 ans			53	53
Échéance supérieure à 5 ans	67	85	318	470

(a) concerne pour l'essentiel les titres non consolidés (42 millions d'euros au 31 décembre 2018) qui sont, pour la grande majorité, évalués en juste valeur de hiérarchie de niveau 3

(b) variations enregistrées en *Other Comprehensive Income* (état consolidé des produits et charges comptabilisés)

(c) concerne pour l'essentiel les titres non consolidés (68 millions d'euros au 31 décembre 2018) qui sont, pour la grande majorité, évalués en juste valeur de hiérarchie de niveau 3

(d) y compris créances financières sur activité de PPP (partenariat public/privé)

Juste valeur des actifs et des passifs financiers

En application d'IFRS 13, la hiérarchie de la juste valeur qui reflète l'importance des données utilisées dans les valorisations se compose des niveaux suivants :

- niveau 1 (cours cotés non ajustés) : cours auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation, sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques ;
- niveau 2 (données observables) : données concernant l'actif ou le passif autres que les cours de marché inclus dans les données d'entrée de niveau 1, qui sont observables directement (tel qu'un prix) ou indirectement (c'est-à-dire déduites de prix observables) ;
- niveau 3 (données non observables) : données non observables sur un marché, y compris les données observables faisant l'objet d'ajustements significatifs (par exemple, extrapolation de courbes de taux sur des périodes longues non observables). Sont principalement concernés dans le Groupe certains titres de participations non consolidées.

	NIVEAU 1 Cours cotés	NIVEAU 2 Données observables	NIVEAU 3 Données non observables	31/12/2018
Actifs financiers à la juste valeur par OCI ^a			67	67
Actifs financiers à la juste valeur par résultat			85	85
Trésorerie nette	2 690			2 690
Instruments financiers nets et autres actifs et passifs financiers courants	(25)			(25)

(a) variations enregistrées en *Other Comprehensive Income* (état consolidé des produits et charges comptabilisés)

NOTE 4 ACTIF COURANT

4.1 Stocks

	31/12/2018			31/12/2017 retraité		
	Brut	Dépréciation ^a	Net	Brut	Dépréciation ^a	Net
Stocks de promotion immobilière	1 624	(116)	1 508 ^b	1 513	(120)	1 393
Stocks de matières premières et produits finis	1 206	(66)	1 140	896	(65)	831
Programmes et droits de diffusion	667	(161)	506	748	(150)	598
TOTAL	3 497	(343)	3 154	3 157	(335)	2 822

(a) dont :

- dotations de l'exercice	(95)	(102)
- reprises de l'exercice	91	88

(b) dont Bouygues Immobilier : immeubles en cours 1 332 millions d'euros, immeubles achevés 107 millions d'euros

Engagements d'exploitation (avec contrepartie) non encore comptabilisés

TF1	Échéances			31/12/2018	31/12/2017 retraité
	À moins d'un an	D'un an à cinq ans	À plus de cinq ans		
Programmes et droits de télédiffusion	496	902	18	1 416	1 294
Droits de retransmissions sportives	45	107	7	159	222
GRILLES DE PROGRAMMES DES ANNÉES FUTURES^a	541	1 009	25	1 575	
Total 31/12/2017 retraité	551	934	31		1 516

(a) La partie de ces contrats libellée en devises est de 64 millions d'euros en USD au 31 décembre 2018, contre 48 millions en USD fin 2017.

Bouygues Immobilier	Échéances			31/12/2018	31/12/2017 retraité
	À moins d'un an	D'un an à cinq ans	À plus de cinq ans		
ACQUISITIONS D'ASSIETTES FONCIÈRES^b	376			376	400
Total 31/12/2017 retraité	400				400

(b) Les acquisitions d'assiettes foncières correspondent à des engagements signés fermes sous conditions, pour lesquels Bouygues Immobilier est tenue d'acheter le terrain si les conditions suspensives sont levées (généralement l'obtention du permis de construire).

Bouygues Telecom	Échéances			31/12/2018	31/12/2017 retraité
	À moins d'un an	D'un an à cinq ans	À plus de cinq ans		
SÉCURISATION DES APPROVISIONNEMENTS DE TERMINAUX^c	119			119	262
Total 31/12/2018	262				262

(c) La sécurisation des approvisionnements de terminaux fait l'objet de contrats généralement triennaux signés avec les fournisseurs de terminaux définissant un volume minimum. Le fournisseur s'engage à assurer la fourniture de ces terminaux et Bouygues Telecom s'engage à acheter le volume défini.

4.2 Avances et acomptes versés sur commandes

	31/12/2018			31/12/2017 retraité		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Avances et acomptes versés sur commande	484	(1)	483	433	(1)	432

4.3 Clients/actifs d'impôts/autres créances courantes

	31/12/2018			31/12/2017 retraité		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Créances clients et comptes rattachés (clients, factures à établir)	6 963	(574)	6 389	6 734	(604)	6 130
Actifs sur contrats clients	2 026		2 026	1 570		1 570
Actifs d'impôt (exigible)	262	(2)	260	333	(2)	331
Autres créances courantes :						
• Personnel, organismes sociaux, État et autres créances	1 543	(8)	1 535	1 421	(10)	1 411
• Créances diverses	1 110	(235)	875	1 051	(198)	853
• Paiements d'avance	274		274	298		298
TOTAL AUTRES CRÉANCES COURANTES	2 927	(243)	2 684	2 770	(208)	2 562
TOTAL	12 178	(819)	11 359	11 407	(814)	10 593

Répartition des créances clients nettes entre encours non échus et échus

	Encours non échus	Encours échus			Total
		0 à 6 mois	6 à 12 mois	> 12 mois	
Créances clients et comptes rattachés	4 627	1 344	282	710	6 963
Dépréciations des créances clients et comptes rattachés	(20)	(61)	(56)	(437)	(574)
TOTAL CRÉANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS 31/12/2018	4 607	1 283	226	273^a	6 389
Total créances clients et comptes rattachés 31/12/2017 retraité	4 444	1 182	241	263	6 130

(a) dont : Bouygues Construction 129 millions d'euros, Colas 107 millions d'euros, Bouygues Telecom 29 millions d'euros

L'analyse des créances échues de plus de douze mois non dépréciées n'a pas révélé de risque de crédit complémentaire : TVA récupérable/compensation avec dettes fournisseurs, etc.

4.4 Actifs sur contrats clients

	31/12/2017 retraité	Flux 2018			31/12/2018
		Écarts de conversion	Changements de périmètre et autres mouvements	Variations liées à l'activité	
Coût d'obtention des contrats clients	190		1	23	214
Coût d'exécution des contrats clients	186			91	277
Écarts liés à l'avancement des contrats ^a	1 194	4	404 ^b	(67)	1 535
ACTIFS SUR CONTRATS CLIENTS	1 570	4	405	47	2 026

(a) composé des factures à établir sur contrats de construction de Bouygues Construction, Bouygues Immobilier et Colas

(b) Le changement de périmètre concerne principalement Miller McAsphalt et Alpiq Engineering Services.

4.5 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Trésorerie et équivalents de trésorerie actifs	31/12/2018			31/12/2017 retraité		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Disponibilités	2 278		2 278 ^a	4 137		4 137
Équivalents de trésorerie	650		650 ^b	683		683
TOTAL	2 928		2 928	4 820		4 820

(a) dont 52 millions d'euros de dépôts à terme inférieurs à trois mois chez Bouygues SA

(b) dont 586 millions d'euros détenus par Bouygues SA

Les placements de trésorerie sont effectués par le Groupe auprès de banques françaises et étrangères de premier rang.

Les disponibilités et équivalents de trésorerie sont valorisés à leur juste valeur et peuvent être facilement convertis en numéraire.

L'intégralité des placements de trésorerie et d'équivalents de trésorerie est disponible à fin 2018.

La trésorerie nette présentée dans le tableau de flux de trésorerie comprend les éléments suivants par devise au 31 décembre :

	Euro	Livre sterling	Franc suisse	Autres devises Europe	Dollar US	Autres devises	Total 31/12/2018	Total 31/12/2017 retraité
Disponibilités	1 199	138	37	85	134	685	2 278	4 137
Équivalents de trésorerie	649		1				650	683
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	(120)	(3)	(23)	(19)	(8)	(65)	(238)	(209)
TOTAL 31/12/2018	1 728	135	15	66	126	620	2 690	
Total 31/12/2017 retraité	3 517	113	341	73	99	468		4 611

4.6 Analyse des amortissements et dépréciations d'actif, provisions au passif et au compte de résultat

	31/12/2017 retraité	Écarts de conversion	Changements de périmètre ^f	Dotations et reprises sur résultat opérationnel courant			Autres dépréciations et autres provisions ^b	Autres mouvements ^a	31/12/2018
				Amortis- sements	Dépré- ciations et provisions nettes	Reprises non utilisées			
Amortissements, dépréciations sur immobilisations corporelles et incorporelles	(16 695)	(25)	(201)	(1 703)	(61)	7	(22)	1 767 ^d	(16 933)
Dépréciations du goodwill	(72)		5						(67)
Dépréciations des autres actifs financiers non courants	(82)		6		4		3	(4)	(73)
Sous-total non courant	(16 849)	(25)	(190)	(1 703)^c	(57)^c	7^c	(19)^c	1 763	(17 073)
Dépréciations des stocks	(335)		(4)		(25)	21			(343)
Dépréciations des créances clients et comptes rattachés	(604)	(2)	(13)		(44)	85		4	(574)
Dépréciations des valeurs mobilières de placement									
Dépréciations des autres actifs courants hors dépréciations créances fiscales	(208)		(27)		(3)	3	(1)	(7)	(243)
Sous-total courant	(1 147)	(2)	(44)		(72)	109	(1)	(3)	(1 160)
TOTAL ACTIF	(17 996)	(27)	(234)	(1 703)	(129)	116^e	(20)	1 760	(18 233)
Provisions non courantes	2 058	4	31		105 ^c	(151) ^c	36 ^c	(15)	2 068
Provisions courantes	885	(2)	91		183	(163)	1		995
TOTAL PASSIF	2 943	2	122		288	(314)^e	37	(15)	3 063

(a) principalement reprises sur cessions

(b) enregistrées en "Autres produits et charges opérationnels" ou "Autres produits et charges financiers"

(c) L'ensemble des dotations et reprises aux amortissements, dépréciations et provisions non courantes est de 1 762 millions d'euros (voir tableau de flux de trésorerie).

(d) principalement réduction des amortissements à la suite de cessions de matériels, dont 1 274 millions d'euros chez Bouygues Telecom (Cellnex, Crozon)

(e) Les reprises non utilisées pour 430 millions d'euros figurent en renvoi du compte de résultat avec les effets liés aux prises et pertes de contrôle, soit 57 millions d'euros.

(f) Les changements de périmètre concernent principalement les acquisitions de Miller McAsphalt, Alpiq Engineering Services et aufeminin, le groupe Smac transféré en "actifs et passifs ou activités détenus en vue de la vente" et la perte de contrôle sur Axione.

NOTE 5 INFORMATION SUR LES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

5.1 Capital de Bouygues SA

Au 31 décembre 2018, le capital social de Bouygues SA est constitué de 372 377 939 actions d'une valeur nominale d'un euro, dont l'évolution sur l'année 2018 a été la suivante :

	31/12/2017	Flux 2018		31/12/2018
		Augmentation	Réduction	
Actions	366 125 285	7 410 498	(1 157 844)	372 377 939
NOMBRE DE TITRES	366 125 285	7 410 498	(1 157 844)	372 377 939
Nominal	1 €			1 €
CAPITAL (en euros)	366 125 285	7 410 498	(1 157 844)	372 377 939

L'augmentation de capital réalisée pour 169 millions d'euros (cf. variation des capitaux propres consolidés) correspond pour :

- 2 293 839 actions à l'exercice d'options de souscription, soit 66 millions d'euros ;
- 5 116 659 actions au plan d'épargne salariale Bouygues Confiance n° 10, soit 150 millions d'euros (dont 16 millions d'euros restant à percevoir en janvier 2019). Le 4 janvier 2019, dans le cadre de ce plan, Bouygues a acheté 869 832 de ses propres titres pour 32 millions d'euros qu'elle a décidé d'annuler le 20 février 2019 ;
- 1 157 844 actions annulées le 21 février 2018 pour 47 millions d'euros faisant suite à l'achat par Bouygues de ses propres titres.

5.2 Part Groupe et participations ne donnant pas le contrôle : détail par nature au 31 décembre 2018

	Capital	Prime d'émission	Réserves liées au capital	Report à nouveau	Réserves et Résultat consolidés	Opérations affectées directement en capitaux propres	31/12/2018
Part Groupe	372	2 202	807	1 674	4 783	(112)	9 726
Participations ne donnant pas le contrôle					1 403	(12)	1 391
CAPITAUX PROPRES D'ENSEMBLE	372	2 202	807	1 674	6 186	(124)	11 117

5.3 Analyse de la rubrique "Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres"

	Renvoi	Exercice 2018	Exercice 2017 retraité
Réserve des écarts actuariels	5.3.1	20	(3)
Réserve de variation de juste valeur sur instruments de capitaux propres	5.3.2	(2)	
Réserve de conversion des filiales intégrées	5.3.3		(173) ^b
Réserve de variation de juste valeur sur instruments financiers de couverture	5.3.4	(11)	13
Impôts sur les opérations en capitaux propres		(2)	(5)
Quote-part des retraitements sur mises en équivalence		6 ^a	(17)
PART GROUPE		11	(185)
<hr/>			
Autres produits et charges sur participations ne donnant pas le contrôle		(3)	(11)
TOTAL		8	(196)

(a) concerne principalement :

- Alstom pour 15 millions d'euros de réserve de juste valeur sur instruments de capitaux propres et 12 millions d'euros d'écarts actuariels nets d'impôts différés, compensés par (27) millions d'euros de réserve de conversion
- Colas pour 6 millions d'euros de réserve de conversion

(b) dont (79) millions d'euros recyclés en résultat en 2017 à la suite des cessions réalisées par Bouygues Construction

5.3.1 Réserve des écarts actuariels sur avantages du personnel (part Groupe)

	31/12/2017 retraité	Flux 2018	31/12/2018
Variation avant impôt (sociétés intégrées)	(184)	20 ^a	(164)

(a) principalement lié aux évolutions en France et au Royaume-Uni. En France, les effets de la hausse du taux iBoxx A10+ à 2,10 % au 31 décembre 2018 contre 1,50 % au 31 décembre 2017 sont compensés par le changement d'hypothèses actuarielles retenues sur le taux de rotation dorénavant limité aux seules démissions.

5.3.2 Réserve de variation de juste valeur sur instruments de capitaux propres (part Groupe)

	31/12/2017 retraité	Flux 2018	31/12/2018
Variation avant impôt (sociétés intégrées)	2	(2)	

5.3.3 Réserve de conversion (part Groupe)

Les principaux écarts de conversion au 31 décembre déterminés sur les états financiers consolidés des sociétés étrangères exprimés en devise (filiales intégrées et mises en équivalence) sont présentés ci-après. La variation de l'exercice s'explique par une baisse des réserves de conversion sur l'année pour 21 millions d'euros (Alstom et Colas, note 5.3 de l'annexe), partiellement compensée par l'impact de la première application des normes IFRS 9 et 15 par Alstom pour 6 millions d'euros.

	31/12/2017 retraité	Flux 2018	31/12/2018
US dollar	12	23	35
Dollar canadien	(12)	(22)	(34)
Livre sterling	9		9
Bath thaïlandais	5	5	10
Rand	(5)	(1)	(6)
Franc suisse	30	5	35
Couronne tchèque	7		7
Réserve de conversion Alstom	(123)	(21) ^a	(144)
Autres devises	(11)	(4)	(15)
TOTAL	(88)	(15) ^b	(103)

(a) dont (27) millions d'euros de réserve de conversion sur Alstom

(b) dont : mises en équivalence (15) millions d'euros

5.3.4 Réserve de variation de juste valeur des instruments financiers de couverture (part Groupe)

L'évolution de la réserve incluant les variations sur appréciation des instruments financiers de couverture est la suivante :

	31/12/2017 retraité	Flux 2018	31/12/2018
Variation avant impôt (sociétés intégrées) ^a	(47)	(11)	(58)

(a) principalement liés aux instruments financiers de couverture de flux futurs et de change

5.4 Analyse de la rubrique "Autres opérations avec les actionnaires" (part Groupe)

L'impact sur les capitaux propres consolidés des paiements fondés sur des actions (IFRS 2) est le suivant :

	31/12/2018	31/12/2017 retraité
Affectation aux réserves :		
Charge calculée selon les plans octroyés depuis les 5 dernières années chez TF1	2	2
Charge calculée selon les plans octroyés depuis les 5 dernières années chez Bouygues SA	7	9
Coût de l'avantage octroyé aux salariés sur l'opération Bouygues Confiance n° 9		5
Coût de l'avantage octroyé aux salariés sur l'opération Bouygues Confiance n° 10	3	
TOTAL	12	16

5.5 Analyse des rubriques "Acquisitions et cessions sans perte de contrôle" et "Autres opérations (changements de périmètre et divers)"

La réduction de 223 millions d'euros correspond principalement à :

- la comptabilisation des dettes sur l'engagement de rachat des minoritaires de filiales de TF1, notamment du groupe aufeminin ; et
- l'impact de 152 millions d'euros liés à l'adoption par Alstom le 1^{er} avril 2018 des normes IFRS 9 et IFRS 15 (note 3.2.5.2 de l'annexe).

NOTE 6 PROVISIONS NON COURANTES ET COURANTES

6.1 Provisions non courantes

Au 31 décembre 2018, les provisions non courantes s'élèvent à 2 068 millions d'euros :

	Avantages au personnel à long terme ^a	Litiges, contentieux, réclamations, travaux ^b	Garanties données ^c	Autres provisions non courantes ^d	Total
31/12/2016 retraité	764	379	394	641	2 178
Flux 2017					
Écarts de conversion	(4)	(1)	(4)	(11)	(20)
Changements de périmètre		(2)	(1)	4	1
Dotations	50	73	101	60	284
Reprises sur provisions (utilisées ou non)	(43)	(124)	(106)	(131)	(404) ^e
Gains et pertes actuariels	4				4
Virements de rubriques et autres mouvements	1	(2)	(1)	17	15
31/12/2017 retraité	772	323	383	580	2 058
Flux 2018					
Écarts de conversion	(1)	1		4	4
Changements de périmètre	57	(10)	(8)	(8)	31
Dotations	57	78	108	103	346
Reprises sur provisions (utilisées ou non)	(51)	(109)	(107)	(97)	(364) ^f
Gains et pertes actuariels	(18)				(18)
Virements de rubriques et autres mouvements	3	3	1	4	11
31/12/2018	819	286	377	586	2 068

Les provisions sont valorisées en fonction de la meilleure estimation du risque par le management.

(a) Avantages au personnel à long terme (note 19.2 de l'annexe)	819	dont principaux métiers concernés :	
Indemnités de fin de carrière (IFC)	528	Bouygues Construction	295
Médailles du travail	143	Colas	364
Autres avantages au personnel long terme	148	TF1	41
		Bouygues Telecom	78
(b) Litiges et contentieux	286	Bouygues Construction	121
Provisions sur litiges clients	100	Bouygues Immobilier	18
Réclamations sous-traitants	64	Colas	88
Autres litiges de personnel et divers	122	Bouygues Telecom	52
(c) Garanties données	377	Bouygues Construction	301
Provisions garanties décennales	261	Bouygues Immobilier	23
Provisions garanties complémentaires Bâtiment		Colas	53
Génie civil/Travaux publics	116		
(d) Autres provisions non courantes	586	Bouygues Construction	109
Provisions risques divers Étranger	36	Colas	299
Provisions filiales et participations	43	Bouygues Telecom	148
Démantèlement et remise en état des sites	304		
Provisions contrôle organismes sociaux	131		
Autres provisions non courantes	72		
(e) dont reprises de provisions non utilisées en 2017	(201)		
(f) dont reprises de provisions non utilisées en 2018	(170)		

6.2 Provisions courantes

Au 31 décembre 2018, les provisions liées au cycle d'exploitation s'élèvent à 995 millions d'euros :

	Provisions garanties données aux clients	Provisions risques chantiers travaux et fin de chantiers ^a	Provisions pour pertes à terminaison chantiers ^a	Autres provisions courantes ^b	Total
31/12/2016 retraité	49	374	285	286	994
Flux 2017					
Écarts de conversion	(1)	(12)	(9)	(10)	(32)
Changements de périmètre		(3)	(1)	(2)	(6)
Dotations	12	139	205	105	461
Reprises sur provisions (utilisées ou non)	(20)	(161)	(206)	(142)	(529) ^c
Virements de rubriques et autres mouvements	2	(2)		(3)	(3)
31/12/2017 retraité	42	335	274	234	885
Flux 2018					
Écarts de conversion		3	(4)	(1)	(2)
Changements de périmètre	1	10	75	5	91
Dotations	17	169	184	117	487
Reprises sur provisions (utilisées ou non)	(21)	(157)	(173)	(115)	(466) ^d
Virements de rubriques et autres mouvements	1	10	(13)	2	
31/12/2018	40	370	343	242	995

(a) Bouygues Construction et Colas pour l'essentiel

(L'indication de provisions individualisées par chantier n'est pas donnée en raison du caractère confidentiel et préjudiciable de celle-ci).

(b) Autres provisions courantes :	242	dont principaux métiers concernés :	
Provisions pour réassurance	3	Bouygues Construction	100
Provisions pour restructuration	3	Bouygues Immobilier	30
Provisions pour remise en état des sites (courant)	11	Colas	68
Provisions courantes diverses	225	TF1	20

(c) dont reprises de provisions non utilisées en 2017 (175)

(d) dont reprises de provisions non utilisées en 2018 (164)

NOTE 7 ACTIFS ET PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ

7.1 Actifs d'impôt différé

	31/12/2017 retraité	Flux 2018	31/12/2018
Actifs d'impôt différé			
Bouygues Construction	72		72
Bouygues Immobilier	3	9	12
Colas	146	6	152
TF1			
Bouygues Telecom			
Bouygues SA et autres	102	(21)	81
TOTAL	323	(6)	317

Les actifs d'impôt différé proviennent pour l'essentiel des décalages fiscaux temporels (provisions temporairement non déductibles fiscalement, etc.) et des déficits fiscaux ayant une forte probabilité de récupération.

7.2 Passifs d'impôt différé

	31/12/2017 retraité	Flux 2018	31/12/2018
Passifs d'impôt différé			
Bouygues Construction	4	6	10
Bouygues Immobilier	29	(20)	9
Colas	60	64	124
TF1	40	5	45
Bouygues Telecom	144	12	156
Bouygues SA et autres	2	2	4
TOTAL	279	69	348

La hausse des passifs d'impôt différé s'explique principalement par l'impact des acquisitions de la période, notamment au titre des effets impôts comptabilisés sur les écritures d'allocation du prix d'acquisition.

La réduction chez Bouygues Immobilier correspond pour 34 millions d'euros à l'annulation du passif d'impôt différé net comptabilisé en 2017 lors de l'adoption de la norme IFRS 15 qui vient neutraliser la charge exigible d'impôt comptabilisée en 2018 suite à l'adoption d'IFRS 15 dans les comptes annuels.

Au 31 décembre 2018, le passif net d'impôt différé s'élève à 31 millions d'euros, dont l'analyse par métier est fournie en note 7.3 de l'annexe.

7.3 Répartition des impôts différés nets par métier

Nature des impôts différés nets par métier	Actif/Passif d'impôt différé net 31/12/2017 retraité	Écarts de conversion	Changements de périmètre	Flux 2018			Actif/Passif d'impôt différé net 31/12/2018
				Produits	Charges	Autres mouvements ^a	
A - Défis fiscaux							
Bouygues Construction	6		(2)	5	(7)	(2)	
Bouygues Immobilier	3				(1)		2
Colas	11						11
TF1				4			4
Bouygues Telecom							
Bouygues SA et autres	113				(23)		90 ^b
SOUS-TOTAL	133		(2)	9	(31)	(2)	107
B - Différences temporelles							
Bouygues Construction	62		(7)	10	(10)	7	62
Bouygues Immobilier	(29)		(2)	31		1	1
Colas	75		(53) ^c	18	(10)	(13)	17
TF1	(40)		(20) ^d	11			(49)
Bouygues Telecom	(144)			14	(29)	3	(156)
Bouygues SA et autres	(13)				(2)	2	(13)
SOUS-TOTAL	(89)		(82)	84	(51)		(138)
TOTAL	44		(84)	93	(82)	(2)	(31)

(a) essentiellement impôts différés comptabilisés en capitaux propres (sur variation de juste valeur sur instruments financiers, et sur gains et pertes actuariels sur avantages du personnel, etc.)

(b) concerne le déficit d'ensemble du groupe d'intégration fiscale

(c) concerne principalement Miller McAsphalt

(d) concerne principalement aufeminin

	31/12/2018	31/12/2017 Retraité
Principales sources d'impôts différés par nature :		
• Impôts différés actif sur avantages du personnel (principalement IFC)	142	152
• Impôts différés actif sur provisions fiscalement non déductibles temporairement	4	35
• Provisions réglementées	(125)	(102)
• Défis fiscaux	107	133
• Autres	(159)	(174)
TOTAL	(31)	44

7.4 Délai de récupération des actifs d'impôt différé

31/12/2018	Moins de 2 ans	2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Délai de récupération estimé des impôts différés actifs	151	69	97 ^a	317

(a) principalement Colas (essentiellement impôts différés actifs sur avantages au personnel et déficits fiscaux)

7.5 Actifs d'impôt différé non comptabilisés

Compte tenu de leur faible probabilité de récupération, certains actifs d'impôt différé sont non comptabilisés à fin 2018. Il s'agit essentiellement de déficits fiscaux générés à l'étranger ou en France par les sociétés non intégrées dans le régime d'intégration fiscale de Bouygues SA.

	31/12/2017 retraité	Flux 2018	31/12/2018
Bouygues Construction	154	2	156
Bouygues Immobilier	31	(1)	30
Colas	78	9	87
TF1	9	4	13
TOTAL	272	14	286

NOTE 8 DETTES FINANCIÈRES NON COURANTES ET COURANTES

8.1 Répartition des emprunts portant intérêts par échéance

	Dettes financières courantes				Dettes financières non courantes						Total échéance à plus d'un an 31/12/2017 retraité	
	Intérêts courus	1 à 3 mois	4 à 12 mois	Total échéance à moins d'un an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	5 à 6 ans	6 ans et plus		Total échéance à plus d'un an 31/12/2018
Emprunts obligataires	103	60	935	1 098	998		796	696		1 329	3 819	4 806
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit		33	69	102	502	534	34	22	20	40	1 152	811
Emprunts issus des locations financement		3	10	13	10	8	7	5	1	1	32	9
Emprunts et dettes financières divers		24	16	40	26	20	20	5	3	3	77	165
TOTAL EMPRUNTS	103	120^a	1 030^b	1 253	1 536	562	857	728	24	1 373	5 080	
Total 31/12/2017 retraité	118	541 ^a	77 ^b	736	1 184	1 490	173	847	724	1 373		5 791

(a) dont remboursement le 12 février 2018 de l'emprunt obligataire Bouygues SA de 500 millions d'euros du 12 février 2010

(b) dont reclassement de l'emprunt obligataire de 1 000 millions d'euros à échéance octobre 2019 de dettes financières non courantes vers dettes financières courantes

La liste des emprunts obligataires émis par Bouygues est la suivante (pour chacune des souches, il est précisé le cours de cotation en pourcentage de la valeur nominale du "coupon couru") :

ISIN	Date d'émission	Date d'échéance	Montant nominal à l'échéance	Coupon (%)	Cotation au 31/12/2018 en % du nominal coupon couru ^a
FRO010853226	12/02/2010	12/02/2018	500	4,000%	-
FRO010957662	29/10/2010	29/10/2019	1 000	3,641%	103,0480
FRO010212852	22/07/2005	22/07/2020	1 000	4,250%	106,5390
FRO011193515	09/02/2012	09/02/2022	800	4,500%	112,8660
FRO011332196	02/10/2012	16/01/2023	700	3,625%	112,4030
FRO010379255	06/10/2006	06/10/2026	595 ^b	5,500%	118,7800
FRO013222494	07/12/2016	07/06/2027	750	1,375%	99,1960
TOTAL			5 345		

(a) source : Bloomberg

(b) nominal en livres sterling contre-valorisé en euros

Répartition de la dette sur locations-financement par métier (incluse en dettes financières)	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total
Non courant clôture 31/12/2018			30		2		32
Courant clôture 31/12/2018			12		1		13
Non courant ouverture 31/12/2017 retraité			9				9
Courant ouverture 31/12/2017 retraité			5		1		6

8.2 Lignes de crédit confirmées et utilisées

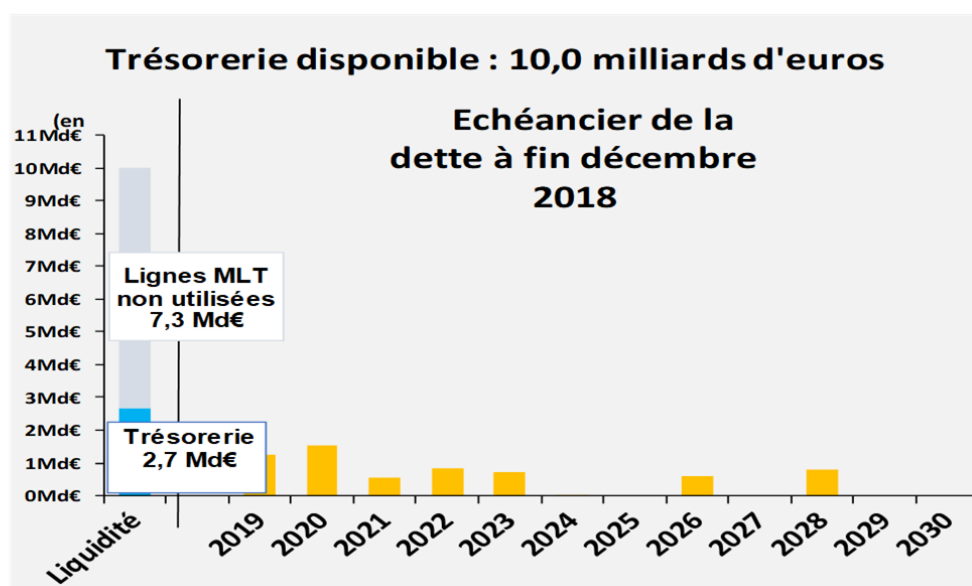
Description	Lignes confirmées - Échéances				Lignes utilisées - Échéances			
	Moins d'un an	Un à cinq ans	Au-delà	Total	Moins d'un an	Un à cinq ans	Au-delà	Total
Emprunts obligataires (Bouygues SA pour l'essentiel)	1 098	2 490	1 329	4 917	1 098	2 490	1 329	4 917
Autres emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit ^a	605	7 394	599	8 598	102	1 092	60	1 254
Emprunts issus des locations-financement	13	30	2	45	13	30	2	45
Emprunts et dettes financières divers	40	71	6	117	40	71	6	117
TOTAL DES LIGNES DE CRÉDIT	1 756	9 985	1 936	13 677	1 253	3 683	1 397	6 333

(a) lignes de crédit confirmées et non utilisées : 7 344 millions d'euros

8.3 Liquidités au 31 décembre 2018

Au 31 décembre 2018, la trésorerie disponible s'élève à 2 676 millions d'euros (y compris (14) millions d'euros d'instruments financiers liés à des opérations de couverture de l'endettement net) auxquels s'ajoute un montant de 7 344 millions d'euros de lignes bancaires confirmées et non utilisées.

Échéancier de la dette à fin décembre 2018



Les emprunts obligataires, à l'exception de celui à échéance 2020, comportent une clause de *change of control* (clause de changement de contrôle de Bouygues SA).

Les crédits bancaires contractés par Bouygues ne comportent ni *covenant* financier ni *trigger event*. Il en est de même pour ceux utilisés par les filiales de Bouygues SA, à l'exception du financement de l'acquisition de Miller McAsphalt par Colas au Canada (376 millions d'euros) qui comporte temporairement un *covenant* de levier en dette sur EBITDA.

8.4 Répartition de la dette financière courante et non courante selon nature de taux

Répartition de la dette financière courante et non courante, après prise en compte de l'ensemble des opérations de couverture de taux non échues à la clôture de l'exercice :

(en pourcentage)	31/12/2018	31/12/2017 retraité
Dettes à taux fixé ^a	86	97
Dettes à taux variable	14	3

(a) dettes à taux fixé pour plus d'un an

8.5 Risque de taux

Au 31 décembre 2018, la répartition des actifs financiers et des dettes financières par nature de taux est la suivante :

	Taux variable	Taux fixe	Total
Passifs financiers (dettes financières) ^a	(1 481)	(4 852)	(6 333)
Actifs financiers (trésorerie nette) ^b	2 676		2 676
Position nette avant gestion	1 195	(4 852)	(3 657)
Couverture de taux	558	(558)	
Position nette après gestion	1 753	(5 410)	(3 657)
Correctif lié à la saisonnalité de certaines activités ^c	(436)		
Position nette après gestion et correctif	1 317		

(a) Les options d'achat et compléments de prix intégrés dans la dette au titre d'IFRS 9 sont considérés à taux fixé.

(b) y compris (14) million d'euros de juste valeur d'instruments financiers liés à des opérations de couverture de l'endettement net

(c) Chez Colas, l'activité et la trésorerie liée à l'activité sont soumises à de fortes variations saisonnières. Ce correctif permet d'estimer la trésorerie moyenne sur l'année qui sert de base au calcul de sensibilité des frais financiers à la variation des taux d'intérêt. Il correspond à la différence entre la trésorerie financière moyenne de l'année et la position nette comptable à fin décembre.

Une hausse instantanée de 1 % des taux d'intérêt à court terme sur la position nette après gestion et correctif ci-avant engendrerait une diminution du coût de l'endettement financier net de 13 millions d'euros en année pleine.

8.6 Répartition de la dette financière courante et non courante par devise

	Zone Europe					Autres devises	Total
	Euro	Livre sterling	Autres devises	Dollar US	Dollar HKD		
Non courant 31/12/2018	3 969	648	10	39		414	5 080
Courant 31/12/2018	1 195	12	2	4		40	1 253
Non courant 31/12/2017 retraité	5 098	640	14	19	3	14	5 788
Courant 31/12/2017 retraité	698	6			2	30	736

Les dettes financières ventilées par métier figurent en note 16 de l'annexe.

Le détail par métier des sûretés réelles et nantissements donnés par le Groupe figure en note 18.1 de l'annexe.

NOTE 9 PRINCIPAUX ÉLÉMENTS DE VARIATION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

9.1 Variation de l'endettement financier net

	31/12/2017 retraité	Écarts de conversion	Changements de périmètre	Flux de Trésorerie	Variations des justes valeurs	Autres mouvements ^c	31/12/2018
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 820	10	109	(2 031)		20	2 928
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	(209)	44	(120)	66		(19)	(238)
TRÉSORERIE NETTE (A)	4 611	54^a	(11)^a	(1 965)^a		1^a	2 690
Dettes financières non courantes	5 791	(3)	28	352 ^b	(4)	(1 084)	5 080
Dettes financières courantes	736	(1)	6	(513) ^b		1 025	1 253
Instruments financiers nets	1			1	12		14
ENDETTEMENT FINANCIER BRUT (B)	6 528	(4)	34	(160)	8	(59)	6 347
ENDETTEMENT FINANCIER NET (A)-(B)	(1 917)	58	(45)	(1 805)	(8)	60	(3 657)

(a) flux nets de trésorerie de l'exercice 2018 de (1 921) millions d'euros analysés au tableau des flux de trésorerie

(b) flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement de l'exercice 2018 pour (161) millions d'euros analysés au tableau des flux de trésorerie

(c) Les autres mouvements correspondent principalement :

- au reclassement de l'emprunt obligataire de Bouygues SA à échéance octobre 2019 de non courant à courant pour 1 000 millions d'euros ;
- à l'extinction pour 103 millions d'euros de la dette financière relative à l'engagement de rachat par TF1 des 30 % du capital de Newen Studios ;
- aux nouveaux contrats de locations-financement de Miller McAsphalt pour 34 millions d'euros.

9.2 Principales variations de l'endettement financier net au cours de l'exercice 2018

ENDETTEMENT FINANCIER NET AU 31/12/2017 retraité	(1 917)
Acquisitions/Cessions des activités consolidées, des titres non consolidés et autres titres immobilisés, y compris variation de périmètre et engagements de rachat sur participation ne donnant pas le contrôle	(1 513)
Opérations sur capital	160 ^a
Opération 2017 Bouygues Confiance n° 9 perçue en 2018	18
Opération 2018 Bouygues Confiance n° 10 à percevoir en 2019	(16)
Dividendes versés	(712)
Fréquences 700 MHz (dernière tranche)	(117)
Exploitation	440
ENDETTEMENT FINANCIER NET AU 31/12/2018	(3 657)

(a) concerne principalement l'augmentation de capital de Bouygues SA (levées de stock-options pour 66 millions d'euros et opération Bouygues Confiance n° 10 pour 150 millions d'euros), et l'annulation des actions propres acquises le 8 janvier 2018 par Bouygues SA (réduction de capital et prime d'émission pour (47) millions d'euros)

NOTE 10 PASSIF COURANT

10.1 Passif courant

	31/12/2018	31/12/2017 retraité
Dettes financières courantes ^a	1 253	736
Impôts courants	126	115
Fournisseurs et comptes rattachés	7 423	7 489
Passifs sur contrats clients ^b	3 665	3 184
Provisions courantes ^c	995	885
Autres passifs courants, comptes de régularisation et assimilés :		
• Autres dettes opérationnelles (personnel, organismes sociaux, État)	2 914	2 922
• Produits différés	259	12
• Autres dettes non financières	1 837	2 167
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	238	209
Instruments financiers passif	25	16
Autres passifs financiers courants	21	24
TOTAL	18 756	17 759

(a) cf. analyse en note 8 de l'annexe

(b) cf. analyse ci-après

(c) cf. analyse en note 6.2 de l'annexe

10.2 Passifs sur contrats clients

	Flux 2018				31/12/2018
	31/12/2017 retraité	Écarts de conversion	Changements de périmètre et autres mouvements	Variations liées à l'activité	
Avances et acomptes reçus sur commandes ^a	959	1	(27)	418	1 351
Écarts liés à l'avancement des contrats ^b	2 225	11	(195)	273	2 314
PASSIFS SUR CONTRATS CLIENTS	3 184	12	(222)	691	3 665

(a) Le poste "Avances et acomptes reçus sur commandes" comprend à hauteur de 40 millions d'euros au 31 décembre 2018 (42 millions d'euros au 31 décembre 2017) des avances reçues de la part de clients à la signature de l'acte de vente de programmes immobiliers en état futur d'achèvement.

Ces sommes non restituables sont utilisées pour financer l'avancement des projets et ont été pour la quasi-totalité dépensées au 31 décembre 2018.

(b) principalement composé des produits constatés d'avance sur des contrats de construction de Bouygues Construction et Colas

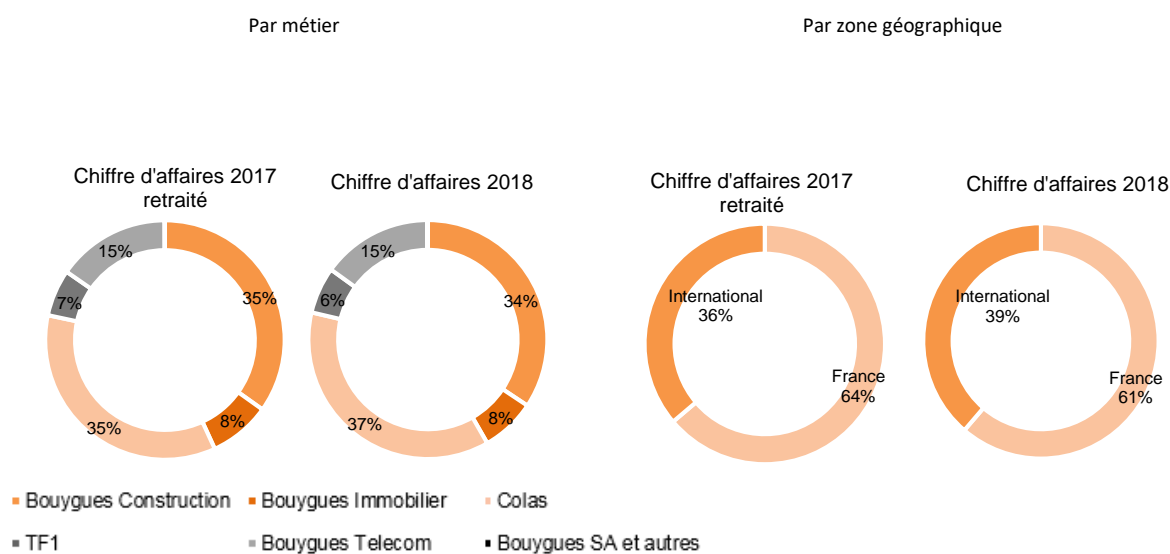
NOTE 11 CHIFFRE D'AFFAIRES

11.1 Analyse par activité

L'analyse du chiffre d'affaires par zone géographique est présentée en fonction du lieu de réalisation du chiffre d'affaires.

	Chiffre d'affaires 2018			Chiffre d'affaires 2017 retraité		
	France	International	Total	France	International	Total
Bouygues Construction	5 455	6 750	12 205	5 408	6 065	11 473
Bouygues Immobilier	2 495	132	2 627	2 576	161	2 737
Colas	6 408	6 726	13 134	5 980	5 600	11 580
TF1	2 111	131	2 242	2 002	82	2 084
Bouygues Telecom	5 314		5 314	5 035		5 035
Bouygues SA et autres	5	28	33	7	7	14
CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ	21 788	13 767	35 555	21 008	11 915	32 923

Répartition du chiffre d'affaires total



La ventilation du chiffre d'affaires par rubrique et activité figure en note 16 de l'annexe.

Au titre des exercices 2018 et 2017, il n'existe pas de contrat d'échange de biens ou de services significatif.

11.2 Analyse par zone géographique

	Chiffre d'affaires 2018		Chiffre d'affaires 2017 retraité	
	Total	%	Total	%
France	21 788	61	21 008	64
Union européenne (28 membres)	3 851	11	3 522	11
Autres pays européens	1 874	5	1 469	5
Afrique	1 057	3	1 136	3
Moyen-Orient	113	0	161	0
Amérique du Nord	3 860	11	2 982	9
Amérique Centrale et du Sud	314	1	217	1
Asie-Pacifique	1 628	5	1 620	5
Océanie	1 070	3	808	2
TOTAL	35 555	100	32 923	100

Le chiffre d'affaires réalisé au sein de l'Union européenne hors France est constitué pour 47% par le Royaume-Uni, essentiellement dans les activités de Construction. Il s'agit d'une activité réalisée localement et qui n'est pas exposée de manière significative aux aléas affectant les importations et les exportations.

11.3 Répartition, selon nature de marchés, entre la France et l'international

	2018			2017 retraité		
	France	International	Ensemble	France	International	Ensemble
Marchés publics ^a	26	47	34	27	49	35
Marchés privés	74	53	66	73	51	65

(a) chiffre d'affaires facturé directement aux services de l'État, collectivités locales et entreprises publiques (marchés de travaux et d'entretien pour l'essentiel) en France et à l'international

11.4 Carnet de commandes

Le carnet de commandes du Groupe au 31 décembre 2018 s'établit à 34 852 millions d'euros.

	31/12/2017 retraité	Flux 2018				31/12/2018
		Écarts de conversion	Changements de périmètre	Augmentation	Réduction	
Activités de Construction	31 470	(484)	1 338	30 001	(29 179)	33 146
dont Bouygues Construction	21 177	(410)	500 ^a	13 550	(12 634)	22 183
dont Bouygues Immobilier	2 709			2 393	(2 624)	2 478
dont Colas	7 584	(74)	838	14 058	(13 921)	8 485
TF1	50			56	(50)	56
Bouygues Telecom	1 482			1 763	(1 414)	1 831
Retraitements inter-activités	(241)		(12)	(20)	92	(181)
Total Carnet de commandes	32 761	(484)	1 326	31 800	(30 551)	34 852
dont maturité inférieure à 1 an	17 212					18 575
dont maturité comprise entre 1 et 5 ans	13 160					12 239
dont maturité supérieure à 5 ans	2 389					4 038

(a) comprend des entrées de périmètre de 780 millions d'euros pour Alpiq Engineering Services et 210 millions d'euros pour AW Edwards et la sortie de périmètre d'Axione de 490 millions d'euros.

Chez Bouygues Construction et Colas, le carnet de commandes représente le volume d'activité traitée restant à réaliser pour les opérations ayant fait l'objet d'une prise de commande ferme, c'est-à-dire dont le contrat a été signé et est entré en vigueur (après l'obtention de l'ordre de service et la levée des conditions suspensives).

Chez Bouygues Immobilier, il est composé du chiffre d'affaires des ventes notariées restant à réaliser et du montant du chiffre d'affaires total des réservations signées restant à notarié.

En application de la norme IFRS 11, Bouygues Immobilier exclut de son carnet de commandes le chiffre d'affaires des réservations réalisées à travers des coentreprises en mises en équivalence (société en co-promotion en cas de contrôle conjoint).

Le carnet de commandes de TF1 représente le volume d'activité restant à réaliser pour les productions ayant fait l'objet d'une prise de commande ferme, c'est-à-dire dont le contrat a été signé et est entré en vigueur.

Le carnet de commandes de Bouygues Telecom représente principalement le chiffre d'affaires sur les abonnements facturables aux clients jusqu'au terme de leurs engagements contractuels.

NOTE 12 RÉSULTAT OPÉRATIONNEL

	2018	2017 retraité
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	1 511	1 406
Autres produits opérationnels	371	233
Autres charges opérationnelles	(106)	(120)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	1 776	1 519

La répartition par métier du résultat opérationnel courant et du résultat opérationnel est présentée en note 16 de l'annexe.

Les autres produits et charges opérationnels concernent principalement :

2018

Bouygues Telecom : 322 millions d'euros, qui se composent de 250 millions d'euros de plus-value de cession d'actifs (sites et pylônes à Cellnex, infrastructures en fibre optique à CityFast), 110 millions d'euros suite au dénouement favorable sur les charges à payer Arcep et 11 millions d'euros d'autres produits opérationnels divers, partiellement compensés par (47) millions de coûts de mise en œuvre du partage de réseau et (2) de primes exceptionnelles de pouvoir d'achat

Colas : (31) millions d'euros, qui se composent de (16) millions d'euros liés aux travaux préliminaires au démantèlement du site de la Raffinerie de Dunkerque, (10) millions d'euros de primes exceptionnelles de pouvoir d'achat et (5) millions d'euros d'autres charges opérationnelles diverses

TF1 : (22) millions d'euros relatifs à l'amortissement de la réévaluation des droits suite à l'allocation du prix d'acquisition de Newen Studios

Bouygues Construction : (4) millions d'euros relatifs aux primes exceptionnelles de pouvoir d'achat

2017

Bouygues Telecom : 141 millions d'euros, essentiellement 223 millions d'euros de plus-value suite à la cession de 1 085 sites à Cellnex, 10 millions d'euros de reprises de provisions nettes de charges, partiellement compensés par (79) millions d'euros de coûts de mise en œuvre du partage de réseau

TF1 : (23) millions d'euros relatifs à l'amortissement de la réévaluation des droits suite à l'allocation du prix d'acquisition de Newen Studios

Colas : (5) millions d'euros liés à l'arrêt de la Société de la Raffinerie de Dunkerque

Le résultat opérationnel courant intègre une charge de loyers de 1 667 millions d'euros, y compris des contrats de courte durée et des contrats portant sur des biens de faible valeur. Les composantes de prestation comprises dans les contrats sont enregistrées en autres charges externes.

NOTE 13 COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET ET AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

13.1 Analyse du coût de l'endettement financier net

	2018	2017 retraité
Charges financières dont	(245)	(251)
Charges d'intérêts sur endettement	(225)	(230)
Charges d'intérêts liées à la trésorerie	(18)	(20)
Charges d'intérêts sur locations financement	(1)	
Impacts négatifs des instruments financiers	(1)	(1)
Produits financiers dont	29	25
Produits d'intérêts sur trésorerie et équivalents de trésorerie	27	22
Revenus et plus-values sur cessions d'éléments de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie	2	3
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	(216)	(226)

13.2 Autres produits et charges financiers

	2018	2017 retraité
Autres produits financiers	81	113
Autres charges financières	(64)	(75)
TOTAL AUTRES PRODUITS/(CHARGES) FINANCIERS	17	38

Les autres produits et charges financiers incluent les produits financiers de participation, les plus ou moins-values sur titres non consolidés, la rémunération des investisseurs sur fonds appelés (immobilier d'entreprise), les commissions d'engagements, les variations de juste valeur sur les "Autres actifs financiers courants", les dividendes des entités non consolidées et divers sur la période.

Leur montant net est en baisse entre 2017 et 2018 en liaison avec la diminution des plus-values de cessions sur titres non consolidés chez Bouygues Construction et l'absence en 2018 d'intérêts moratoires sur la taxe 3%.

NOTE 14 IMPÔT

14.1 Analyse de la charge nette d'impôt

	2018			2017 retraité		
	France	Étranger	Total	France	Étranger	Total
Impositions exigibles par les administrations fiscales	(313)	(125)	(438)	(188)	(93)	(281)
Impositions différées passifs	11	(1)	10	26		26
Impositions différées actifs		1	1	(42)	(2)	(44)
TOTAL	(302)	(125)	(427)	(204)	(95)	(299)

La répartition de la charge nette d'impôt par métier est présentée en note 16 de l'annexe.

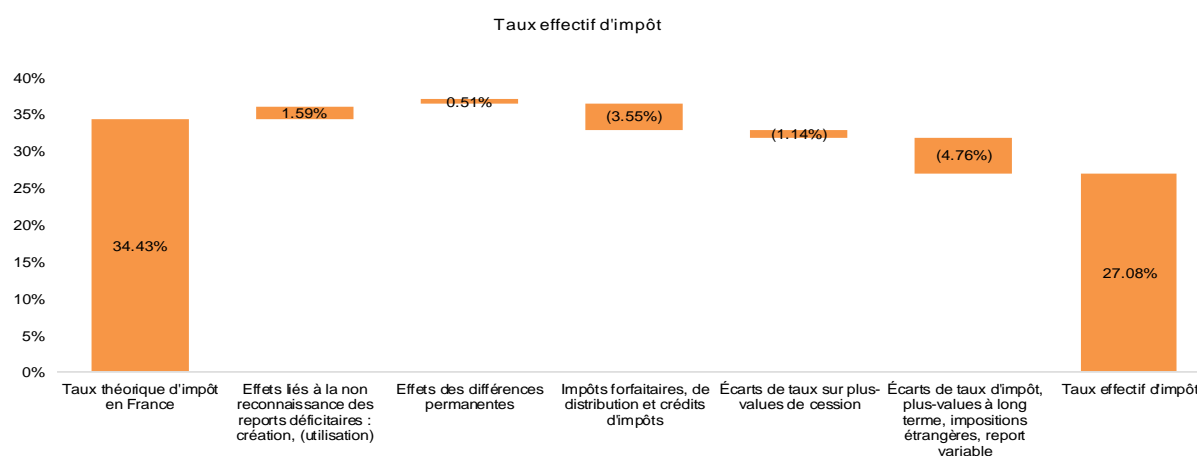
14.2 Rapprochement entre taux théorique d'impôt et taux effectif d'impôt (preuve d'impôt)

Les différences constatées entre le taux théorique d'impôt de droit commun en vigueur en France et le taux effectif constaté en charge de l'exercice sont les suivantes :

	2018	2017 retraité
RÉSULTAT NET (100 %)	1 453	1 201
Neutralisation		
Impôt	427	299
Résultat des activités arrêtées ou détenues en vue de la vente	Néant	Néant
Résultat des coentreprises et entités associées	(303)	(169)
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS INTEGRÉES POURSUIVIES AVANT IMPÔTS	1 577	1 331
Taux théorique d'impôt en France	34,43%	34,43%
Effets liés à la non reconnaissance des reports déficitaires : création, (utilisation)	1,59%	(4,06%)
Effets des différences permanentes	0,51%	2,61%
Impôts forfaitaires, de distribution et crédits d'impôts	(3,55%)	(2,48%)
Écarts de taux sur plus-values de cession ^a	(1,14%)	(0,97%)
Écarts de taux d'impôt, plus-values à long terme, impositions étrangères, report variable	(4,76%)	(3,76%)
Contribution exceptionnelle 2017 en France		3,68%
Remboursement taxe 3 % sur dividendes		(6,99%)
TAUX EFFECTIF D'IMPÔT	27,08%	22,46%

(a) dont impacts liés à la cession de 49% d'Axione en 2018 et cessions de 50% de Nextdoor et Ossabois en 2017

Le taux effectif d'impôt retraité de la cession d'Axione ressort à 29%. Celui de 2017 retraité du produit d'impôt lié au remboursement de la taxe 3 % sur dividendes et des intérêts moratoires non taxables ainsi que de la cession de Nextdoor ressort à 28 %.



NOTE 15 RÉSULTAT NET PART DU GROUPE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES ET RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION

Le résultat net des activités poursuivies par action avant dilution est obtenu en ramenant le résultat net des activités poursuivies (part du Groupe) au nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice 2018 (à l'exclusion du nombre moyen des actions détenues ordinaires achetées à titre d'autocontrôle).

	2018	2017 retraité
Résultat net des activités poursuivies part du Groupe (en millions d'euros)	1 311	1 082
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation	367 355 503	357 914 334
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES PAR ACTION (en euros)	3,57	3,02

Le résultat net des activités poursuivies dilué par action est calculé par rapport au nombre moyen pondéré d'actions en circulation incluant la conversion potentielle de toutes les actions pouvant avoir un effet dilutif (options de souscription d'actions potentiellement et économiquement exerçables à la clôture de l'exercice).

	2018	2017 retraité
Résultat net des activités poursuivies part du Groupe (en millions d'euros)	1 311	1 082
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation	367 355 503	357 914 334
Ajustement lié à l'effet dilutif des options sur les actions	1 998 064	2 571 741
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES DILUÉ PAR ACTION (en euros)	3,55	3,00

NOTE 16 INFORMATION SECTORIELLE

L'information sectorielle ci-après est présentée comme suit :

1. Analyse par métier (UGT) : Bouygues Construction (BTP) ; Bouygues Immobilier (Immobilier) ; Colas (Routes) ; TF1 (Médias) ; Bouygues Telecom (Télécoms) ; Bouygues SA et autres.

2. Analyse par zone géographique : France et DOM, Union européenne, Autres pays européens, Afrique, Asie-Pacifique-Océanie, Amériques et Moyen-Orient.

Les cessions internes entre les différentes activités se réalisent en règle générale aux conditions de marché.

L'information sur le chiffre d'affaires par zone géographique figure en note 11.2 de l'annexe.

Les secteurs opérationnels par activité correspondent aux secteurs revus par le principal décideur opérationnel du Groupe et aucun regroupement n'a été effectué. Cette information est utilisée aux fins d'affectation des ressources aux secteurs opérationnels et de l'évaluation de leur performance.

Les données des secteurs opérationnels suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées pour les états financiers consolidés et décrites dans les notes aux états financiers.

Le secteur "Bouygues SA et autres" présenté regroupe les contributions des entités *holding corporate* et des entités dédiées au financement centralisé du Groupe.

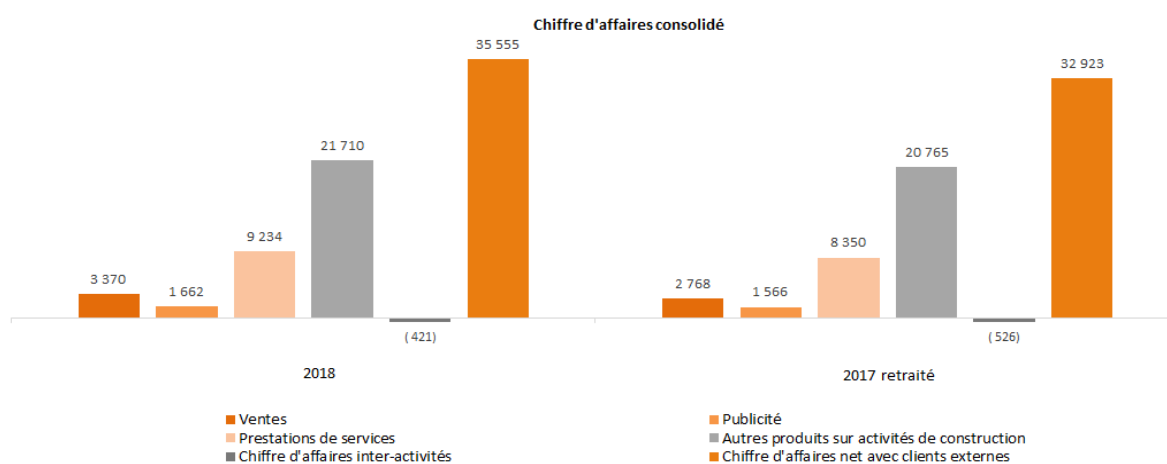
16.1 Analyse sectorielle par activité

	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total
Compte de résultat exercice 2018							
Ventes	101		2 353	144	772		3 370
Publicité				1 662			1 662
Prestations de services	3 556	53	403	482	4 572	168	9 234
Autres produits sur activités de construction	8 701	2 575	10 434				21 710
Chiffre d'affaires total	12 358	2 628	13 190	2 288	5 344	168	35 976
Chiffre d'affaires inter-activités	(153)	(1)	(56)	(46)	(30)	(135)	(421)
Chiffre d'affaires net avec clients externes	12 205	2 627	13 134	2 242	5 314	33	35 555
Résultat opérationnel courant	368	188	359	196	431	(31)	1 511
Autres produits opérationnels					371		371
Autres charges opérationnelles	(4)		(31)	(22)	(49)		(106)
Résultat opérationnel	364	188	328	174	753	(31)	1 776
Coût de l'endettement financier net	17	(2)	(31)	(2)	(7)	(191)	(216)
Impôt	(109)	(79)	(96)	(49)	(243)	149	(427)
Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées	(2)	47	28			230	303
Résultat net des activités poursuivies	308	141	227	128	494	155	1 453
Résultat net des activités arrêtées ou détenues en vue de la vente							
Résultat net	308	141	227	128	494	155	1 453
Résultat net part du Groupe	296	138	219	56	447	155	1 311^a

	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total
Compte de résultat exercice 2017 retraité							
Ventes	118		1 780	128	742		2 768
Publicité				1 566			1 566
Prestations de services	3 015	43	393	438	4 318	143	8 350
Autres produits sur activités de construction	8 527	2 706	9 532				20 765
Chiffre d'affaires total	11 660	2 749	11 705	2 132	5 060	143	33 449
Chiffre d'affaires inter-activités	(187)	(12)	(125)	(48)	(25)	(129)	(526)
Chiffre d'affaires net avec clients externes	11 473	2 737	11 580	2 084	5 035	14	32 923
Résultat opérationnel courant	363	218	362	185	320	(42)	1 406
Autres produits opérationnels					233		233
Autres charges opérationnelles			(5)	(23)	(92)		(120)
Résultat opérationnel	363	218	357	162	461	(42)	1 519
Coût de l'endettement financier net	12	(2)	(14)	(2)	(8)	(212)	(226)
Impôt	(103)	(65)	(75)	(45)	(189)	178	(299)
Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées	2	(6)	61	14		98	169
Résultat net des activités poursuivies	323	128	330	136	255	29	1 201
Résultat net des activités arrêtées ou détenues en vue de la vente							
Résultat net	323	128	330	136	255	29	1 201
Résultat net part du Groupe	319	126	317	60	231	29	1 082^b

(a) Le résultat net consolidé (part du Groupe) 2018 hors éléments exceptionnels s'élève à 1 047 millions d'euros et correspond au résultat net consolidé (part du Groupe) retraité des éléments non courants nets d'impôt pour (163) millions d'euros et de l'impact de la cession de 49% d'Axione (filiale Bouygues Construction) et de la revalorisation de la participation conservée pour (101) millions d'euros.

(b) Le résultat net consolidé (part du Groupe) 2017 hors éléments exceptionnels s'élève à 908 millions d'euros et correspond au résultat net consolidé (part du Groupe) retraité des éléments non courants nets d'impôt pour (62) millions d'euros, du remboursement de la taxe additionnelle à 3 % sur dividendes (part du groupe) pour (87) millions d'euros et de l'impact de la cession de 50% de Nextdoor (filiale Bouygues Immobilier) et de la revalorisation de la participation conservée pour (25) millions d'euros.



	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total
Résultat opérationnel courant	368	188	359	196	431	(31)	1 511
Retraitement des dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations :							
* Dotations nettes aux amortissements	189	10	461	213	821	9	1 703
* Dotations nettes aux provisions et dépréciations	214	(2)	100	70	34	1	417
Retraitement des autres produits d'exploitation :							
* Reprises des provisions et dépréciations non utilisées et autres	(280)	(35)	(145)	(9)	(18)		(487)
EBITDA 2018	491	161	775	470	1 268	(21)	3 144
Résultat opérationnel courant							
Résultat opérationnel courant	363	218	362	185	320	(42)	1 406
Retraitement des dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations :							
* Dotations nettes aux amortissements	214	12	407	173	782	8	1 596
* Dotations nettes aux provisions et dépréciations	146	19	88	54	13	10	330
Retraitement des autres produits d'exploitation :							
* Reprises des provisions et dépréciations non utilisées et autres	(251)	(23)	(121)	(20)	(18)	(1)	(434)
EBITDA 2017 retrajeté	472	226	736	392	1 097	(25)	2 898

	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total
Bilan au 31 décembre 2018							
<i>Goodwill</i>	975		1 292	1 386	2 648		6 301
Coentreprises et entités associées	104	27	394	20	1	2 087 ^a	2 633
Provisions non courantes	(826)	(86)	(804)	(41)	(278)	(33)	(2 068)
Provisions courantes	(647)	(31)	(271)	(20)	(2)	(24)	(995)
Endettement financier net au 31 décembre 2018 :							
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 652	70	563	117	44	(2 518)	2 928
Dettes financières non courantes	(1 028)	(17)	(533)	(127)	(1 255)	(2 120)	(5 080)
Dettes financières courantes	(11)	(6)	(58)	(12)	(62)	(1 104)	(1 253)
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	(493)	(285)	(488)	(6)	(4)	1 038	(238)
Instruments financiers - Couverture des dettes financières (actif/passif)	(1)		(1)		(1)	(11)	(14)
Endettement financier net/Excédent financier net ^b	3 119	(238)	(517)	(28)	(1 278)	(4 715)	(3 657)

Bilan au 31 décembre 2017 retraité

<i>Goodwill</i>	457		1 131	1 149	2 648		5 385
Coentreprises et entités associées	30	26	396	22		2 028 ^a	2 502
Provisions non courantes	(729)	(95)	(884)	(39)	(272)	(39)	(2 058)
Provisions courantes	(529)	(44)	(278)	(16)		(18)	(885)
Endettement financier net au 31 décembre 2017 retraité :							
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 310	88	680	495	58	(811)	4 820
Dettes financières non courantes	(511)	(19)	(126)	(232)	(993)	(3 910)	(5 791)
Dettes financières courantes	(5)	(18)	(40)	(6)	(40)	(627)	(736)
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	(385)	(137)	(80)			393	(209)
Instruments financiers - Couverture des dettes financières (actif/passif)			(1)		(1)	1	(1)
Endettement financier net/Excédent financier net ^b	3 409	(86)	433	257	(976)	(4 954)	(1 917)

(a) concerne Alstom pour 2 087 millions d'euros au 31 décembre 2018 et 2 028 millions d'euros au 31 décembre 2017

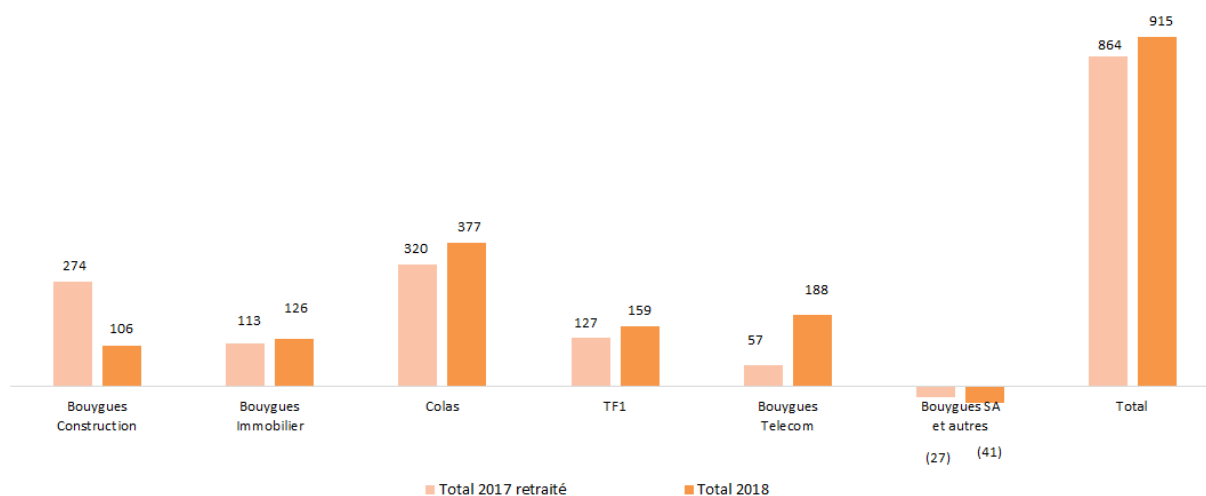
(b) correspond à la contribution de niveau métier après maintien des comptes courants intra-groupe Bouygues Relais et Uniservice (l'annulation intra-groupe de ceux-ci est réalisée en colonne Bouygues SA et autres)

	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total
Autres indicateurs financiers exercice 2018							
Capacité d'autofinancement (CAF)	399	215	792	414	1 303	8	3 131
CAF après coût de l'endettement financier net et impôts (I)	307	134	665	363	1 053	(34)	2 488
Acquisitions nettes de cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles (II)	(201)	(8)	(288)	(204)	(865)	(7)	(1 573)
Cash-flow libre (I) + (II)	106	126	377	159	188	(41)	915

Autres indicateurs financiers exercice 2017 retraité

Capacité d'autofinancement (CAF)	484	194	764	372	980	17	2 811
CAF après coût de l'endettement financier net et impôts (I)	393	127	675	325	783	(17)	2 286
Acquisitions nettes de cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles (II)	(119)	(14)	(355)	(198)	(726)	(10)	(1 422)
Cash-flow libre (I) + (II)	274	113	320	127	57	(27)	864

Cash-flow libre



16.2 Analyse sectorielle par zone géographique

Les zones géographiques présentées ci-après représentent les zones où les immobilisations sont présentes au 31 décembre.

	France et DOM	Union européenne	Autres pays européens	Afrique	Asie Pacifique Océanie	Amériques	Moyen-Orient	Total
Bilan au 31 décembre 2018								
Immobilisations corporelles	5 600	363	165	126	158	1 016	4	7 432
Immobilisations incorporelles	2 057	17	3		2	119		2 198
Tableau des flux de trésorerie exercice 2018								
Prix d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles	1 778	74	35	62	68	160	1	2 178

	France et DOM	Union européenne	Autres pays européens	Afrique	Asie Pacifique Océanie	Amériques	Moyen-Orient	Total
Bilan au 31 décembre 2017 retraité								
Immobilisations corporelles	5 243	371	59	107	176	693	9	6 658
Immobilisations incorporelles	2 089	23	1	1	2	16		2 132
Tableau des flux de trésorerie exercice 2017 retraité								
Prix d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles	1 619	88	28	34	43	116	3	1 931

NOTE 17 INSTRUMENTS FINANCIERS

Les tableaux ci-après présentent au 31 décembre 2018 la somme des encours notionnels de chaque type de produits utilisés, avec répartition par maturité résiduelle et par devise.

17.1 Couverture du risque de taux, du risque de change et du risque sur matières premières

17.1.1 Analyse par métier

	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total 31/12/2018	Total 31/12/2017 retraité
Achats à terme	419		306	38		2	765	847
Ventes à terme	421		110	9		1	541	437
Swaps de change	46			8		1 159	1 213	781
Swaps de taux ^a	11		57		800	503	1 371	1 168
Dérivés de matières premières			1				1	4

(a) dont taux fixe payé 1 371 millions d'euros

17.1.2 Analyse par échéance et devise d'origine

	Date d'échéance			Total	Devise d'origine				
	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans		EUR	USD	HKD	CHF	Autres
Achats à terme	721	44		765	245	140	4	12	364
Ventes à terme	509	32		541	15	174	46	89	217
Swaps de change	1 213			1 213	16	223	536	128	310
Swaps de taux	813	13	545	1 371	1 311		3		57
Dérivés de matières premières	1			1	1				

17.2 Valeur de marché des instruments de couverture

Dérivés à l'actif	Devise d'origine					Total	Couverture de juste valeur	Couverture de flux de trésorerie	Couverture d'investissements nets à l'étranger
	EUR	USD	HKD	CHF	Autres				
Achats à terme	1	4				5		5	
Ventes à terme		1			2	3		3	
Swaps de change	1				3	4	1	3	
Swaps de taux									
Dérivés de matières premières									
TOTAL ACTIF	2	5			5	12	1	11	

Dérivés au passif	Devise d'origine					Total	Couverture de juste valeur	Couverture de flux de trésorerie	Couverture d'investissements nets à l'étranger
	EUR	USD	HKD	CHF	Autres				
Achats à terme	(6)				(3)	(9)		(9)	
Ventes à terme		(4)		(2)	(2)	(8)		(8)	
Swaps de change		(1)	(2)	(1)		(4)		(4)	
Swaps de taux	(14)				(12) ^a	(26)		(26)	
Options de taux (<i>caps, floors</i>)									
Dérivés de matières premières									
TOTAL PASSIF	(20)	(5)	(2)	(3)	(17)	(47)		(47)	
TOTAL	(18)		(2)	(3)	(12)	(35) ^b	1	(36)	

(a) dont principalement GBP

(b) L'écart avec la valeur inscrite au bilan s'explique essentiellement chez Colas par la valeur de marché du swap de taux mis en place pour le contrat avec la Ville de Portsmouth pour (11) millions d'euros, qui est intégralement compensée par la valeur de marché du dérivé incorporé à la redevance fixe contractuelle payée par le client, soit 11 millions d'euros.

En cas de translation de la courbe des taux de +1,00 % (et respectivement -1,00 %), la valeur de marché du portefeuille d'instruments financiers de couverture s'établirait à 9 millions d'euros (respectivement (83) millions d'euros).

En cas de translation des cours des devises de +1,00 % de l'euro (et respectivement -1,00 %) par rapport aux autres devises, la valeur de marché du portefeuille d'instruments financiers de couverture s'établirait à (36) millions d'euros (respectivement (34) millions d'euros).

Les calculs ont été effectués par le Groupe ou obtenus de contreparties bancaires avec lesquelles les instruments financiers ont été contractés.

NOTE 18 ENGAGEMENTS HORS BILAN

Cette note complète les informations communiquées en notes 3, 4 et 8 de l'annexe.

La présentation des engagements ci-après n'omet pas l'existence d'engagements hors bilan significatifs, selon les normes comptables en vigueur.

18.1 Engagements de garantie

	31/12/2018	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Échéances			31/12/2017 retraité
								À moins d'1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans	
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles	89	4		85				6	73	10	67
Avals, cautions et garanties donnés	98	21		63	14			22	58	18	114
TOTAL ENGAGEMENTS DE GARANTIES DONNÉS	187	25		148	14			28	131	28	181
Avals, cautions et garanties reçus	2		1				1	2			1
TOTAL ENGAGEMENTS DE GARANTIES REÇUS	2		1				1	2			1
SOLDE NET	185	25	(1)	148	14		(1)	26	131	28	180

Le Groupe est susceptible d'accorder, dans le cadre de ses opérations courantes, des garanties pluriannuelles (de type "garantie décennale") qui font généralement l'objet de provisions sur une base statistique au passif du bilan. Les garanties de marché accordées par les établissements financiers aux clients du Groupe constituent pour ces établissements des engagements hors bilan ; dans le cas où ces garanties pourraient donner lieu à paiement de sommes quelconques, elles feraient alors l'objet de provisions au bilan du Groupe.

18.2 Engagements contractuels divers

	31/12/2018	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Échéances			31/12/2017 retraité
								À moins d'1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans	
Transport d'images	67				67			24	43		82
Réseau	2 630					2 630		192	757	1 681	1 687
Autres	197		3	124	70			73	31	93	655
TOTAL ENGAGEMENTS CONTRACTUELS DIVERS DONNÉS	2 894		3	124	137	2 630		289	831	1 774	2 424
Transport d'images	67				67			24	43		82
Réseau	2 630					2 630		192	757	1 681	1 687
Autres	197		3	124	70			73	31	93	655
TOTAL ENGAGEMENTS CONTRACTUELS DIVERS REÇUS	2 894		3	124	137	2 630		289	831	1 774	2 424
SOLDE NET											

Les principaux engagements contractuels divers concernent les prestations de services contractées auprès des propriétaires de pylônes (TDF, FPS et Cellnex) et des fournisseurs de fibres optiques FTTH chez Bouygues Telecom et l'exploitation de carrières (contrats de fortage) chez Colas. Ils augmentent de 470 millions d'euros sur l'exercice.

Les engagements contractuels donnés par Bouygues Telecom, 2 630 millions d'euros, sont en hausse nette de 765 millions d'euros principalement sur les contrats de prestations signés avec Cellnex en 2018. Ceux donnés par TF1 sont en baisse de 422 millions d'euros, principalement suite à l'acquisition en 2018 du groupe aufeminin qui figurait en engagements contractuels divers au 31 décembre 2017.

18.3 Contrats de location simple

Les engagements relatifs aux contrats de location simple représentent les loyers futurs restant dus sur la durée raisonnablement certaine d'application des contrats. Cette durée peut comprendre la période de renouvellement des baux dont le groupe compte exercer l'option. Les contrats de location concernés sont ceux engagés dans le cadre des activités courantes (terrains, constructions, matériels etc.).

Ces engagements ne tiennent pas compte des contrats de location dont la valeur à neuf de l'actif sous-jacent est inférieure à cinq mille euros et ceux dont la durée raisonnablement certaine est inférieure à douze mois.

Les loyers sont actualisés en utilisant soit le taux implicite du contrat soit un taux marginal d'endettement, et n'incluent pas les loyers variables non basés sur un indice ou un taux.

Les engagements au 31 décembre 2017 ont été retraités en application des mêmes principes.

	31/12/2018	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Échéances		
								À moins d'1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
Contrats de location simple										
Locations simples données	1 591	299	43	349	104	794	2	316	936	339
Locations simples reçues	1 591	299	43	349	104	794	2	316	936	339
Contrats de location simple nets										
	31/12/2017 retraité	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres			
Contrats de location simple nets	1 484	241	49	251	107	835	1			

Les engagements de 794 millions d'euros donnés dans le cadre de l'exploitation chez Bouygues Telecom concernent pour l'essentiel des baux commerciaux pour la location des immeubles et des terrains destinés à l'exploitation des sites techniques du réseau (dont loyers relatifs aux sites du réseau : 395 millions d'euros, loyers immobiliers et divers : 213 millions d'euros, fibres optiques et divers : 186 millions d'euros).

Les engagements relatifs aux contrats de location simple augmentent de 107 millions d'euros sur l'exercice principalement du fait des variations de périmètre chez Bouygues Construction et Colas (acquisition d'Alpiq Engineering Services, Miller McAsphalt, AW Edwards), de nouveaux contrats de location mis en place à la suite de la vente en décembre 2018 par Colas de locomotives en France et en Angleterre ainsi que du contrat de location du nouveau siège de Colas.

18.4 Contrats de location-financement

	31/12/2018	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Échéances			31/12/2017 retraité
								À moins d'1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans	
Location-financement	45			42		3		13	29	3	15

Le montant des engagements de location-financement comptabilisés au bilan augmente de 30 millions d'euros. Cette variation nette résulte pour 28 millions d'euros des nouveaux engagements chez Colas essentiellement liés à l'acquisition de la société Miller McAsphalt.

18.5 Autres engagements

Bouygues Telecom

Autorisations d'utilisation de fréquences dans la bande 800 MHz et dans la bande 700 MHz

Les autorisations d'utilisation de fréquences dans les bandes 800 MHz et 700 MHz attribuées à Bouygues Telecom pour une durée de vingt ans (en 2012 pour la bande 800 MHz et en 2015 pour la bande 700 MHz) comportent une obligation d'accueillir des MVNO^a, une obligation de couverture progressive de la population métropolitaine (98 % à douze ans et 99,6 % à quinze ans).

Les obligations de couverture portent notamment sur une zone de déploiement prioritaire définie par l'Arcep, qui devra être couverte simultanément par les fréquences 700 et les fréquences 800 (97,7 % à quinze ans), ainsi qu'une obligation de couverture dans chaque département (90 % à douze ans et 95 % à quinze ans).

L'autorisation d'utilisation de fréquences dans la bande 700 MHz introduit une obligation nouvelle visant à couvrir (90 % à quinze ans) les trains du quotidien.

Autorisation d'utilisation de fréquences dans la bande 2 600 MHz

L'autorisation d'utilisation de fréquences dans la bande 2 600 MHz attribuée à Bouygues Telecom pour une durée de vingt ans en 2011 comporte une obligation d'accueillir des MVNO ainsi qu'une obligation de couverture progressive de la population métropolitaine (25 % à quatre ans, 60 % à huit ans et 75 % à douze ans).

Cette obligation de couverture peut être remplie par toutes autres fréquences dont est titulaire Bouygues Telecom. Aujourd'hui, en l'occurrence, cette obligation est remplie pour l'essentiel au moyen des fréquences 1 800 MHz de Bouygues Telecom réallouées à la 4G.

Autorisation de réutilisation des fréquences dans la bande 900 MHz, 1 800 MHz et 2 100 MHz neutre technologiquement

Le 12 janvier 2018, le Gouvernement, l'Arcep et l'opérateur ont signé un accord (dit *New Deal Mobile*) visant à généraliser la couverture mobile de qualité pour l'ensemble des français. C'est ainsi l'objectif d'aménagement numérique du territoire qui a été retenu, en imposant aux opérateurs de fortes obligations de couverture, en contrepartie du renouvellement de leurs autorisations d'utilisation de fréquences dans les bandes 900 MHz, 1800 MHz, et 2100 MHz pour une durée de 10 ans.

Etant donné que les autorisations actuelles de Bouygues Telecom arrivaient à échéance respectivement en 2022 pour le 2100 MHz et 2024 pour le 900 MHz et le 1800 MHz, l'Arcep a, via la décision n° 2018-0680 du 3 juillet 2018, modifié les autorisations d'utilisation de fréquences actuelles pour y intégrer les nouvelles obligations de déploiements. Elle a par la suite, dans le cadre de la décision n° 2018-1390 du 15 novembre 2018, acté du renouvellement des fréquences 900 MHz, 1800 MHz et 2100 MHz pour une durée de 10 ans. Bouygues Telecom

^a *Mobile Virtual Network Operators* (opérateurs de réseaux mobiles virtuels)

se voit donc être titulaire de l'autorisation d'utiliser les fréquences 900 MHz et 1800 MHz jusqu'au 8 décembre 2034 et les fréquences 2100 MHz jusqu'au 11 décembre 2032. L'ensemble des bandes de fréquences est désormais neutre technologiquement, et peut donc être utilisé indépendamment pour la 2G/3G/4G.

Obligations imposées dans le cadre de l'utilisation des fréquences dans la bande 900 MHz, 1 800 MHz et 2 100 MHz

Les obligations de couverture imposées à Bouygues Telecom dans le cadre de ces décisions d'utilisation de fréquences dans les bandes 900 MHz, 1800 MHz et 2100 MHz sont:

- participer au dispositif de couverture ciblée permettant d'accroître la couverture du territoire métropolitain : 5000 nouvelles zones à couvrir avec au maximum 600 en 2018, 700 en 2019, 800 en 2020, 2021 et 2022 puis 600 au-delà jusqu'à atteinte des 5000. Sur ces 5000 zones, une partie sera réalisée en partage de réseaux actifs entre les quatre opérateurs, et une partie en partage de réseau passif à deux ou trois opérateurs ;
- généraliser la 4G sur l'ensemble des sites du réseau : 100% des sites existants au plus tard le 31 décembre 2020, sauf pour les sites du programme "Zones Blanches centre Bourg" dont 75% doivent être passés en 4G au plus tard le 31 décembre 2020 et 100% au plus tard le 31 décembre 2022 ;
- couvrir 99,6% de la population métropolitaine en bonne couverture au plus tard le 9 décembre 2027 puis 99,8% de la population métropolitaine au plus tard le 9 décembre 2031 ;
- couvrir les Axes Routiers Prioritaires à l'extérieur des véhicules au plus tard le 31 décembre 2020 ;
- couvrir les Axes Routiers Prioritaires à l'intérieur des véhicules au plus tard le 9 octobre 2025 ;
- couvrir 90% des voies du réseau ferré régional au plus tard le 31 décembre 2025 ;
- mettre en service la voix et SMS sur WiFi sur le coeur de réseau au plus tard le 31 décembre 2018 et permettre au client ayant un terminal et une offre compatible d'activer la voix sur WiFi au plus tard le 31 décembre 2018, puis le SMS sur WiFi au plus tard le 1er octobre 2019 ;
- commercialiser au plus tard le 31 décembre 2018 une offre permettant à des entreprises ou personnes publiques d'avoir accès à la couverture indoor des réseaux des autres opérateurs soumis à la même obligation (Free, Orange, SFR) ;
- fournir un service d'accès fixe à internet à très haut débit sur tout ou partie du réseau au plus tard le 1er juillet 2018.

Zones blanches

La loi du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques prévoit une extension du programme zones blanches initié en 2004 à de nouvelles communes ne bénéficiant à ce jour d'aucune couverture sur leur centre-bourg et la résorption des zones blanches résiduelles identifiées par les lois de 2004 et 2008. D'autre part, la loi crée un nouveau dispositif ayant pour objectif de couvrir des zones d'activité économique, des zones touristiques ou des équipements publics ayant un intérêt économique et qui ne sont accessibles par aucun réseau aujourd'hui. Pour ces deux dispositifs, les collectivités territoriales mettent à disposition des opérateurs les points hauts supports d'antennes.

Un contrat signé par les quatre opérateurs de réseaux mobiles en février 2016 prévoit la participation équitable de ces derniers à la résorption des zones blanches résiduelles et à l'extension du programme initial. Lors du troisième Comité interministériel aux ruralités de 2016 les opérateurs mobiles se sont engagés à étendre à 1 300

sites le dispositif de zones prioritaires précédemment défini. Une nouvelle convention a été signée en février 2017.

L'avancement au 31 décembre 2018 de Bouygues Telecom pour la part lui incombant était conforme aux délais fixés par la loi et aux objectifs de calendrier rappelés par l'Arcep.

Dans le cadre du *New Deal*, l'ensemble des remontées de collectivités des zones qui ne seraient pas couvertes par un ou plusieurs opérateurs seront désormais traitées dans le cadre du dispositif de couverture ciblée. Concernant les sites existants du programme "Zones Blanches Centre Bourg", également dans le cadre du *New Deal*, Bouygues Telecom doit généraliser la 4G sur ces sites, avec 75% des sites d'ici fin 2020 et 100% d'ici fin 2022.

18.6 Actifs et passifs éventuels

Néant.

NOTE 19 ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL ET PARTICIPATION AU CAPITAL

19.1 Effectif moyen

	2018	2017
Cadres	23 358	22 335
Agents de maîtrise et employés	19 749	19 417
Compagnons	24 757	24 987
SOUS-TOTAL EFFECTIF FRANCE	67 863	66 739
Effectifs contrats expatriés et contrats locaux	58 552	53 097
TOTAL EFFECTIF MOYEN	126 416	119 836

Les effectifs sont en hausse principalement en relation avec les acquisitions de l'exercice.

19.2 Engagements envers le personnel

	31/12/2017 retraité	Flux 2018	31/12/2018
Indemnités de fin de carrière (IFC)	517	11	528
Médailles du travail et autres	153	(10)	143
Autres avantages post-emploi (pensions)	102	46	148
TOTAL	772	47	819

Ces engagements font l'objet de provisions enregistrées en passif non courant.

19.3 Engagements envers le personnel, engagements en matière de retraite (avantages postérieurs à l'emploi) hors médailles du travail

19.3.1 Régimes à cotisations définies

	2018	2017 retraité
Montants comptabilisés en charges	(1 890)	(1 774)

Les cotisations définies présentées ci-avant comprennent les cotisations versées :

- aux caisses d'assurance-maladie et mutuelles ;
- aux caisses de retraite (régime obligatoire et régimes complémentaires) ;
- aux caisses d'assurance chômage.

19.3.2 Régimes à prestations définies

19.3.2.1 Provisions pour indemnités de fin de carrière et pensions

	Indemnités de fin de carrière		Pensions		Total	
	31/12/2018	31/12/2017 retraité	31/12/2018	31/12/2017 retraité	31/12/2018	31/12/2017 retraité
Valeur actualisée des obligations	534	524	536	498	1 070	1 022
Juste valeur des actifs du régime (fonds dédiés)	(6)	(7)	(388)	(396)	(394)	(403)
DÉFICIT COMPTABILISÉ EN PROVISION	528	517	148	102	676	619
Ratio : fonds dédiés/valeur actualisée des obligations			72%	80%		

	Indemnités de fin de carrière		Pensions	
	2018	2017 retraité	2018	2017 retraité
OUVERTURE	517	501	102	113
Coût des services rendus	24	23	11	3
Charges d'intérêt	7	8	1	1
Impact au compte de résultat	31	31	12	4
Reprises utilisées	(26)	(27)	(5)	(2)
Écarts de conversion et changements de périmètre	(15)	(1)	76 ^a	(4)
Écarts actuariels comptabilisés dans les capitaux propres	21	14	(39)	(10)
Virement de rubriques et autres mouvements		(1)	2	1
CLÔTURE	528	517	148	102

(a) concerne pour l'essentiel les engagements d'Alpiq Engineering Services

19.3.2.2 Répartition par métier au 31 décembre 2018

	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total
Charges/(produits) au compte de résultat liés à la variation de la provision pour indemnités de fin de carrière, net de reprises	(2)		2		4	1	5
Charges/(produits) au compte de résultat liés à la variation de la provision sur pensions, net de reprises	(5)		12				7
Provisions non courantes (bilan) :							
• indemnités de fin de carrière	186	19	198	41	64	20	528
• pensions	78 ^a		70				148

(a) concerne pour l'essentiel les engagements d'Alpiq Engineering Services

19.3.2.3 Répartition par zone géographique au 31 décembre 2018

	France et DOM	Union européenne	Autres pays européens	Afrique	Amériques	Asie Pacifique	Moyen-Orient	Total
Charges/(produits) au compte de résultat liés à la variation de la provision pour indemnités de fin de carrière, net de reprises	6			(1)				5
Charges/(produits) au compte de résultat liés à la variation de la provision sur pensions, net de reprises	10	(2)			(1)			7
Provisions non courantes (bilan) :								
• indemnités de fin de carrière	519	1		5	2	1		528
• pensions	3	133			12			148

19.3.2.4 Principales hypothèses actuarielles utilisées pour l'évaluation des indemnités de fin de carrière

	2018	2017
Taux d'actualisation ^a	2,10 % (iBoxx A10+)	1,50 % (iBoxx A10+)
Table de survie	INSEE	INSEE
Âge de départ en retraite (selon les métiers) :		
• Cadres	62/65 ans	62/65 ans
• Etams/compagnons	62/65 ans	62/65 ans
Augmentation future des salaires (selon activité) ^b	1 à 2,8 %	1 à 2,8 %

(a) Une hausse de 70 points de base du taux d'actualisation entraînerait une diminution des engagements de 45 millions d'euros au 31 décembre 2018. Selon les principes comptables Groupe, ces écarts actuariels auraient été comptabilisés directement en capitaux propres.

(b) taux d'inflation inclus

19.4 Participation au capital

Stock-options

Le nombre total d'options pouvant effectivement être exercées s'élève à 6 514 483.

Cours de Bourse au 31 décembre 2018 : 31,34 euros

Date d'attribution	Solde au 31/12/2018	Date minimale d'exercice normal	Date minimale d'exercice PEE	Cours de levée (en euros)	Nombre d'options effectivement exerçables
13/06/2012	821 858	14/06/2016	14/06/2013	20,11	821 858
28/03/2013	1 243 399	29/03/2017	29/03/2014	22,28	1 243 399
27/03/2014	2 152 109	28/03/2018	28/03/2015	30,32	2 152 109
28/05/2015	2 162 491	29/05/2017	29/05/2016	37,11	
30/05/2016	2 297 117	31/05/2018	31/05/2017	29,00	2 297 117
01/06/2017	2 501 350	02/06/2019	02/06/2018	37,99	
01/06/2018	2 570 700	02/06/2020	02/06/2019	41,57	
TOTAL	13 749 024				6 514 483

Pour être effectivement exerçables les options doivent remplir deux conditions :

- être juridiquement exerçables au 31 décembre 2018, soit par exercice normal (deux ou quatre ans après la date d'attribution du plan), soit par exercice partiel anticipé dans le cadre du PEE ;
- être économiquement exerçables au 31 décembre 2018 : pour qu'une option soit économiquement exerçable, son prix d'exercice doit être inférieur au cours de clôture au 31 décembre 2018 (dernier cours coté de l'exercice), soit 31,34 euros.

NOTE 20 INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIÉES ET LES AVANTAGES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

20.1 Informations sur les parties liées

	Charges		Produits		Créances		Dettes	
	2018	2017 retraité	2018	2017 retraité	31/12/2018	31/12/2017 retraité	31/12/2018	31/12/2017 retraité
Parties liées en amont	6	5						
Activités conjointes	131	117	289	334	265	260	301	268
Coentreprises et entités associées	35	31	151	130	243	145	69	29
Autres parties liées	34	48	124	88	63	91	42	51
TOTAL	206	201	564	552	571	496	412	348
Échéances								
• Moins d'un an					518	457	408	345
• Un à cinq ans					27	22	4	3
• Plus de cinq ans					26	17		
dont dépréciation pour créances douteuses (sociétés non consolidées pour l'essentiel)					72	71		

Identité des parties liées :

- parties liées en amont : SCDM (société contrôlée par Martin et Olivier Bouygues) ;
- activités conjointes : principalement des sociétés en participation de travaux ;
- coentreprises et entités associées : notamment les transactions avec des sociétés concessionnaires, des sociétés de carrières et Alstom ;
- autres parties liées : essentiellement les transactions avec des sociétés non consolidées détenues par le Groupe.

20.2 Informations sur les rémunérations et avantages alloués aux membres des organes d'administration et de direction (Bouygues)

Rémunérations directes : elles s'élèvent, au titre de 2018, pour les principaux dirigeants (membres du comité de direction générale du Groupe présents au 31 décembre 2018) à 17 628 472 euros dont 7 024 072 euros de rémunération de base, 10 604 400 euros de rémunération variable payée en 2019 et liée aux performances réalisées en 2018. Les jetons de présence de l'exercice au titre de leurs mandats chez Bouygues SA et dans ses filiales diverses s'élèvent à 352 456 euros.

Par ailleurs, les jetons de présence alloués aux administrateurs non dirigeants au titre de leurs mandats chez Bouygues SA et dans ses filiales diverses s'élèvent à 683 977 euros.

Avantages à court terme : néant.

Avantages postérieurs à l'emploi : les membres du comité de direction générale bénéficient d'un régime de retraite additive de 0,92 % du salaire de référence par année d'ancienneté dans le régime. Cette retraite additionnelle annuelle est plafonnée à huit fois le plafond annuel de la Sécurité sociale. Ce régime complémentaire a été externalisé auprès d'une compagnie d'assurance. La contribution versée en 2018 au fonds des actifs constitué par la compagnie d'assurance s'est élevée à 4 000 000 euros.

Avantages à long terme : néant.

Indemnités de fin de contrat : la provision correspondant aux indemnités de fin de carrière a été augmentée de 765 867 euros pour les membres du comité de direction générale présents au 31 décembre 2018.

Paiement en actions : le nombre de titres attribués le 1^{er} juin 2018 (stock-options) aux membres du comité de direction générale est de 320 000 au prix d'exercice de 41,567 euros. La date minimale d'exercice est le 2 juin 2020. La charge comptabilisée en 2018 ressort à 172 837 euros.

NOTE 21 INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LE TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE ET VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT LIÉ À L'ACTIVITÉ

21.1 Informations sur les flux de trésorerie des filiales acquises ou cédées

	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues SA et autres	Total 31/12/2018
Trésorerie	155	(1)	(78)	(64)	(1)	11
Stocks	8	(39)	(64)	(4)		(99)
Clients et comptes rattachés	(111)	(50)	20	(34)		(175)
Actifs sur contrats clients	(111)		(26)			(137)
Autres créances courantes	(190)	35	(114)	(16)		(285)
Actifs non courants (hors goodwill)	(161)	56	(465)	(51)	7	(614)
Goodwill	(508)		(162)	(237)		(907)
Fournisseurs et comptes rattachés	16	(5)	48	21		80
Passifs sur contrats clients	36		(21)			15
Autres passifs courants	455	(29)	63	24	(6)	507
Dettes financières non courantes et courantes	(17)	29	6	16		34
Provisions non courantes	89		(58)			31
Impôts non courants	9	2	53	20		84
PRIX D'ACQUISITION NET DE CESSION DES ACTIVITES CONSOLIDEES	(330)	(2)	(798)	(325)		(1 455)
Trésorerie des sociétés acquises ou cédées	(155)	1	78	64	1	(11)
Dettes nettes sur activités consolidées	(1)	(2)	3		(1)	(1)
FLUX DE TRESORERIE NET RESULTANT DE L'ACQUISITION OU SORTIE DES FILIALES	(486)	(3)	(717)	(261)		(1 467)

Les acquisitions et cessions de la période concernent principalement :

- Bouygues Construction : acquisitions du groupe Alpiq Engineering Services (Suisse), de AW Edwards (Australie) et cession de Asia World expo (Hong-Kong), d'Axione, d'IEC Hong Kong LTD ;
- Colas : acquisitions du groupe Miller McAsphalt (Canada), du groupe Alpiq Engineering Services (Suisse), de Top Coat Asphalt (Australie) et acquisitions des activités SERB, ASA (USA) et de CMGO (France) ;
- TF1 : acquisition du groupe aufeminin, Doctissimo, Gamed.

21.2 Informations sur les actifs ou activités détenus en vue de la vente et passifs liés aux activités détenues en vue de la vente

Au 31 décembre 2018, l'activité d'étanchéité de Colas (Smac) est classée en "Actifs ou activités détenus en vue de la vente" et "Passifs liés aux activités détenues en vue de la vente" (note 1.2 de l'annexe).

	Total 31/12/2018
Trésorerie active	4 ^a
Stocks	43
Clients et créances	216
Actifs non courants (hors goodwill)	59
Goodwill	10
Total actif	332
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	5 ^a
Fournisseurs et dettes courantes	247
Dettes financières non courantes et courantes	7
Provisions non courantes	66
Impôts non courants	
Total passif hors capitaux propres	325
Valeur des capitaux propres	7

(a) tableau des flux de trésorerie :

Trésorerie d'ouverture au 01/01/2018	9
- flux liés à l'activité	(5)
- flux liés aux investissements	(3)
- flux liés au financement	(2)
Trésorerie de clôture au 31/12/2018	(1)

21.3 Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité

La variation du besoin en fonds de roulement tient compte des variations relatives aux provisions courantes comptabilisées au bilan.

	2018	2017 retraité
ACTIF		
Stocks/Programmes/Droits de diffusion	(232)	(40)
Avances et acomptes versés sur commandes	(58)	(46)
Clients et comptes rattachés	(314)	(456)
Actifs sur contrats clients	(47)	(214)
Autres créances courantes et actifs financiers courants	263	(165)
Sous-total	(388)	(921)
PASSIF		
Fournisseurs et comptes rattachés	(161)	386
Passifs sur contrats clients	691	(90)
Provisions courantes	21	(64)
Autres dettes courantes et passifs financiers courants	(558)	173
Sous-total	(7)	405
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité ^a	(395)	(516)

(a) Actif /Passif : diminution (augmentation) du besoin en fonds de roulement lié à l'activité

21.4 Impôts décaissés

Le décaissement d'impôt sur les sociétés figurant dans le tableau de flux de trésorerie a été retraité pour l'année 2017 pour en exclure les variations liées aux crédits d'impôt qui sont désormais présentés au sein de la variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité.

NOTE 22 HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le tableau suivant présente les honoraires des commissaires aux comptes et des membres de leur réseau en charge des contrôles des comptes consolidés de Bouygues et de ses sociétés consolidées et qui figurent au compte de résultat consolidé de l'exercice 2018 (en milliers d'euros).

	Réseau Mazars				Réseau EY				Autres réseaux ^a				Total	
	Montant (hors taxes)		%		Montant (hors taxes)		%		Montant (hors taxes)		%			
	2017	2017	2017	2017	2017	2017	2017	2017	2017	2017	2017	2017	2017	2017
	retraité	retraité	retraité	retraité	retraité	retraité	retraité	retraité	retraité	retraité	retraité	retraité	retraité	retraité
A - Audit														
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes annuels et consolidés	(8 525)	(6 962)	96%	95%	(5 876)	(5 110)	87%	89%	(4 957)	(5 418)	44%	80%	(19 358)	(17 490)
• Bouygues SA	(252)	(262)			(252)	(263)							(504)	(525)
• Filiales intégrées	(8 273)	(6 700)			(5 624)	(4 847)			(4 957)	(5 418)			(18 854)	(16 965)
Missions accessoires	(271)	(390)	4%	5%	(681)	(524)	10%	9%	(1 844)	(323)	16%	5%	(2 796)	(1 237)
• Bouygues SA	(23)	(22)			(242)	(91)							(265)	(113)
• Filiales intégrées	(248)	(368)			(439)	(433)			(1 844)	(323)			(2 531)	(1 124)
SOUS-TOTAL	(8 796)	(7 352)	100%	100%	(6 557)	(5 634)	97%	98%	(6 801)	(5 741)	60%	85%	(22 154)	(18 727)
B - Autres prestations														
Juridique, fiscal, social	(15)	(1)	0%	0%	(191)	(95)	3%	2%	(4 429)	(929)	38%	13%	(4 635)	(1 025)
Autres	(29)		0%						(161)	(88)	2%	2%	(190)	(88)
SOUS-TOTAL	(44)	(1)	0%	0%	(191)	(95)	3%	2%	(4 590)	(1 017)	41%	15%	(4 825)	(1 113)
TOTAL CHARGE D'HONORAIRES	(8 840)	(7 353)	100%	100%	(6 748)	(5 729)	100%	100%	(11 391)	(6 758)	100%	100%	(26 979)	(19 840)

(a) Pour la pertinence de l'information d'ensemble, la charge d'honoraires affectée aux "Autres réseaux" des commissaires aux comptes est présentée dans ce tableau (principalement KPMG chez Colas).

Les missions accessoires ainsi que les autres prestations présentées dans ce tableau pour le Réseau Mazars et EY représentent les services autres que la certification des comptes. Ils sont principalement constitués d'attestations ou de missions de procédures convenues portant sur les données financières, de diligences dans le cadre de la déclaration de performance extra-financière, d'acquisitions ou de revues de l'application de nouvelles normes comptables.

Les missions accessoires et les autres prestations réalisées par les autres réseaux concernent principalement les travaux réalisés par KPMG chez Colas dans le cadre de l'acquisition de Miller McAsphalt et de la cession de Smac, ainsi que chez Bouygues Construction dans le cadre des acquisitions d'Alpiq Engineering Services et AW Edwards.

NOTE 23 IMPACTS LIÉS À LA PREMIÈRE APPLICATION DES NORMES IFRS 15 "PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DES CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS" ET IFRS 9 "INSTRUMENTS FINANCIERS"

Cette note présente les effets de l'application des normes IFRS 15 et IFRS 9 sur les états financiers du Groupe, ainsi que les principaux indicateurs de performance.

La norme IFRS 15 est appliquée par le Groupe depuis le 1^{er} janvier 2018, avec application rétrospective et présentation d'un exercice comparatif. L'application de la norme IFRS 15 se traduit par une augmentation des capitaux propres au 31 décembre 2016 de 228 millions d'euros nets d'impôts différés. Les impacts sur le bilan au 31 décembre 2016 et les états financiers au 31 décembre 2017 sont présentés ci-après.

Les principaux retraitements résultant de l'application de la norme IFRS 15 concernent :

- Les activités de construction (Bouygues Construction, Bouygues Immobilier et Colas), et plus particulièrement Bouygues Immobilier, notamment sur les contrats de type VEFA (vente en l'état futur d'achèvement). Si le principe de dégagement du chiffre d'affaires et de marge "à l'avancement" n'est pas remis en cause, le calcul de l'avancement du chantier (Logement et Immobilier d'entreprise) intègre désormais les coûts liés aux terrains, entraînant une constatation de chiffre d'affaires et de marge plus importante en début de contrat par rapport à la pratique antérieure. Ce retraitement se traduit par une augmentation des capitaux propres au 31 décembre 2016 de 64 millions d'euros, nets d'impôts différés.

Pour Bouygues Construction et Colas, le mode de reconnaissance du chiffre d'affaires "à l'avancement" est conforme aux dispositions d'IFRS 15.

- Bouygues Telecom, suite à l'identification de deux obligations de performance sur les offres Entreprises et Grand Public du fait des offres combinant abonnement et acquisition subventionnée d'un terminal qu'il convient de séparer. Avec IFRS 15, la répartition du chiffre d'affaires entre le terminal vendu et la prestation de service, ainsi que le rythme de reconnaissance sont modifiés. La prise en compte accélérée du chiffre d'affaires sur la vente de terminaux se traduit par la reconnaissance d'une créance client au bilan pour la différence entre le prix payé par le client lors de la souscription et le prix de la transaction retenu. Cet actif sera repris sur la durée de vie moyenne du contrat. On peut citer également certains coûts d'obtention et d'exécution des contrats précédemment comptabilisés en charges de période ou immobilisés, qui, en IFRS 15, sont activés au bilan dans les rubriques "Actifs sur contrats clients" et "Passifs sur contrats clients" lors de la conclusion des contrats pour ensuite passer en charges d'exploitation sur la durée de vie moyenne de ces derniers. Ces différents retraitements se traduisent par une augmentation des capitaux propres au 31 décembre 2016 de 165 millions d'euros, nets d'impôts différés.
- TF1, pour lequel les changements relatifs à la comptabilisation des mandats de commercialisation, et la date de reconnaissance du chiffre d'affaires généré par la vente de droits, notamment TV et SVOD^b, sont sans incidence significative.

^b *subscription video on demand*, en français "vidéo à la demande avec abonnement" (permet d'accéder à un catalogue en illimité moyennant abonnement mensuel)

Les dispositions de la norme IFRS 9 sur le classement, l'évaluation et la dépréciation des instruments financiers sont appliquées par le Groupe depuis le 1^{er} janvier 2018 de manière rétrospective, sans ajustement des comparatifs lors de la première application. Quant aux dispositions spécifiques à la comptabilité de couverture, le Groupe les applique également depuis le 1^{er} janvier 2018, avec une approche prospective conformément aux dispositions édictées par IFRS 9. L'application de la norme IFRS 9 se traduit par une diminution des capitaux propres au 31 décembre 2017 de 19 millions d'euros nets d'impôts différés, majoritairement chez Colas sur la comptabilisation des dépréciations clients sur la base des pertes attendues.

Les principaux retraitements résultant de l'application de la norme IFRS 9 au 31 décembre 2017 concernent :

- les titres de participation non consolidés évalués à la juste valeur et dont les variations sont enregistrées dans les capitaux propres ou en résultat suivant l'option retenue titre par titre ;
- les dépréciations de créances commerciales qui sont basées sur les pertes attendues.

La finalisation des travaux de transition a confirmé les impacts au compte de résultat présentés dans la note 23 des états financiers consolidés au 31 décembre 2017 et a conduit à quelques reclassements opérés sur les bilans des périodes intermédiaires, au sein des rubriques affectant le besoin en fonds de roulement lié à l'activité. Enfin, les capitaux propres au 31 décembre 2017 après application d'IFRS 9 et IFRS 15 s'élèvent à 10 416 millions d'euros, contre 10 409 millions d'euros présentés dans la note 23 des états financiers consolidés au 31 décembre 2017. L'écart résulte de la finalisation du chantier IFRS 9.

L'UGT Bouygues Telecom a fait l'objet de tests de dépréciation tenant compte respectivement de l'application de la norme IFRS 15 au 31 décembre 2016 et des normes IFRS 9 et IFRS 15 au 31 décembre 2017. Ceux-ci ne remettent pas en cause les conclusions énoncées dans la note 2.7.4.1 de l'annexe aux comptes du Groupe au 31 décembre 2016 et au 31 décembre 2017.

États financiers au 31 décembre 2016 retraités de la norme IFRS 15

Bilan

	31/12/2016 Publié	Activités de construction ^a	Bouygues Telecom	TF1 et autres	Total impacts IFRS 15	31/12/2016 Retraité
ACTIF						
Immobilisations corporelles	6 566		(154)		(154)	6 412
Immobilisations incorporelles	2 180					2 180
Goodwill	5 367					5 367
Coentreprises et entités associées	2 429					2 429
Autres actifs financiers non courants	523					523
Impôts différés actifs et créances fiscales non courants	367	(19)			(19)	348
ACTIF NON COURANT	17 432	(19)	(154)		(173)	17 259
Stocks	2 955	(191)			(191)	2 764
Avances et acomptes versés sur commandes	395					395
Clients et comptes rattachés	6 367	(777)	229		(548)	5 819
Actifs sur contrats clients		1 128	311		1 439	1 439
Actifs d'impôt (exigible)	285					285
Autres créances courantes	2 509	(19)			(19)	2 490
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 749					4 749
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	17					17
Autres actifs financiers courants	24					24
ACTIF COURANT	17 301	141	540		681	17 982
Actifs ou activités détenus en vue de la vente	121					121
TOTAL ACTIF	34 854	122	386		508	35 362
CAPITAUX PROPRES ET PASSIF						
Capital social	355					355
Primes et réserves	6 925	64	149		213	7 138
Réserve de conversion	128					128
Actions propres détenues						
Résultat consolidé	732					732
CAPITAUX PROPRES (PART DU GROUPE)	8 140	64	149		213	8 353
Participations ne donnant pas le contrôle	1 280		16	(1)	15	1 295
CAPITAUX PROPRES	9 420	64	165	(1)	228	9 648
Dettes financières non courantes	6 180					6 180
Provisions non courantes	2 199	(21)			(21)	2 178
Impôts différés passifs et dettes fiscales non courants	159	15	118		133	292
PASSIF NON COURANT	8 538	(6)	118		112	8 650
Avances et acomptes reçus sur commandes	1 010	(1 002)	(5)	(3)	(1 010)	
Dettes financières courantes	265					265
Impôts courants	109					109
Fournisseurs et comptes rattachés	7 140	124			124	7 264
Passifs sur contrats clients		3 221	210	17	3 448	3 448
Provisions courantes	1 002		(8)		(8)	994
Autres passifs courants	7 159	(2 279)	(94)	(13)	(2 386)	4 773
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	168					168
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	19					19
Autres passifs financiers courants	24					24
PASSIF COURANT	16 896	64	103	1	168	17 064
Passifs liés aux activités détenues en vue de la vente						
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF	34 854	122	386		508	35 362
ENDETTEMENT FINANCIER NET (-)/EXCÉDENT FINANCIER NET (+)	(1 866)					(1 866)

(a) regroupe Bouygues Construction, Bouygues Immobilier et Colas

États financiers au 31 décembre 2017 retraités des normes IFRS 15 et IFRS 9

Bilan

ACTIF	31/12/2017 Publié	Activités de construction ^a	Bouygues Telecom	TF1 et autres	Total impacts IFRS 15	Impacts IFRS 9	31/12/2017 Retraité
Immobilisations corporelles	6 858		(199)	(1)	(200)		6 658
Immobilisations incorporelles	2 132						2 132
Goodwill	5 385						5 385
Coentreprises et entités associées	2 502						2 502
Autres actifs financiers non courants	563			(1)	(1)	6	568
Impôts différés actifs et créances fiscales non courants	337	(14)			(14)		323
ACTIF NON COURANT	17 777	(14)	(199)	(2)	(215)	6	17 568
Stocks	3 037	(215)			(215)		2 822
Avances et acomptes versés sur commandes	432						432
Clients et comptes rattachés	6 732	(812)	233		(579)	(23)	6 130
Actifs sur contrats clients		1 194	376		1 570		1 570
Actifs d'impôt (exigible)	331						331
Autres créances courantes	2 581	(21)		2	(19)		2 562
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 820						4 820
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	15						15
Autres actifs financiers courants	15						15
ACTIF COURANT	17 963	146	609	2	757	(23)	18 697
Actifs ou activités détenus en vue de la vente	38						38
TOTAL ACTIF	35 778	132	410		542	(17)	36 303
CAPITAUX PROPRES ET PASSIF	31/12/2017 Publié	Activités de construction ^a	Bouygues Telecom	TF1 et autres	Total impacts IFRS 15	Impacts IFRS 9	31/12/2017 Retraité
Capital social	366						366
Primes et réserves	7 488	64	149		213	(23)	7 678
Réserve de conversion	(88)						(88)
Actions propres détenues							
Résultat consolidé	1 085	1	(4)		(3)		1 082
CAPITAUX PROPRES (PART DU GROUPE)	8 851	65	145		210	(23)	9 038
Participations ne donnant pas le contrôle	1 359		15		15	4	1 378
CAPITAUX PROPRES	10 210	65	160		225	(19)	10 416
Dettes financières non courantes	5 788					3	5 791
Provisions non courantes	2 085	(27)			(27)		2 058
Impôts différés passifs et dettes fiscales non courants	147	20	113		133	(1)	279
PASSIF NON COURANT	8 020	(7)	113		106	2	8 128
Avances et acomptes reçus sur commandes	1 101	(1 093)	(4)	(4)	(1 101)		
Dettes financières courantes	736						736
Impôts courants	115						115
Fournisseurs et comptes rattachés	7 349	140			140		7 489
Passifs sur contrats clients		2 895	266	23	3 184		3 184
Provisions courantes	889	1	(5)		(4)		885
Autres passifs courants	7 109	(1 869)	(120)	(19)	(2 008)		5 101
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	209						209
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	16						16
Autres passifs financiers courants	24						24
PASSIF COURANT	17 548	74	137		211		17 759
Passifs liés aux activités détenues en vue de la vente							
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF	35 778	132	410		542	(17)	36 303
ENDETTEMENT FINANCIER NET (-)/EXCÉDENT FINANCIER NET (+)	(1 914)					(3)	(1 917)

(a) regroupe Bouygues Construction, Bouygues Immobilier et Colas

Compte de résultat

	2017 Publié	Activités de construction ^a	Bouygues Telecom	TF1 et autres	Total impacts IFRS 15	2017 Retraité
CHIFFRE D'AFFAIRES	32 904	37	(26)	8	19	32 923
Autres produits de l'activité	150					150
Achats consommés	(15 287)	(16)			(16)	(15 303)
Charges de personnel	(7 336)					(7 336)
Charges externes	(7 280)		(39)	(8)	(47)	(7 327)
Impôts et taxes	(668)	(1)		1		(668)
Dotations nettes aux amortissements	(1 655)		59		59	(1 596)
Dotations aux provisions et dépréciations nettes de reprises utilisées	(330)					(330)
Variations des stocks de production et de promotion immobilière	85	(25)			(25)	60
Autres produits d'exploitation	1 672		(3)	(1)	(4)	1 668
Autres charges d'exploitation	(835)					(835)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	1 420	(5)	(9)		(14)	1 406
Autres produits opérationnels	233					233
Autres charges opérationnelles	(120)					(120)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	1 533	(5)	(9)		(14)	1 519
Produits financiers	25					25
Charges financières	(251)					(251)
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET (-)/ PRODUIT DE L'EXCÉDENT FINANCIER NET (+)	(226)					(226)
Autres produits financiers	113					113
Autres charges financières	(75)					(75)
Impôt	(303)		4		4	(299)
Quote-part de résultat net des coentreprises et entités associées	163	6			6	169
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	1 205	1	(5)		(4)	1 201
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou détenues en vue de la vente						
RÉSULTAT NET	1 205	1	(5)		(4)	1 201
RESULTAT NET PART DU GROUPE	1 085	1	(4)		(3)	1 082
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	120		(1)		(1)	119
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES PAR ACTION (EN EUROS)	3,03					3,02
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES DILUÉ PAR ACTION (EN EUROS)	3,01					3,00
EBITDA	2 968	(5)	(65)		(70)	2 898

(a) regroupe Bouygues Construction, Bouygues Immobilier et Colas

Tableau des flux de trésorerie

	2017 Publié	Activités de construction ^a	Bouygues Telecom	TF1 et autres	Total impacts IFRS 15	2017 Retraité
I - FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES						
A - FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ						
Résultat net des activités poursuivies	1 205	1	(5)		(4)	1 201
Retraitements :						
Quote-part de résultat revenant aux coentreprises et entités associées nette des dividendes reçus	(87)	(6)			(6)	(93)
Dividendes des sociétés non consolidées	(19)					(19)
Dotations (reprises) aux amortissements, dépréciations et provisions non courantes	1 638		(59)		(59)	1 579
Plus et moins values de cessions d'actifs	(367)					(367)
Charges calculées diverses	(15)					(15)
CAF après coût de l'endettement financier net/produit de l'excédent financier net et impôt	2 355	(5)	(64)		(69)	2 286
Reclassement du coût de l'endettement financier net/ produit de l'excédent financier net	226					226
Retraitement de l'impôt y compris provisions pour risques fiscaux	303		(4)		(4)	299
Capacité d'autofinancement (CAF)	2 884	(5)	(68)		(73)	2 811
Impôts décaissés	(236)					(236)
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité y compris dépréciation et provisions courantes	(484)	5	(36)	(1)	(32)	(516)
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ	2 164		(104)	(1)	(105)	2 059
B - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT						
Prix d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles	(2 036)		104	1	105	(1 931)
Prix de cession des immobilisations corporelles et incorporelles	509					509
Dettes nettes sur immobilisations corporelles et incorporelles	6					6
Prix d'acquisition des titres non consolidés et autres titres immobilisés	(43)					(43)
Prix de cession des titres non consolidés et autres titres immobilisés	33					33
Dettes nettes sur titres non consolidés et autres titres immobilisés	65					65
Prix d'acquisition des activités consolidées	(191)					(191)
Prix de cession des activités consolidées	121					121
Dettes nettes sur activités consolidées	(2)					(2)
Autres variations de périmètre : trésorerie des sociétés acquises ou cédées	(9)					(9)
Autres flux liés aux opérations d'investissements : var. prêts, dividendes reçus sociétés non consolidées	(39)					(39)
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	(1 586)		104	1	105	(1 481)
C - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT						
Augmentations (réductions) de capital versées par les actionnaires et par les participations ne donnant pas le contrôle, et autres opérations entre actionnaires	326					326
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(568)					(568)
Dividendes versés par les activités consolidées aux participations ne donnant pas le contrôle	(38)					(38)
Variation des dettes financières courantes et non courantes	123					123
Coût de l'endettement financier net/ produit de l'excédent financier net	(226)					(226)
Autres flux liés aux opérations de financement	21					21
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	(362)					(362)
D - INCIDENCE DES VARIATIONS DES COURS DES DEVICES	(187)					(187)
VARIATIONS DE LA TRÉSORERIE NETTE (A + B + C + D)	29					29
TRÉSORERIE NETTE À L'OUVERTURE						
Flux nets	4 581					4 581
Flux non monétaires	29					29
Flux non monétaires	1					1
TRÉSORERIE NETTE À LA CLOTURE	4 611					4 611
TOTAL CASH-FLOW LIBRE	828	(5)	40	1	36	864

(a) regroupe Bouygues Construction, Bouygues Immobilier et Colas

NOTE 24 IMPACTS LIÉS À LA PREMIÈRE APPLICATION DE LA NORME IFRS 16 "CONTRATS DE LOCATION" ET DE L'INTERPRÉTATION IFRIC 23 "INCERTITUDE RELATIVE AUX TRAITEMENTS FISCAUX"

Cette note présente les effets de la première application de la norme IFRS 16 et de l'interprétation IFRIC 23 sur les états financiers du Groupe, ainsi que sur les principaux indicateurs de performance.

La norme IFRS 16 sera appliquée par le Groupe au 1^{er} janvier 2019, avec application rétrospective et présentation d'un exercice comparatif. Elle viendra supprimer, pour les preneurs, la distinction qui était précédemment faite entre les "contrats de location simple" et les "contrats de location-financement". Les preneurs devront comptabiliser tous les contrats de location d'une durée de plus d'un an de manière analogue aux modalités actuellement prévues pour les contrats de location-financement par IAS 17 (note 2.7.1.2 de l'annexe) et comptabiliser ainsi un actif et un passif au titre des droits et obligations créés par un contrat de location.

Le Groupe a décidé d'utiliser les mesures de simplification prévues par la norme et de ne pas retraiter les contrats de location dont la valeur à neuf de l'actif sous-jacent est inférieure à cinq mille euros et ceux dont la durée raisonnablement certaine est inférieure à douze mois. Ces contrats de location sont comptabilisés en résultat au rythme des paiements. Le Groupe a également décidé de comptabiliser chaque composante du contrat séparément, en distinguant les composantes locatives des composantes non locatives (services).

L'option d'application d'IFRS 16 aux contrats de location d'immobilisations incorporelles n'a pas été retenue par le Groupe.

Les impacts sur les bilans au 31 décembre 2017 (retraité d'IFRS 15 et d'IFRS 9) et 2018 ainsi que les périodes intermédiaires 2018 sont présentés ci-après, et concernent principalement la constatation d'un droit d'utilisation et d'une obligation locative notamment au titre des baux immobiliers, des sites radios et des fibres optiques. La durée de location correspond à la période non résiliable complétée le cas échéant des options de renouvellement dont l'exercice par le Groupe est raisonnablement certain. Elle est en général de neuf ans concernant les contrats portant sur des biens immobiliers en France. En l'absence de coûts directs initiaux significatifs, le droit d'utilisation correspond à la valeur actualisée des loyers. Ce droit est amorti et fait l'objet d'une dépréciation s'il existe un indice révélant une possible perte.

Les montants des actifs et des dettes de location-financement classés actuellement en immobilisations corporelles et en dettes financières ont été reclassés respectivement en droits d'utilisation des actifs loués et en obligations locatives. Un impôt différé a été constaté sur l'écart entre droits d'utilisation et obligations locatives, entrant dans le champ de la norme IFRS 16, comme c'était le cas antérieurement pour les locations-financement.

La norme IFRS 16 se traduit par une réduction des capitaux propres du Groupe au 31 décembre 2017 de 74 millions d'euros nets d'impôts différés. Compte tenu du décalage des dates de clôture des exercices annuels d'Alstom (31 mars) et de Bouygues (31 décembre), l'impact de l'application d'IFRS 16 chez Alstom n'est pas pris en compte dans les bilans au 31 décembre 2017 et 2018, ni sur les périodes intermédiaires 2018 présentés ci-après. En effet, Alstom n'appliquera la norme IFRS 16 qu'à compter du 1^{er} avril 2019 et ne communiquera l'impact sur ses capitaux propres que lors de la publication de ses résultats semestriels de l'exercice 2019/2020. La réduction de la valeur d'Alstom induite par l'application de la nouvelle norme chez Alstom sera donc comptabilisée dans les capitaux propres du Groupe au 30 septembre 2019.

L'application de la norme IFRS 16 ne modifie pas les conclusions des tests de dépréciation des *goodwill* pratiqués au 31 décembre 2017 retraité et au 31 décembre 2018 (note 3.2.3.2 de l'annexe).

Les dispositions de l'interprétation IFRIC 23 seront appliquées par le Groupe à compter du 1^{er} janvier 2019 de manière rétrospective, sans ajustement des comparatifs lors de la première application. Son application n'a aucun impact sur les capitaux propres du Groupe et entraîne le reclassement en dettes fiscales des provisions pour risque portant sur l'impôt sur les sociétés. Une première estimation de l'effet de l'interprétation est présentée sur le bilan au 31 décembre 2018.

Tous les comptes retraités présentés ci-après sont provisoires dans l'attente du chiffrage définitif dans les systèmes d'information et n'ont pas fait l'objet d'un audit ni d'un examen limité par les commissaires aux comptes.

États financiers au 31 décembre 2017 retraités de la norme IFRS 16

Bilan

ACTIF	31/12/2017 publié ^a	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total impacts IFRS 16	31/12/2017 retraité
Immobilisations corporelles	6 658			(19)		(66) ^b		(85)	6 573
Droits d'utilisation des actifs loués		194	46	241	103	858	1	1 443	1 443
Immobilisations incorporelles	2 132								2 132
<i>Goodwill</i>	5 385								5 385
Coentreprises et entités associées	2 502								2 502
Autres actifs financiers non courants	568								568
Impôts différés actifs et créances fiscales non courants	323	4	1	5				10	333
ACTIF NON COURANT	17 568	198	47	227	103	792	1	1 368	18 936
Stocks	2 822								2 822
Avances et acomptes versés sur commandes	432								432
Clients et comptes rattachés	6 130								6 130
Actifs sur contrats clients	1 570								1 570
Actifs d'impôt (exigible)	331								331
Autres créances courantes	2 562	20						20	2 582
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 820								4 820
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	15								15
Autres actifs financiers courants	15								15
ACTIF COURANT	18 697	20						20	18 717
Actifs ou activités détenus en vue de la vente	38								38
TOTAL ACTIF	36 303	218	47	227	103	792	1	1 388	37 691
CAPITAUX PROPRES ET PASSIF	31/12/2017 publié^a	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total impacts IFRS 16	31/12/2017 retraité
Capital social	366								366
Primes et réserves	7 678	(13)	(3)	(23)	(1)	(29)		(69)	7 609
Réserve de conversion	(88)								(88)
Actions propres détenues									
Résultat consolidé	1 082								1 082
CAPITAUX PROPRES (PART DU GROUPE)	9 038	(13)	(3)	(23)	(1)	(29)		(69)	8 969
Participations ne donnant pas le contrôle	1 378				(2)	(3)		(5)	1 373
CAPITAUX PROPRES	10 416	(13)	(3)	(23)	(3)	(32)		(74)	10 342
Dettes financières non courantes	5 791			(9)				(9)	5 782
Obligations locatives non courantes		176	40	202	93	711		1 222	1 222
Provisions non courantes	2 058		1					1	2 059
Impôts différés passifs et dettes fiscales non courants	279			(1)	(1)	(11)		(13)	266
PASSIF NON COURANT	8 128	176	41	192	92	700		1 201	9 329
Dettes financières courantes	736			(5)		(1)		(6)	730
Obligations locatives courantes		65	9	63	14	125	1	277	277
Impôts courants	115								115
Fournisseurs et comptes rattachés	7 489	1						1	7 490
Passifs sur contrats clients	3 184								3 184
Provisions courantes	885								885
Autres passifs courants	5 101	(11)						(11)	5 090
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	209								209
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	16								16
Autres passifs financiers courants	24								24
PASSIF COURANT	17 759	55	9	58	14	124	1	261	18 020
Passifs liés aux activités détenues en vue de la vente									
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF	36 303	218	47	227	103	792	1	1 388	37 691
ENDETTEMENT FINANCIER NET (-)/EXCÉDENT FINANCIER NET (+)	(1 917)	(241)	(49)	(251)	(107)	(835)	(1)	(1 484)	(3 401)
Obligations locatives IFRS 16		241	49	265	107	836	1	1 499	1 499
ENDETTEMENT FINANCIER NET (-)/EXCÉDENT FINANCIER NET (+)	(1 917)			14		1		15	(1 902)
AJUSTÉ									

(a) Le bilan au 31 décembre 2017 a été retraité des effets de l'application des normes IFRS 9 et 15.

(b) dont reclassement de 65 millions d'euros de coûts de démantèlement

États financiers au 31 mars 2018 retraités de la norme IFRS 16

Bilan

ACTIF	31/03/2018 publié	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total impacts IFRS 16	31/03/2018 retraité
Immobilisations corporelles	6 786			(19)		(63) ^a		(82)	6 704
Droits d'utilisation des actifs loués		184	44	229	99	848	1	1 405	1 405
Immobilisations incorporelles	2 096								2 096
<i>Goodwill</i>	5 958								5 958
Coentreprises et entités associées	2 556								2 556
Autres actifs financiers non courants	558								558
Impôts différés actifs et créances fiscales non courants	378	4	1	5				10	388
ACTIF NON COURANT	18 332	188	45	215	99	785	1	1 333	19 665
Stocks	3 009								3 009
Avances et acomptes versés sur commandes	484								484
Clients et comptes rattachés	5 783								5 783
Actifs sur contrats clients	1 989								1 989
Actifs d'impôt (exigible)	380								380
Autres créances courantes	2 608	24						24	2 632
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 034								3 034
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	14								14
Autres actifs financiers courants	17								17
ACTIF COURANT	17 318	24						24	17 342
Actifs ou activités détenus en vue de la vente	13								13
TOTAL ACTIF	35 663	212	45	215	99	785	1	1 357	37 020
CAPITAUX PROPRES ET PASSIF	31/03/2018 publié	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total impacts IFRS 16	31/03/2018 retraité
Capital social	365								365
Primes et réserves	8 737	(13)	(3)	(23)	(1)	(29)		(69)	8 668
Réserve de conversion	(161)								(161)
Actions propres détenues									
Résultat consolidé	12		(1)	1		2		2	14
CAPITAUX PROPRES (PART DU GROUPE)	8 953	(13)	(4)	(22)	(1)	(27)		(67)	8 886
Participations ne donnant pas le contrôle	1 390				(2)	(3)		(5)	1 385
CAPITAUX PROPRES	10 343	(13)	(4)	(22)	(3)	(30)		(72)	10 271
Dettes financières non courantes	6 274			(8)				(8)	6 266
Obligations locatives non courantes		170	38	188	89	698		1 183	1 183
Provisions non courantes	2 035		2					2	2 037
Impôts différés passifs et dettes fiscales non courants	259			(1)	(2)	(10)		(13)	246
PASSIF NON COURANT	8 568	170	40	179	87	688		1 164	9 732
Dettes financières courantes	344			(5)				(5)	339
Obligations locatives courantes		66	9	63	15	127	1	281	281
Impôts courants	128								128
Fournisseurs et comptes rattachés	6 827								6 827
Passifs sur contrats clients	1 506								1 506
Provisions courantes	791								791
Autres passifs courants	6 869	(11)						(11)	6 858
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	261								261
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	14								14
Autres passifs financiers courants	12								12
PASSIF COURANT	16 752	55	9	58	15	127	1	265	17 017
Passifs liés aux activités détenues en vue de la vente									
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF	35 663	212	45	215	99	785	1	1 357	37 020
ENDETTEMENT FINANCIER NET (-)/EXCÉDENT FINANCIER NET (+)	(3 845)	(236)	(47)	(238)	(104)	(825)	(1)	(1 451)	(5 296)
Obligations locatives IFRS 16		236	47	251	104	825	1	1 464	1 464
ENDETTEMENT FINANCIER NET (-)/EXCÉDENT FINANCIER NET (+) AJUSTÉ	(3 845)			13				13	(3 832)

(a) dont reclassement de 63 millions d'euros de coûts de démantèlement

Compte de résultat

	1 ^{er} trimestre 2018 publié	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total impacts IFRS 16	1 ^{er} trimestre 2018 retraité
CHIFFRE D'AFFAIRES	6 826								6 826
Autres produits de l'activité	63								63
Achats consommés	(3 061)								(3 061)
Charges de personnel	(1 759)								(1 759)
Charges externes	(1 764)	21	3	19	5	42	(1)	89	(1 675)
Impôts et taxes	(236)								(236)
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	(366)								(366)
Dotations nettes aux amortissements des droits d'utilisation des actifs loués		(18)	(2)	(15)	(4)	(33)		(72)	(72)
Dotations nettes aux provisions et dépréciations nettes de reprises utilisées	17								17
Variations des stocks de production et de promotion immobilière	35								35
Autres produits d'exploitation	324								324
Autres charges d'exploitation	(190)								(190)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	(111)	3	1	4	1	9	(1)	17	(94)
Autres produits opérationnels	71								71
Autres charges opérationnelles	(16)								(16)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	(56)	3	1	4	1	9	(1)	17	(39)
Produits financiers	10								10
Charges financières	(64)								(64)
Charges d'intérêts sur obligations locatives		(3)	(1)	(3)	(1)	(6)		(14)	(14)
COÛT DE L'ENDETTLEMENT FINANCIER NET (-)/PRODUIT DE L'EXCÉDENT FINANCIER NET (+)	(54)	(3)	(1)	(3)	(1)	(6)		(14)	(68)
Autres produits financiers	12								12
Autres charges financières	(14)								(14)
Impôt	54					(1)	1		54
Quote-part de résultat net des coentreprises et entités associées	83		(1)					(1)	82
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	25		(1)	1		2		2	27
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou détenues en vue de la vente									
RÉSULTAT NET	25		(1)	1		2		2	27
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	12		(1)	1		2		2	14
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	13								13
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES PAR ACTION (EN EUROS)	0,03								0,04
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES DILUÉ PAR ACTION (EN EUROS)	0,03								0,04
EBITDA	137	21	3	19	5	42	(1)	89	226

Tableau de flux de trésorerie

	1 ^{er} trimestre 2018 publié	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total impacts IFRS 16	1 ^{er} trimestre 2018 retraité
I - FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES									
A - FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ									
Résultat net des activités poursuivies	25		(1)	1		2		2	27
Retraitements :									
Quote-part de résultat revenant aux coentreprises et entités associées nette des dividendes reçus	(79)		1					1	(78)
Dividendes des sociétés non consolidées									
Dotations (reprises) aux amortissements, dépréciations et provisions non courantes	362								362
Dotations aux amortissements, dépréciations et autres ajustements des droits d'utilisation des actifs loués		22	2	15	4	35		76	76
Plus et moins values de cessions d'actifs	(82)								(82)
Charges calculées diverses	(8)								(8)
CAF après coût de l'endettement financier net/produit de l'excédent financier net et impôt	218	22	2	16	4	35		79	297
Reclassement du coût de l'endettement financier net/produit de l'excédent financier net	54	3	1	3	1	6		14	68
Retraitement de l'impôt y compris provisions pour risques fiscaux	(54)					1	(1)		(54)
Capacité d'autofinancement (CAF)	218	25	3	19	5	42	(1)	93	311
Impôts décaissés	(39)								(39)
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité y compris dépréciation et provisions courantes	(864)	(4)					1	(3)	(867)
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ	(685)	21	3	19	5	42		90	(595)
B - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT									
Prix d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles	(482)								(482)
Prix de cession des immobilisations corporelles et incorporelles	114								114
Dettes nettes sur immobilisations corporelles et incorporelles	(132)								(132)
Prix d'acquisition des titres non consolidés et autres titres immobilisés	(1)								(1)
Prix de cession des titres non consolidés et autres titres immobilisés	2								2
Dettes nettes sur titres non consolidés et autres titres immobilisés									
Prix d'acquisition des activités consolidées	(630)								(630)
Prix de cession des activités consolidées									
Dettes nettes sur activités consolidées	(2)								(2)
Autres variations de périmètre : trésorerie des sociétés acquises ou cédées	3								3
Autres flux liés aux opérations d'investissements : var. prêts, dividendes reçus sociétés non consolidées	6								6
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	(1 122)								(1 122)
C - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT									
Augmentations (réductions) de capital versées par les actionnaires et par les participations ne donnant pas le contrôle, et autres opérations entre actionnaires	(43)								(43)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère									
Dividendes versés par les activités consolidées aux participations ne donnant pas le contrôle									
Variation des dettes financières courantes et non courantes	79								79
Variation des obligations locatives courantes et non courantes		(18)	(2)	(16)	(4)	(36)		(76)	(76)
Coût de l'endettement financier net/produit de l'excédent financier net	(54)	(3)	(1)	(3)	(1)	(6)		(14)	(68)
Autres flux liés aux opérations de financement	18								18
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		(21)	(3)	(19)	(5)	(42)		(90)	(90)
D - INCIDENCE DES VARIATIONS DES COURS DES DEVISES									
	(31)								(31)
VARIATIONS DE LA TRÉSORERIE NETTE (A + B + C + D)	(1 838)								(1 838)
TRÉSORERIE NETTE À L'OUVERTURE									
	4 611								4 611
Flux nets	(1 838)								(1 838)
Flux non monétaires									
TRÉSORERIE NETTE À LA CLOTURE	2 773								2 773
TOTAL CASH FLOW LIBRE									
	(150)	22	2	16	4	35		79	(71)

États financiers au 30 juin 2018 retraités de la norme IFRS 16

Bilan

ACTIF	30/06/2018 publié	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total impacts IFRS 16	30/06/2018 retraité
Immobilisations corporelles	6 897			(18)		(61) ^a		(79)	6 818
Droits d'utilisation des actifs loués		188	44	223	101	832	1	1 389	1 389
Immobilisations incorporelles	2 088								2 088
Goodwill	6 249								6 249
Coentreprises et entités associées	2 542								2 542
Autres actifs financiers non courants	570								570
Impôts différés actifs et créances fiscales non courants	356	4	1	5			(1)	9	365
ACTIF NON COURANT	18 702	192	45	210	101	771		1 319	20 021
Stocks	3 083								3 083
Avances et acomptes versés sur commandes	504								504
Clients et comptes rattachés	7 170								7 170
Actifs sur contrats clients	2 037								2 037
Actifs d'impôt (exigible)	231								231
Autres créances courantes	2 939	23						23	2 962
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 505								2 505
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	12								12
Autres actifs financiers courants	12								12
ACTIF COURANT	18 493	23						23	18 516
Actifs ou activités détenus en vue de la vente	16								16
TOTAL ACTIF	37 211	215	45	210	101	771		1 342	38 553
CAPITAUX PROPRES ET PASSIF	30/06/2018 publié	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total impacts IFRS 16	30/06/2018 retraité
Capital social	366								366
Primes et réserves	8 089	(13)	(3)	(23)	(1)	(29)		(69)	8 020
Réserve de conversion	(102)								(102)
Actions propres détenues									
Résultat consolidé	260	1	(1)	1		1	(1)	1	261
CAPITAUX PROPRES (PART DU GROUPE)	8 613	(12)	(4)	(22)	(1)	(28)	(1)	(68)	8 545
Participations ne donnant pas le contrôle	1 334				(2)	(3)		(5)	1 329
CAPITAUX PROPRES	9 947	(12)	(4)	(22)	(3)	(31)	(1)	(73)	9 874
Dettes financières non courantes	6 786			(6)		(1)		(7)	6 779
Obligations locatives non courantes		170	38	181	89	685		1 163	1 163
Provisions non courantes	2 029		2					2	2 031
Impôts différés passifs et dettes fiscales non courants	255			(1)	(2)	(11)		(14)	241
PASSIF NON COURANT	9 070	170	40	174	87	673		1 144	10 214
Dettes financières courantes	459			(5)				(5)	454
Obligations locatives courantes		68	9	63	17	129	1	287	287
Impôts courants	137								137
Fournisseurs et comptes rattachés	7 603	1						1	7 604
Passifs sur contrats clients	3 831								3 831
Provisions courantes	765								765
Autres passifs courants	5 073	(12)						(12)	5 061
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	295								295
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	19								19
Autres passifs financiers courants	12								12
PASSIF COURANT	18 194	57	9	58	17	129	1	271	18 465
Passifs liés aux activités détenues en vue de la vente									
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF	37 211	215	45	210	101	771		1 342	38 553
ENDETTÉMENT FINANCIER NET (-)/EXCÉDENT FINANCIER NET (+)	(5 042)	(238)	(47)	(233)	(106)	(813)	(1)	(1 438)	(6 480)
Obligations locatives IFRS 16		238	47	244	106	814	1	1 450	1 450
ENDETTÉMENT FINANCIER NET (-)/EXCÉDENT FINANCIER NET (+) AJUSTÉ	(5 042)			11		1		12	(5 030)

(a) dont reclassement de 60 millions d'euros de coûts de démantèlement

Compte de résultat

	1 ^{er} semestre 2018 publié	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total impacts IFRS 16	1 ^{er} semestre 2018 retraité
CHIFFRE D'AFFAIRES	15 743								15 743
Autres produits de l'activité	91								91
Achats consommés	(7 291)								(7 291)
Charges de personnel	(3 741)								(3 741)
Charges externes	(3 769)	42	6	37	10	81		176	(3 593)
Impôts et taxes	(372)								(372)
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	(803)								(803)
Dotations nettes aux amortissements des droits d'utilisation des actifs loués		(37)	(5)	(30)	(8)	(66)	(1)	(147)	(147)
Dotations nettes aux provisions et dépréciations nettes de reprises utilisées	(34)								(34)
Variations des stocks de production et de promotion immobilière	117								117
Autres produits d'exploitation	690	1						1	691
Autres charges d'exploitation	(328)								(328)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	303	6	1	7	2	15	(1)	30	333
Autres produits opérationnels	109								109
Autres charges opérationnelles	(29)								(29)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	383	6	1	7	2	15	(1)	30	413
Produits financiers	15								15
Charges financières	(122)								(122)
Charges d'intérêts sur obligations locatives		(5)	(1)	(6)	(2)	(13)		(27)	(27)
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET (-) / PRODUIT DE L'EXCÉDENT FINANCIER NET (+)	(107)	(5)	(1)	(6)	(2)	(13)		(27)	(134)
Autres produits financiers	33								33
Autres charges financières	(29)								(29)
Impôt	(57)						(1)	(1)	(58)
Quote-part de résultat net des coentreprises et entités associées	89		(1)					(1)	88
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	312	1	(1)	1		1	(1)	1	313
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou détenues en vue de la vente									
RÉSULTAT NET	312	1	(1)	1		1	(1)	1	313
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	260	1	(1)	1		1	(1)	1	261
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	52								52
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES PAR ACTION (EN EUROS)	0,71								0,71
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES DILUÉ PAR ACTION (EN EUROS)	0,70								0,71
EBITDA	932	43	6	37	10	81		177	1 109

Tableau de flux de trésorerie

	1 ^{er} semestre 2018 publié	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total impacts IFRS 16	1 ^{er} semestre 2018 retraité
I - FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES									
A - FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ									
Résultat net des activités poursuivies	312	1	(1)	1		1	(1)	1	313
Retraitements :									
Quote-part de résultat revenant aux contreprises et entités associées nette des dividendes reçus	(57)		1					1	(56)
Dividendes des sociétés non consolidées	(9)								(9)
Dotations (reprises) aux amortissements, dépréciations et provisions non courantes	788								788
Dotations aux amortissements, dépréciations et autres ajustements des droits d'utilisation des actifs loués		36	5	30	8	66	1	146	146
Plus et moins values de cessions d'actifs	(132)								(132)
Charges calculées diverses	(20)								(20)
CAF après coût de l'endettement financier net/produit de l'excédent financier net et impôt	882	37	5	31	8	67		148	1 030
Reclassement du coût de l'endettement financier net/produit de l'excédent financier net	107	5	1	6	2	13		27	134
Retraitement de l'impôt y compris provisions pour risques fiscaux	57					1		1	58
Capacité d'autofinancement (CAF)	1 046	42	6	37	10	81		176	1 222
Impôts décaissés	(121)								(121)
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité y compris dépréciation et provisions courantes	(1 274)	1						1	(1 273)
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ	(349)	43	6	37	10	81		177	(172)
B - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT									
Prix d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles	(963)								(963)
Prix de cession des immobilisations corporelles et incorporelles	192								192
Dettes nettes sur immobilisations corporelles et incorporelles	(231)								(231)
Prix d'acquisition des titres non consolidés et autres titres immobilisés	(5)								(5)
Prix de cession des titres non consolidés et autres titres immobilisés	5								5
Dettes nettes sur titres non consolidés et autres titres immobilisés									
Prix d'acquisition des activités consolidées	(935)								(935)
Prix de cession des activités consolidées	2								2
Dettes nettes sur activités consolidées	(3)								(3)
Autres variations de périmètre : trésorerie des sociétés acquises ou cédées	60								60
Autres flux liés aux opérations d'investissements : var. prêts, dividendes reçus sociétés non consolidées	14								14
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	(1 864)								(1 864)
C - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT									
Augmentations (réductions) de capital versées par les actionnaires et par les participations ne donnant pas le contrôle, et autres opérations entre actionnaires	(47)								(47)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(620)								(620)
Dividendes versés par les activités consolidées aux participations ne donnant pas le contrôle	(60)								(60)
Variation des dettes financières courantes et non courantes	596								596
Variation des obligations locatives courantes et non courantes		(38)	(5)	(31)	(8)	(68)		(150)	(150)
Coût de l'endettement financier net/produit de l'excédent financier net	(107)	(5)	(1)	(6)	(2)	(13)		(27)	(134)
Autres flux liés aux opérations de financement	19								19
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	(219)	(43)	(6)	(37)	(10)	(81)		(177)	(396)
D - INCIDENCE DES VARIATIONS DES COURS DES DEVICES									
	31								31
VARIATIONS DE LA TRÉSORERIE NETTE (A + B + C + D)	(2 401)								(2 401)
TRÉSORERIE NETTE À L'OUVERTURE									
	4 611								4 611
Flux nets	(2 401)								(2 401)
Flux non monétaires									
TRÉSORERIE NETTE À LA CLOTURE	2 210								2 210
TOTAL CASH FLOW LIBRE									
	111	37	5	31	8	67		148	259

États financiers au 30 septembre 2018 retraités de la norme IFRS 16

Bilan

ACTIF	30/09/2018 publié	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total impacts IFRS 16	30/09/2018 retraité
Immobilisations corporelles	7 143			(34)		(56) ^a		(90)	7 053
Droits d'utilisation des actifs loués		189	42	306	97	821	1	1 456	1 456
Immobilisations incorporelles	2 072								2 072
Goodwill	6 564								6 564
Coentreprises et entités associées	2 551								2 551
Autres actifs financiers non courants	536								536
Impôts différés actifs et créances fiscales non courants	328	4	1	5				10	338
ACTIF NON COURANT	19 194	193	43	277	97	765	1	1 376	20 570
Stocks	3 139								3 139
Avances et acomptes versés sur commandes	546								546
Clients et comptes rattachés	7 598								7 598
Actifs sur contrats clients	2 339								2 339
Actifs d'impôt (exigible)	327								327
Autres créances courantes	2 824	23						23	2 847
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 016								2 016
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	11								11
Autres actifs financiers courants	8								8
ACTIF COURANT	18 808	23						23	18 831
Actifs ou activités détenus en vue de la vente	10								10
TOTAL ACTIF	38 012	216	43	277	97	765	1	1 399	39 411
CAPITAUX PROPRES ET PASSIF	30/09/2018 publié	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total impacts IFRS 16	30/09/2018 retraité
Capital social	366								366
Primes et réserves	7 977	(13)	(3)	(23)	(1)	(29)		(69)	7 908
Réserve de conversion	(107)								(107)
Actions propres détenues									
Résultat consolidé	772	1	(1)	1		(2)		(1)	771
CAPITAUX PROPRES (PART DU GROUPE)	9 008	(12)	(4)	(22)	(1)	(31)		(70)	8 938
Participations ne donnant pas le contrôle	1 375				(2)	(3)		(5)	1 370
CAPITAUX PROPRES	10 383	(12)	(4)	(22)	(3)	(34)		(75)	10 308
Dettes financières non courantes	6 804			(22)		(1)		(23)	6 781
Obligations locatives non courantes		174	36	265	85	681	1	1 242	1 242
Provisions non courantes	2 015		2					2	2 017
Impôts différés passifs et dettes fiscales non courants	278			(1)	(2)	(12)		(15)	263
PASSIF NON COURANT	9 097	174	38	242	83	668	1	1 206	10 303
Dettes financières courantes	332			(9)		(1)		(10)	322
Obligations locatives courantes		64	9	66	17	132		288	288
Impôts courants	186								186
Fournisseurs et comptes rattachés	7 875	1						1	7 876
Passifs sur contrats clients	3 585								3 585
Provisions courantes	806								806
Autres passifs courants	5 345	(11)						(11)	5 334
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	374								374
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	15								15
Autres passifs financiers courants	14								14
PASSIF COURANT	18 532	54	9	57	17	131		268	18 800
Passifs liés aux activités détenues en vue de la vente									
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF	38 012	216	43	277	97	765	1	1 399	39 411
ENDETTEMENT FINANCIER NET (-)/EXCÉDENT FINANCIER NET (+)	(5 498)	(238)	(45)	(300)	(102)	(811)	(1)	(1 497)	(6 995)
Obligations locatives IFRS 16		238	45	331	102	813	1	1 530	1 530
ENDETTEMENT FINANCIER NET (-)/EXCÉDENT FINANCIER NET (+) AJUSTÉ	(5 498)			31		2		33	(5 465)

(a) dont reclassement de 58 millions d'euros de coûts de démantèlement

Compte de résultat

	Neuf mois 2018 publié	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total impacts IFRS 16	Neuf mois 2018 retraité
CHIFFRE D'AFFAIRES	25 219								25 219
Autres produits de l'activité	131								131
Achats consommés	(11 768)								(11 768)
Charges de personnel	(5 751)								(5 751)
Charges externes	(5 813)	63	9	55	15	117	1	260	(5 553)
Impôts et taxes	(516)								(516)
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	(1 244)								(1 244)
Dotations nettes aux amortissements des droits d'utilisation des actifs loués		(57)	(7)	(47)	(12)	(100)		(223)	(223)
Dotations nettes aux provisions et dépréciations nettes de reprises utilisées	(112)								(112)
Variations des stocks de production et de promotion immobilière	86								86
Autres produits d'exploitation	1 086	1	(1)	1				1	1 087
Autres charges d'exploitation	(498)								(498)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	820	7	1	9	3	17	1	38	858
Autres produits opérationnels	242								242
Autres charges opérationnelles	(44)								(44)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	1 018	7	1	9	3	17	1	38	1 056
Produits financiers	21								21
Charges financières	(184)								(184)
Charges d'intérêts sur obligations locatives		(7)	(1)	(8)	(3)	(20)	(1)	(40)	(40)
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET (-)/PRODUIT DE L'EXCÉDENT FINANCIER NET (+)	(163)	(7)	(1)	(8)	(3)	(20)	(1)	(40)	(203)
Autres produits financiers	59	1						1	60
Autres charges financières	(34)								(34)
Impôt	(266)					1		1	(265)
Quote-part de résultat net des coentreprises et entités associées	253		(1)					(1)	252
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	867	1	(1)	1		(2)		(1)	866
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou détenues en vue de la vente									
RÉSULTAT NET	867	1	(1)	1		(2)		(1)	866
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	772	1	(1)	1		(2)		(1)	771
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	95								95
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES PAR ACTION (EN EUROS)	2,11								2,10
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES DILUÉ PAR ACTION (EN EUROS)	2,09								2,09
EBITDA	1 924	64	8	56	15	117	1	261	2 185

Tableau de flux de trésorerie

	Neuf mois 2018 publié	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total impacts IFRS 16	Neuf mois 2018 retraité
I - FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES									
A - FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ									
Résultat net des activités poursuivies	867	1	(1)	1		(2)		(1)	866
Retraitements :									
Quote-part de résultat revenant aux coentreprises et entités associées nette des dividendes reçus	(190)		1					1	(189)
Dividendes des sociétés non consolidées	(29)								(29)
Dotations (reprises) aux amortissements, dépréciations et provisions non courantes	1 223								1 223
Dotations aux amortissements, dépréciations et autres ajustements des droits d'utilisation des actifs loués		60	7	47	12	100		226	226
Plus et moins values de cessions d'actifs	(214)								(214)
Charges calculées diverses	(9)								(9)
CAF après coût de l'endettement financier net/produit de l'excédent financier net et impôt	1 648	61	7	48	12	98		226	1 874
Reclassement du coût de l'endettement financier net/produit de l'excédent financier net	163	7	1	8	3	20	1	40	203
Retraitement de l'impôt y compris provisions pour risques fiscaux	266					(1)		(1)	265
Capacité d'autofinancement (CAF)	2 077	68	8	56	15	117	1	265	2 342
Impôts décaissés	(257)								(257)
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité y compris dépréciation et provisions courantes	(1 649)	(2)						(2)	(1 651)
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ	171	66	8	56	15	117	1	263	434
B - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT									
Prix d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles	(1 465)								(1 465)
Prix de cession des immobilisations corporelles et incorporelles	286								286
Dettes nettes sur immobilisations corporelles et incorporelles	(201)								(201)
Prix d'acquisition des titres non consolidés et autres titres immobilisés	(24)								(24)
Prix de cession des titres non consolidés et autres titres immobilisés	61								61
Dettes nettes sur titres non consolidés et autres titres immobilisés	17								17
Prix d'acquisition des activités consolidées	(1 532)								(1 532)
Prix de cession des activités consolidées	30								30
Dettes nettes sur activités consolidées	25								25
Autres variations de périmètre : trésorerie des sociétés acquises ou cédées	(21)								(21)
Autres flux liés aux opérations d'investissements : var. prêts, dividendes reçus sociétés non consolidées	42								42
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	(2 782)								(2 782)
C - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT									
Augmentations (réductions) de capital versées par les actionnaires et par les participations ne donnant pas le contrôle, et autres opérations entre actionnaires	(173)								(173)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(620)								(620)
Dividendes versés par les activités consolidées aux participations ne donnant pas le contrôle	(60)								(60)
Variation des dettes financières courantes et non courantes	612								612
Variation des obligations locatives courantes et non courantes		(59)	(7)	(48)	(12)	(97)		(223)	(223)
Coût de l'endettement financier net/produit de l'excédent financier net	(163)	(7)	(1)	(8)	(3)	(20)	(1)	(40)	(203)
Autres flux liés aux opérations de financement	19								19
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	(385)	(66)	(8)	(56)	(15)	(117)	(1)	(263)	(648)
D - INCIDENCE DES VARIATIONS DES COURS DES DEVISES									
	27								27
VARIATIONS DE LA TRÉSORERIE NETTE (A + B + C + D)	(2 969)								(2 969)
TRÉSORERIE NETTE À L'OUVERTURE									
	4 611								4 611
Flux nets	(2 969)								(2 969)
Flux non monétaires									
TRÉSORERIE NETTE À LA CLOTURE	1 642								1 642
TOTAL CASH FLOW LIBRE	469	61	7	48	12	98		226	695

États financiers au 31 décembre 2018 retraités de la norme IFRS 16 et de l'interprétation IFRIC 23

Bilan

ACTIF	31/12/2018 Publié	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total impacts IFRS 16	Impacts IFRIC 23	31/12/2018 Retraité
Immobilisations corporelles	7 432			(50)		(55) ^a		(105)		7 327
Droits d'utilisation des actifs loués		249	40	370	98	802	2	1 561		1 561
Immobilisations incorporelles	2 198									2 198
Goodwill	6 301									6 301
Coentreprises et entités associées	2 633									2 633
Autres actifs financiers non courants	536									536
Impôts différés actifs et créances fiscales non courants	317	3	1	5				9		326
ACTIF NON COURANT	19 417	252	41	325	98	747	2	1 465		20 882
Stocks	3 154									3 154
Avances et acomptes versés sur commandes	483									483
Clients et comptes rattachés	6 389									6 389
Actifs sur contrats clients	2 026									2 026
Actifs d'impôt (exigible)	260									260
Autres créances courantes	2 684	23						23		2 707
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 928									2 928
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	11									11
Autres actifs financiers courants	10									10
ACTIF COURANT	17 945	23						23		17 968
Actifs ou activités détenus en vue de la vente	332			8				8		340
TOTAL ACTIF	37 694	275	41	333	98	747	2	1 496		39 190
CAPITAUX PROPRES ET PASSIF	31/12/2018 Publié	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total impacts IFRS 16	Impacts IFRIC 23	31/12/2018 Retraité
Capital social	372									372
Primes et réserves	8 146	(13)	(3)	(23)	(1)	(29)		(69)		8 077
Réserve de conversion	(103)									(103)
Actions propres détenues										
Résultat consolidé	1 311		(1)	1	(1)	(3)	1	(3)		1 308
CAPITAUX PROPRES (PART DU GROUPE)	9 726	(13)	(4)	(22)	(2)	(32)	1	(72)		9 654
Participations ne donnant pas le contrôle	1 391				(2)	(3)		(5)		1 386
CAPITAUX PROPRES	11 117	(13)	(4)	(22)	(4)	(35)	1	(77)		11 040
Dettes financières non courantes	5 080			(30)		(2)		(32)		5 048
Obligations locatives non courantes		222	35	317	85	662	2	1 323		1 323
Provisions non courantes	2 068		2					2	(28)	2 042
Impôts différés passifs et dettes fiscales non courants	348			(2)	(2)	(12)	(1)	(17)		331
PASSIF NON COURANT	7 496	222	37	285	83	648	1	1 276	(28)	8 744
Dettes financières courantes	1 253			(12)		(1)		(13)		1 240
Obligations locatives courantes		77	8	74	19	135		313		313
Impôts courants	126								28	154
Fournisseurs et comptes rattachés	7 423									7 423
Passifs sur contrats clients	3 665									3 665
Provisions courantes	995									995
Autres passifs courants	5 010	(11)						(11)		4 999
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	238									238
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	25									25
Autres passifs financiers courants	21									21
PASSIF COURANT	18 756	66	8	62	19	134		289	28	19 073
Passifs liés aux activités détenues en vue de la vente	325			8				8		333
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF	37 694	275	41	333	98	747	2	1 496		39 190
ENDETTEMENT FINANCIER NET (-)/EXCÉDENT FINANCIER NET (+)	(3 657)	(299)	(43)	(349)	(104)	(794)	(2)	(1 591)		(5 248)
Obligations locatives IFRS 16		299	43	391	104	797	2	1 636		1 636
ENDETTEMENT FINANCIER NET (-)/EXCÉDENT FINANCIER NET (+)	(3 657)			42		3		45		(3 612)
AJUSTÉ										

(a) dont reclassement de 55 millions d'euros de coûts de démantèlement

Compte de résultat

	2018 Publié	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total impacts IFRS 16	2018 Retraité
CHIFFRE D'AFFAIRES	35 555								35 555
Autres produits de l'activité	185								185
Achats consommés	(16 715)								(16 715)
Charges de personnel	(7 975)								(7 975)
Charges externes	(7 845)	90	11	77	20	157		355	(7 490)
Impôts et taxes	(687)								(687)
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	(1 703)								(1 703)
Dotations nettes aux amortissements des droits d'utilisation des actifs loués		(87)	(9)	(68)	(17)	(134)	1	(314)	(314)
Dotations nettes aux provisions et dépréciations nettes de reprises utilisées	(417)								(417)
Variations des stocks de production et de promotion immobilière	94								94
Autres produits d'exploitation	1 862	8		5				13	1 875
Autres charges d'exploitation	(843)	(1)						(1)	(844)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	1 511	10	2	14	3	23	1	53	1 564
Autres produits opérationnels	371								371
Autres charges opérationnelles	(106)								(106)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	1 776	10	2	14	3	23	1	53	1 829
Produits financiers	29								29
Charges financières	(245)								(245)
Charges d'intérêts sur obligations locatives		(11)	(2)	(13)	(4)	(27)		(57)	(57)
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET (-)/PRODUIT DE L'EXCÉDENT FINANCIER NET (+)	(216)	(11)	(2)	(13)	(4)	(27)		(57)	(273)
Autres produits financiers	81	1						1	82
Autres charges financières	(64)								(64)
Impôt	(427)					1		1	(426)
Quote-part de résultat net des coentreprises et entités associées	303		(1)					(1)	302
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	1 453		(1)	1	(1)	(3)	1	(3)	1 450
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou détenues en vue de la vente									
RÉSULTAT NET	1 453		(1)	1	(1)	(3)	1	(3)	1 450
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	1 311		(1)	1	(1)	(3)	1	(3)	1 308
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	142								142
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES PAR ACTION (EN EUROS)	3,57								3,56
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES DILUÉ PAR ACTION (EN EUROS)	3,55								3,54
EBITDA	3 144	97	11	82	20	157		367	3 511

Tableau de flux de trésorerie

	2018 Publié	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total impacts IFRS 16	2018 Retraité
I - FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES									
A - FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ									
Résultat net des activités poursuivies	1 453		(1)	1	(1)	(3)	1	(3)	1 450
Retraitements :									
Quote-part de résultat revenant aux coentreprises et entités associées nette des dividendes reçus	(186)		1					1	(185)
Dividendes des sociétés non consolidées	(32)								(32)
Dotations (reprises) aux amortissements, dépréciations et provisions non courantes	1 762								1 762
Dotations aux amortissements, dépréciations et autres ajustements des droits d'utilisation des actifs loués		92	9	68	17	134	(1)	319	319
Plus et moins values de cessions d'actifs	(420)	(2)						(2)	(422)
Charges calculées diverses	(89)								(89)
CAF après coût de l'endettement financier net/produit de l'excédent financier net et impôt	2 488	90	9	69	16	131		315	2 803
Reclassement du coût de l'endettement financier net/produit de l'excédent financier net	216	11	2	13	4	27		57	273
Retraitement de l'impôt y compris provisions pour risques fiscaux	427					(1)		(1)	426
Capacité d'autofinancement (CAF)	3 131	101	11	82	20	157		371	3 502
Impôts décaissés	(520)								(520)
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité y compris dépréciation et provisions courantes	(395)	(4)						(4)	(399)
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ	2 216	97	11	82	20	157		367	2 583
B - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT									
Prix d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles	(2 178)								(2 178)
Prix de cession des immobilisations corporelles et incorporelles	605								605
Dettes nettes sur immobilisations corporelles et incorporelles	(165)								(165)
Prix d'acquisition des titres non consolidés et autres titres immobilisés	(31)								(31)
Prix de cession des titres non consolidés et autres titres immobilisés	65								65
Dettes nettes sur titres non consolidés et autres titres immobilisés	15								15
Prix d'acquisition des activités consolidées	(1 568)								(1 568)
Prix de cession des activités consolidées	113								113
Dettes nettes sur activités consolidées	(1)								(1)
Autres variations de périmètre : trésorerie des sociétés acquises ou cédées	(11)								(11)
Autres flux liés aux opérations d'investissements : var. prêts, dividendes reçus sociétés non consolidées	72								72
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	(3 084)								(3 084)
C - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT									
Augmentations (réductions) de capital versées par les actionnaires et par les participations ne donnant pas le contrôle, et autres opérations entre actionnaires	(22)								(22)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(620)								(620)
Dividendes versés par les activités consolidées aux participations ne donnant pas le contrôle	(92)								(92)
Variation des dettes financières courantes et non courantes	(161)								(161)
Variation des obligations locatives courantes et non courantes		(86)	(9)	(69)	(16)	(130)		(310)	(310)
Coût de l'endettement financier net/produit de l'excédent financier net	(216)	(11)	(2)	(13)	(4)	(27)		(57)	(273)
Autres flux liés aux opérations de financement	3								3
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	(1 108)	(97)	(11)	(82)	(20)	(157)		(367)	(1 475)
D - INCIDENCE DES VARIATIONS DES COURS DES DEVICES									
	54								54
VARIATIONS DE LA TRÉSORERIE NETTE (A + B + C + D)	(1 922)								(1 922)
TRÉSORERIE NETTE À L'OUVERTURE									
	4 611								4 611
Flux nets	(1 922)								(1 922)
Flux non monétaires									
Activité détenue en vue de la vente	1								1
TRÉSORERIE NETTE À LA CLOTURE	2 690								2 690
II - FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS ARRÊTÉES OU DETENUES EN VUE DE LA VENTE									
TRÉSORERIE NETTE À L'OUVERTURE	9								9
Flux nets	(10)								(10)
TRÉSORERIE NETTE À LA CLOTURE	1								1
TOTAL CASH FLOW LIBRE	915	90	9	69	16	131		315	1 230

NOTE 25 LISTE DES PRINCIPALES SOCIÉTÉS DU PÉRIMÈTRE AU 31 DÉCEMBRE 2018

Sociétés	Ville/Pays	% d'intérêt		% contrôle direct et indirect ^a	
		2018	2017	2018	2017
FRANCE					
Sociétés contrôlées					
BTP					
Bouygues Construction SA	Saint-Quentin-en-Yvelines	99,97	99,97		
Bouygues Bâtiment Ile-de-France SA	Saint-Quentin-en-Yvelines	99,97	99,97		
Bouygues Bâtiment International SA	Saint-Quentin-en-Yvelines	99,97	99,97		
Bouygues TP SA	Saint-Quentin-en-Yvelines	99,97	99,97		
BYTP Régions France SA	Labège	99,97	99,97		
Brézillon SA	Orly	99,32	99,32		
Challenger SNC	Saint-Quentin-en-Yvelines	99,97	99,97		
DTP SAS	Saint-Quentin-en-Yvelines	99,97	99,97		
Bouygues Bâtiment Centre Sud-Ouest	Mérignac	99,97	99,97		
Bouygues Energies & Services SAS	Saint-Quentin-en-Yvelines	99,97	99,97		
Bouygues E&S FM France	Saint-Quentin-en-Yvelines	99,97	99,97		
Bouygues Bâtiment Sud-Est	Colombier-Saugnieu	99,97	99,97		
Bouygues Bâtiment Grand Ouest	Nantes	99,97	99,97		
Kohler Investment	Saint-Quentin-en-Yvelines	99,97	99,97		
Bouygues Bâtiment Nord Est	Villeneuve d'Ascq	99,97	99,97		
Linkcity IDF (ex-Sodéarif SA)	Saint-Quentin-en-Yvelines	99,96	99,96		
Bouygues Bâtiment IDF PPP SA	Saint-Quentin-en-Yvelines	99,97	99,97		
Linkcity Sud-Est (ex-Cirmad Grand Sud)	Colombier-Saugnieu	99,97	99,97		
Immobilier					
Bouygues Immobilier SAS	Issy-les-Moulineaux	100,00	100,00		
SCCV Lavoisier	Issy-les-Moulineaux	100,00	100,00		
SLC SA	Lyon	100,00	100,00		
Urbis Réalisations SA	Toulouse	100,00	100,00		
Routes					
Colas SA et ses filiales régionales	Paris	96,65	96,60		
Aximum	Magny les Hameaux	96,65	96,60	100,00	100,00
Colas Rail et ses filiales	Maisons-Laffitte	96,65	96,60	100,00	100,00
Grands Travaux Océan Indien (GTOI) SA	Le Port (La Réunion)	96,65	96,60	100,00	100,00
Smac et ses filiales	Boulogne-Billancourt	96,65	96,60	100,00	100,00
Spac et ses filiales	Clichy	96,65	96,60	100,00	100,00
Médias					
Télévision Française 1 SA	Boulogne-Billancourt	43,80	43,81		
Aufeminin et ses filiales	Paris	43,80	n.a.	100,00	n.a.
Dujardin et ses filiales	Cestas	43,80	43,81	100,00	100,00
E-TF1	Boulogne-Billancourt	43,80	43,81	100,00	100,00
TF1 Series Films (ex-HD1)	Boulogne-Billancourt	43,80	43,81	100,00	100,00
La Chaîne Info	Boulogne-Billancourt	43,80	43,81	100,00	100,00
Newen Studios et ses filiales	Paris	43,80	43,81	100,00	100,00
TFX (ex-NT1)	Boulogne-Billancourt	43,80	43,81	100,00	100,00
Télé Monte Carlo	Monaco	43,80	43,81	100,00	100,00
Téléshopping	Boulogne-Billancourt	43,80	43,81	100,00	100,00
TF1 Droits Audiovisuels	Boulogne-Billancourt	43,80	43,81	100,00	100,00
TF1 Entertainment	Boulogne-Billancourt	43,80	43,81	100,00	100,00
TF1 Publicité	Boulogne-Billancourt	43,80	43,81	100,00	100,00
TF1 Vidéo	Boulogne-Billancourt	43,80	43,81	100,00	100,00
Télécoms					
Bouygues Telecom SA et ses filiales	Paris	90,53	90,53		
Filiales diverses					
Bouygues Relais SNC	Paris	100,00	100,00		
GIE 32 Hoche	Paris	90,00	90,00		
Société Française de Participation & Gestion (SFPG) SA et ses filiales	Paris	99,84	99,76		

(a) si le pourcentage de contrôle est différent du pourcentage d'intérêt
n.a. : non applicable

Sociétés	Ville/Pays	% d'intérêt		% contrôle direct et indirect ^a	
		2018	2017	2018	2017
Activités conjointes					
BTP					
Evesa	Paris	47,49 ^b	47,48		47,99
Oc'via Construction	Nîmes	73,16 ^c	73,15		74,00
Coentreprises et entités associées					
BTP					
Consortium Stade de France SA	Saint-Denis	33,32	33,32		
Axione	Malakoff	50,98	99,97		
Immobilier					
SAS NDH	Issy-les-Moulineaux	50,00	50,00		
Entités associées					
Alstom	Saint-Ouen	27,79	27,98		
INTERNATIONAL					
Sociétés contrôlées					
BTP					
Americaribe Inc.	Miami/États-Unis	99,97	99,97		
A.W. Edwards Pty et ses filiales	NSW Northbrigde/Australie	99,97	n.a.		
Bouygues Construction Australia Pty	Sydney/Australie	99,97	99,97		
Bouygues Development Ltd	Londres/Royaume-Uni	99,97	99,97		
Bouygues Thaï Ltd	Nonthaburi/Thaïlande	48,99	48,99		
Bouygues UK Ltd	Londres/Royaume-Uni	99,97	99,97		
Bouygues E&S Intec AG (Alpiq Engineering Services)	Zurich/Suisse	99,97	n.a.		
Kraftanlagen Munchen GmbH (Alpiq Engineering Services)	Munich/Allemagne	99,97	n.a.		
Bymaro	Casablanca/Maroc	99,96	99,97		
Dragages et TP (Hong-Kong) Ltd	Hong-Kong/Chine	99,97	99,97		
BYME Engineering (Hong-Kong)	Hong-Kong/Chine	99,97	89,97		
DTP Singapour Pte Ltd	Singapour	99,97	99,97		
Bouygues E&S Contracting UK	East Kilbride/Écosse	99,97	99,97		
Bouygues E&S FM UK	Londres/Royaume-Uni	99,97	99,97		
Karmar SA	Varsovie/Pologne	99,97	99,97		
Bouygues E&S Schweiz AG (ex-Mibag Property FM)	Zurich/Suisse	99,97	99,97		
Losinger Marazzi AG	Berne/Suisse	99,97	99,97		
Losinger Holding AG	Lucerne/Suisse	99,97	99,97		
Plan Group Inc. et ses filiales	Vaughan/Canada	99,97	84,97		
VCES Holding SRO et ses filiales	Prague/République tchèque	99,97	99,97		
VSL International Ltd	Berne/Suisse	99,97	99,97		
Immobilier					
Bouygues Immobilier Polska Sarl	Varsovie/Pologne	100,00	100,00		
Routes					
Colas Australia	Sydney/Australie	96,65	96,60	100,00	100,00
Colas Belgium et ses filiales	Bruxelles/Belgique	96,65	96,60	100,00	100,00
Colas Canada Inc. et ses filiales	Montréal Québec/Canada	96,65 ^d	96,60	100,00	100,00
Colas Cz	Prague/République tchèque	95,78	95,73	99,10	99,10
Colas Danmark A/S	Glostrup/Danemark	96,65	96,60	100,00	100,00
Colas Hungaria et ses filiales	Budapest/Hongrie	96,65	96,60	100,00	100,00
Colas Inc. et ses filiales	Morristown New Jersey/États-Unis	96,65	96,60	100,00	100,00
Colas Ltd et ses filiales	Rowfant Crawley/Royaume-Uni	96,65	96,60	100,00	100,00
Colas du Maroc et ses filiales	Casablanca/Maroc	96,65	96,60	100,00	100,00
Colas Suisse Holding SA et ses filiales	Lausanne/Suisse	95,90	95,85	99,22	99,22
ISK	Kosice/Slovaquie	96,65	96,60	100,00	100,00
Filiales diverses					
Challenger Réassurance	Luxembourg	99,99	99,99		
Uniservice	Genève/Suisse	99,99	99,99		
Coentreprises et entités associées					
BTP					
Bina Fincom	Zagreb/Croatie	50,68	44,99		
Hermes Airports Ltd	Nicosia/Chypre	21,99	21,99		
Routes					
Gamma Materials	Beau Bassin/Île Maurice	48,33	48,30	50,00	50,00
Tipco Asphalt	Bangkok/Thaïlande	30,15	30,33	31,20	31,40

(a) si le pourcentage de contrôle est différent du pourcentage d'intérêt

(b) 32,99 % Bouygues Construction, 14,50 % Colas

(c) 49,00 % Bouygues Construction, 24,16 % Colas Rail

(d) intègre l'entrée de Miller McAsphalt

n.a. : non applicable

Une liste exhaustive du périmètre est disponible auprès de Karine Adam Gruson, Directrice des Relations Investisseurs.